



Rapport aux actionnaires

Banque Royale du Canada | Troisième trimestre de 2012



La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le troisième trimestre de 2012

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 juillet 2012 et les notes annexes dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

TORONTO, le 30 août 2012 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net record de 2 240 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2012, soit un résultat en hausse de 946 millions, ou 73 %, par rapport à l'exercice précédent.

En excluant certains éléments⁽¹⁾, le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est établi à 1 978 millions de dollars, en hausse de 18 % par rapport à l'exercice précédent et de 12 % par rapport au dernier trimestre. Ces solides résultats sont principalement attribuables au bénéfice record du secteur Services bancaires canadiens et au rendement élevé du secteur Marchés des Capitaux.

« RBC a affiché des résultats records ce trimestre, le bénéfice s'étant chiffré à plus de 2 milliards de dollars en raison de la croissance exceptionnelle de nos services de détail au Canada et des solides résultats liés à nos services de banque d'investissement, ce qui témoigne de la capacité de RBC à générer un bénéfice et de la force de notre modèle d'affaires diversifié. Ce matin, nous avons annoncé une hausse de 5 % de notre dividende trimestriel », a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de RBC. « RBC jouit d'un élan solide et elle continue d'accroître sa position de chef de file dans ses principaux secteurs d'activité en se concentrant sur ses clients et sur la mise en œuvre de sa stratégie à long terme disciplinée. »

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

- Bénéfice net de 2 240 millions de dollars (en hausse de 73 % par rapport à 1 294 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,47 \$ (en hausse de 0,64 \$ par rapport à 0,83 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 22,7 % (en hausse par rapport à 14,5 %)
- Ratio du capital de première catégorie de 13,0 %

Annonce d'une hausse de 0,03 \$, ou 5 %, de notre dividende trimestriel pour atteindre 0,60 \$ par action.

Activités poursuivies excluant certains éléments⁽¹⁾ : troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

- Bénéfice net de 1 978 millions de dollars (en hausse de 18 % par rapport à 1 683 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,29 \$ (en hausse de 0,19 \$ par rapport à 1,10 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,9 % (en hausse par rapport à 19,2 %)

(1) Les éléments comprennent une reprise de 128 millions de dollars de provisions liées à des incertitudes fiscales et un revenu net d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) lié à un remboursement d'impôts payés attribuables au règlement de plusieurs questions fiscales, un ajustement favorable lié à la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires de 125 millions (92 millions après impôt) et des pertes liées à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. Les résultats présentés en excluant ces éléments sont des mesures hors PCGR. Pour une analyse détaillée et un rapprochement de ces éléments, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR du présent rapport.

Activités poursuivies : cumul annuel pour 2012 par rapport au cumul annuel pour 2011

- Bénéfice net de 5 679 millions de dollars (en hausse de 6 % par rapport à 5 361 millions)
- Bénéfice dilué par action de 3,71 \$ (en hausse de 0,21 \$ par rapport à 3,50 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,7 % (en baisse par rapport à 21,3 %)

Activités poursuivies excluant certains éléments⁽¹⁾ : cumul annuel pour 2012 par rapport au cumul annuel pour 2011

- Bénéfice net de 5 619 millions de dollars (en hausse de 5 % par rapport à 5 361 millions)
- Bénéfice dilué par action de 3,67 \$ (en hausse de 0,17 \$ par rapport à 3,50 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,5 % (en baisse par rapport à 21,3 %)

Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	16	Services bancaires canadiens	36	Risque de marché
2	Rapport de gestion	17	Gestion de patrimoine	39	Gestion des liquidités et du financement
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	19	Assurances	40	Gestion du capital
2	Vue d'ensemble	20	Services bancaires internationaux	43	Information financière supplémentaire
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	21	Marchés des Capitaux	43	Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés
3	Faits saillants financiers et autres	23	Services de soutien généraux	44	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	24	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	46	Transactions entre parties liées
5	Principaux événements de 2012	25	Résultats par secteur géographique	47	États financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)
5	Rendement financier	27	Situation financière	53	Notes annexes (non audité)
5	Mesures hors PCGR	27	Bilans résumés	103	Renseignements à l'intention des actionnaires
8	Vue générale	28	Arrangements hors bilan		
13	Résultats des secteurs d'exploitation	30	Gestion du risque		
13	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	30	Risque de crédit		
		34	Rendement au chapitre de la qualité du crédit		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats opérationnels et notre situation financière au 31 juillet 2012 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2012. Le présent rapport de gestion, daté du 29 août 2012, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2012 (états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités), ainsi qu'avec notre rapport annuel de 2011 aux actionnaires (rapport annuel 2011). Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2011, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2012, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision, nos aspirations et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats opérationnels aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que notre vision, nos objectifs stratégiques et nos objectifs en matière de rendement financier, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché et opérationnel et les risques de liquidité et de financement, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2011 et de notre rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2012; la conjoncture commerciale et économique générale et les conditions du marché financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe; les modifications apportées aux normes, aux méthodes et aux estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux dotations aux provisions, aux provisions et aux évaluations; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires, économiques et autres; les modifications et les nouvelles interprétations des lignes directrices concernant le capital à risque et des lignes directrices concernant les liquidités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris ceux liés au système de paiements au Canada, aux mesures de protection des consommateurs, ainsi qu'à la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act et aux règlements édictés aux termes de cette loi et ceux qui seront édictés; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; notre capacité à attirer des employés et à les maintenir en poste; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et nos contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des contreparties et à les intégrer avec succès; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution ainsi que l'incidence des questions d'ordre environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2011 et à la rubrique Gestion du risque de notre rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2012.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. Elle est la plus importante banque au Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et des services aux investisseurs. Nous comptons environ 80 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 15 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 51 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Activités poursuivies					
Total des revenus	7 756 \$	6 924 \$	6 897 \$	22 254 \$	20 946 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	324	348	320	939	857
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 000	640	1 081	2 851	2 491
Frais autres que d'intérêt	3 759	3 857	3 417	11 287	10 637
Bénéfice net avant impôt	2 673	2 079	2 079	7 177	6 961
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 240	1 563	1 683	5 679	5 361
Perte nette liée aux activités abandonnées	-	(30)	(389)	(51)	(488)
Bénéfice net	2 240 \$	1 533 \$	1 294 \$	5 628 \$	4 873 \$
Secteurs – bénéfice net lié aux activités poursuivies					
Services bancaires canadiens	1 127 \$	937 \$	888 \$	3 058 \$	2 716 \$
Gestion de patrimoine	156	212	192	556	632
Assurances	179	151	141	520	400
Services bancaires internationaux	(31)	(196)	18	(203)	132
Marchés des Capitaux	486	449	259	1 383	1 302
Services de soutien généraux	323	10	185	365	179
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 240 \$	1 563 \$	1 683 \$	5 679 \$	5 361 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,49 \$	1,00 \$	0,84 \$	3,72 \$	3,22 \$
– dilué	1,47	0,99	0,83	3,68	3,17
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	22,7 %	16,1 %	14,5 %	19,6 %	19,3 %
Données financières sommaires liées aux activités poursuivies					
Bénéfice par action – de base	1,49 \$	1,02 \$	1,11 \$	3,75 \$	3,56 \$
– dilué	1,47	1,01	1,10	3,71	3,50
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	22,7 %	16,5 %	19,2 %	19,7 %	21,3 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,34 %	0,39 %	0,37 %	0,34 %	0,34 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,55 %	0,63 %	0,67 %	0,55 %	0,67 %
Ratios de capital et coefficients (3)					
Ratio du capital de première catégorie	13,0 %	13,2 %	13,2 %	13,0 %	13,2 %
Ratio du capital total	15,0 %	15,2 %	15,2 %	15,0 %	15,2 %
Coefficient actif-capital	16,7 X	16,8 X	16,4 X	16,7 X	16,4 X
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (2)	10,3 %	10,4 %	10,3 %	10,3 %	10,3 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	824 394 \$	800 371 \$	772 141 \$	824 394 \$	772 141 \$
Valeurs mobilières	158 390	164 442	183 770	158 390	183 770
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	373 216	362 719	336 319	373 216	336 319
Actifs liés aux dérivés	103 257	87 863	85 183	103 257	85 183
Dépôts	502 804	495 875	473 767	502 804	473 767
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	38 357	36 625	33 419	38 357	33 419
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	37 700	36 400	33 050	36 600	31 950
Actif pondéré en fonction du risque	278 418	267 138	261 015	278 418	261 015
Biens sous gestion	327 800	325 400	313 100	327 800	313 100
Biens administrés – RBC (4)	742 800	739 200	697 400	742 800	697 400
– RBCSI (4)	2 670 900	2 808 800	2 831 900	2 670 900	2 831 900
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 443 457	1 441 761	1 435 131	1 441 488	1 428 599
– moyenne (diluée)	1 469 513	1 467 063	1 474 261	1 467 964	1 473 505
– à la fin	1 444 300	1 442 843	1 436 757	1 444 300	1 436 757
Dividendes déclarés par action	0,57 \$	0,57 \$	0,54 \$	1,68 \$	1,54 \$
Rendement de l'action (5)	4,3 %	4,1 %	3,9 %	4,4 %	3,7 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX)	51,38 \$	57,09 \$	51,40 \$	51,38 \$	51,40 \$
Capitalisation boursière (TSX)	74 208	82 372	73 849	74 208	73 849
Renseignements généraux liés aux activités poursuivies					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	75 139	68 201	69 065	75 139	69 065
Nombre de succursales	1 355	1 351	1 335	1 355	1 335
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 948	4 819	4 610	4 948	4 610
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (6)	0,982 \$	1,008 \$	1,039 \$	0,992 \$	1,023 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,997 \$	1,012 \$	1,047 \$	0,997 \$	1,047 \$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour une analyse plus détaillée, se reporter aux rubriques Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation et Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2011.
- (3) Les chiffres correspondants de 2011 ont été établis selon les PCGR du Canada.
- (4) Les biens administrés par RBC comprennent un montant de 37,9 milliards de dollars (36,5 milliards au 30 avril 2012; 34,7 milliards au 31 juillet 2011) en prêts hypothécaires résidentiels et prêts sur cartes de crédit titrisés. Les biens administrés par RBC Services aux investisseurs (RBCSI) (auparavant, RBC Dexia) représentent le total des biens administrés de l'entité dans laquelle nous détenons une participation de 50 % avant le 27 juillet 2012, présenté avec un décalage de un mois.
- (5) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (6) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 29 août 2012**Canada**

Le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne au deuxième trimestre civil de 2012 s'est établi à 1,9 % et découle des investissements effectués par les entreprises et des dépenses de consommation. Le taux de chômage s'est établi à 7,3 % en juillet, soit un taux inchangé par rapport au deuxième trimestre civil. Les activités sur le marché de l'habitation ont ralenti par rapport aux niveaux élevés d'activités enregistrés aux trimestres précédents, et ce ralentissement devrait s'accroître d'ici la fin de l'année civile. Nous prévoyons un taux de croissance de l'économie de 2,1 % pour l'année civile 2012, soit un taux inférieur à la croissance estimative de 2,6 % que nous avions prévue précédemment, ce qui reflète essentiellement le niveau plus faible qu'il était prévu des dépenses de consommation et des investissements effectués par les entreprises au premier semestre civil de 2012. En raison du regain des incertitudes concernant l'économie, lequel reflète la détérioration de la conjoncture économique dans certains pays européens, nous nous attendons à ce que la Banque du Canada maintienne le taux de financement à un jour à 1,0 % jusqu'au début de 2013, ce qui continuera d'entraîner des pressions sur les marges d'intérêt.

États-Unis

Le taux de croissance estimatif de l'économie américaine au deuxième trimestre civil de 2012 s'est établi à 1,7 %, en raison essentiellement de la croissance modérée du marché de l'habitation et des dépenses des entreprises. Nous prévoyons un taux de croissance modéré de l'économie de 2,3 % pour l'année civile 2012, qui devrait découler en grande partie de l'amélioration des dépenses de consommation et de l'accroissement des investissements effectués par les entreprises, facteurs qui reflètent le maintien de faibles taux d'intérêt. Par suite du ralentissement de la croissance économique mondiale au deuxième trimestre civil de 2012, la Réserve fédérale a annoncé qu'elle maintiendra ses mesures de relance jusqu'à la fin de 2012.

Europe

L'économie dans la zone euro au deuxième trimestre civil de 2012 a subi une contraction estimative de (0,2) %, qui reflète les préoccupations concernant des faits nouveaux liés à la crise de l'endettement qui touche des États souverains, ainsi que la détérioration des secteurs bancaires, particulièrement en Espagne, les pertes sur prêts ayant augmenté. De façon générale, nous prévoyons une contraction de (0,4) % de l'économie en 2012, soit un taux plus faible que le taux estimatif de (0,1) % que nous avions prévu précédemment. En raison de la détérioration de la conjoncture économique, les responsables des politiques en Europe ont annoncé la mise en place d'autres mesures de liquidité et de nouvelles initiatives afin de faciliter les conditions du crédit. En conséquence, en juillet 2012, la Banque centrale européenne a réduit les taux d'intérêt de 25 points de base, les ramenant à 0,75 %.

Marchés financiers

Les marchés financiers mondiaux ont reflété l'amélioration des conditions du marché au troisième trimestre de 2012, comparativement aux conditions du marché difficiles enregistrées à l'exercice précédent, ce qui traduit le resserrement des écarts de taux et l'accroissement des liquidités sur le marché. Cependant, les conditions du marché se sont détériorées par rapport au trimestre précédent, en raison de la baisse de la confiance des investisseurs découlant des préoccupations concernant la durabilité de la reprise économique mondiale et du regain des préoccupations concernant l'endettement d'États souverains périphériques de l'Europe et les secteurs bancaires connexes.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle mondiale et de nous y préparer, notamment les modifications touchant les exigences concernant le capital et les liquidités posées par les normes mondiales élaborées par le Comité de Bâle sur la supervision bancaire (accord de Bâle III), la réforme concernant les dérivés hors cote et les autres réformes du secteur financier, y compris la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act des États-Unis, et la loi intitulée Foreign Account Tax Compliance Act des États-Unis. Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a procédé à un examen des portefeuilles de dette à la consommation au Canada, en raison des préoccupations liées à leurs niveaux à la hausse. Le BSIF, de même que d'autres organismes de réglementation mondiaux, s'est également penché sur la capacité d'une institution à cerner, à gérer et à présenter de manière efficace les risques d'entreprise à l'échelle mondiale, de manière à assurer une attribution du capital appropriée et des décisions stratégiques pertinentes. Nous continuons de prendre des mesures visant ces faits nouveaux et d'autres éléments récents, et nous nous efforçons de faire en sorte que toute répercussion possible d'ordre commercial ou économique soit réduite au minimum.

Pour une analyse plus détaillée des facteurs de risque découlant des faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle mondiale qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2011. Pour une analyse plus détaillée de notre cadre et de nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2011.

Principaux événements de 2012

Acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia Investor Services Limited (RBC Dexia)

Le 27 juillet 2012, nous avons conclu l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans la coentreprise RBC Dexia détenue par Banque Internationale à Luxembourg S.A. (auparavant, Dexia Banque Internationale à Luxembourg S.A.), pour une contrepartie en espèces totale de 837,5 millions d'euros (1 milliard de dollars). Par suite de la conclusion de cette transaction, nous détenons une participation de 100 % dans RBC Dexia, laquelle a subséquemment été renommée RBC Services aux investisseurs (RBCSI). Dans les informations fournies aux présentes, cette entité acquise est appelée RBCSI, sauf dans les cas où nous faisons référence à la transaction aux fins de l'acquisition ou aux coûts relatifs à l'acquisition, auquel cas nous utilisons RBC Dexia.

Par suite de l'accord visant l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia signé le 3 avril 2012, nous avons effectué un test de dépréciation. Selon les résultats de ce test, notre participation avait subi une dépréciation, et nous avons comptabilisé une perte de valeur de 161 millions de dollars (avant et après impôt) au deuxième trimestre et une perte de valeur de 7 millions (avant et après impôt) au troisième trimestre. La perte comptabilisée au deuxième trimestre se compose d'une réduction de valeur de 142 millions de dollars du goodwill et de 19 millions des autres immobilisations incorporelles. Par ailleurs, dans le cadre de l'accord, RBC Dexia a revendu des titres émis par le groupe Dexia à ce dernier pour un montant de 1,4 milliard d'euros (1,9 milliard de dollars) et a acquis un montant à peu près équivalent en titres libellés en dollars américains. La vente des titres et les pertes de négociation subséquentes sur les titres acquis ont entraîné une perte pour RBC Dexia. Notre quote-part de la perte s'élève à 36 millions de dollars (26 millions après impôt) et elle a été comptabilisée au dernier trimestre.

Activités de banque privée de Coutts en Amérique latine, dans les Antilles et en Afrique (Coutts)

Le 31 mai 2012, nous avons conclu l'acquisition des activités de banque privée en Amérique latine, dans les Antilles et en Afrique de Coutts, la division de gestion de patrimoine du groupe Royal Bank of Scotland, qui gère des actifs de clients d'environ 2 milliards de dollars US. Les actifs comprennent les comptes de clients qui résident en Amérique latine, dans les Antilles et en Afrique, ainsi que le personnel clé des services bancaires situé principalement à Genève, en Suisse, et une équipe située aux îles Caïmans.

Services bancaires de détail régionaux aux États-Unis

Le 2 mars 2012, nous avons conclu la cession à PNC Financial Services Group, Inc. de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

Pour une analyse plus détaillée des acquisitions et des cessions décrites ci-dessus, se reporter à la note 8 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Rendement financier

Adoption des IFRS

Nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Pour une analyse plus détaillée de l'incidence de l'adoption des IFRS, y compris une description des méthodes comptables choisies, se reporter à la rubrique Questions en matière de comptabilité et de contrôle, aux notes 1, 2 et 3 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités, ainsi qu'à la section Adoption des Normes internationales d'information financière de notre rapport annuel 2011.

Mesures hors PCGR

Résultats excluant certains éléments

Certains éléments ont eu une incidence sur nos résultats, comme l'illustrent les tableaux ci-dessous. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte de ces éléments donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants, permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance et devrait accroître la comparabilité du rendement financier pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 avec les périodes correspondantes de l'exercice précédent et le trimestre clos le 30 avril 2012. Il s'agit de mesures hors PCGR qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et qui ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Les tableaux suivants illustrent le calcul de nos résultats et de nos mesures excluant certains éléments :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les trimestres clos (1)						le 30 avril 2012		
	le 31 juillet 2012						Éléments exclus		
	Données présentées	Éléments exclus		Perte liée à l'acquisition de RBC Dexia (4)	Total partiel	Résultats et mesures excluant les éléments	Données présentées	Perte liée à l'acquisition de RBC Dexia (5)	Résultats et mesures excluant les éléments
Règlement de questions fiscales (2)		Intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires (3)							
Bénéfice avant impôt lié aux activités poursuivies	2 673 \$	(72)\$	(125)\$	12 \$	(185)\$	2 488 \$	2 079 \$	212 \$	2 291 \$
Impôt sur le résultat	433	109	(33)	1	77	510	516	10	526
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 240	(181)	(92)	11	(262)	1 978	1 563	202	1 765
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	(30)	–	(30)
Bénéfice net	2 240 \$	(181)\$	(92)\$	11 \$	(262)\$	1 978 \$	1 533 \$	202 \$	1 735 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	2 152 \$	(181)\$	(92)\$	11 \$	(262)\$	1 890 \$	1 473 \$	202 \$	1 675 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 443 457					1 443 457	1 441 761		1 441 761
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,49 \$	(0,13)\$	(0,06)\$	0,01 \$	(0,18)\$	1,31 \$	1,00 \$	0,14 \$	1,14 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,49 \$	(0,13)\$	(0,06)\$	0,01 \$	(0,18)\$	1,31 \$	1,02 \$	0,14 \$	1,16 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 469 513					1 469 513	1 467 063		1 467 063
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,47 \$	(0,12)\$	(0,06)\$	– \$	(0,18)\$	1,29 \$	0,99 \$	0,14 \$	1,13 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,47 \$	(0,12)\$	(0,06)\$	– \$	(0,18)\$	1,29 \$	1,01 \$	0,14 \$	1,15 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	37 700 \$					37 700 \$	36 400 \$		36 400 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies (6)	22,7 %					19,9 %	16,5 %		18,7 %
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	16,2 %					20,5 %	24,8 %		23,0 %

(1) Aucun ajustement n'a été effectué pour le trimestre clos le 31 juillet 2011.

(2) La reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales et le revenu d'intérêt concernant le règlement de plusieurs questions fiscales intervenu avec l'ARC qui a été annoncé précédemment. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Rendement financier – Résultats liés aux activités poursuivies – Impôt sur le résultat.

(3) Concerne une modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Questions en matière de comptabilité et de contrôle, ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

(4) Se compose d'une réduction de valeur des autres immobilisations incorporelles de 7 millions de dollars (avant et après impôt) et d'autres coûts de 5 millions (4 millions après impôt).

(5) La perte liée à l'acquisition de RBC Dexia, qui a été comptabilisée au deuxième trimestre de 2012, se compose d'une perte de valeur de 161 millions de dollars (avant et après impôt), comptabilisée dans les frais autres que d'intérêt, laquelle comprend une réduction de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, d'une perte sur les titres échangés et de pertes de négociation subséquentes de 36 millions (26 millions après impôt), et d'autres coûts de 15 millions (avant et après impôt). Pour une analyse plus détaillée de notre acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia, se reporter à la rubrique Principaux événements de 2012 ainsi qu'à la note 8 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

(6) Fondé sur les soldes réels avant leur amortissement.

Pour la période de neuf mois close le (1)						
31 juillet 2012						
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Éléments exclus					Résultats et mesures excluant les éléments
	Données présentées	Règlement de questions fiscales (2)	Intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires (3)	Perte liée à l'acquisition de RBC Dexia (4)	Total partiel	
Bénéfice avant impôt lié aux activités poursuivies	7 177 \$	(72)\$	(125)\$	224 \$	27 \$	7 204 \$
Impôt sur le résultat	1 498	109	(33)	11	87	1 585
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	5 679	(181)	(92)	213	(60)	5 619
Perte nette liée aux activités abandonnées	(51)	–	–	–	–	(51)
Bénéfice net	5 628 \$	(181)\$	(92)\$	213 \$	(60)\$	5 568 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	5 412 \$	(181)\$	(92)\$	213 \$	(60)\$	5 352 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 441 488					1 441 488
Bénéfice de base par action (en dollars)	3,72 \$	(0,13)\$	(0,06)\$	0,15 \$	(0,04)\$	3,68 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	3,75 \$	(0,13)\$	(0,06)\$	0,15 \$	(0,04)\$	3,71 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 467 964					1 467 964
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,68 \$	(0,12)\$	(0,06)\$	0,14 \$	(0,04)\$	3,64 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	3,71 \$	(0,12)\$	(0,06)\$	0,14 \$	(0,04)\$	3,67 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	36 600 \$					36 600 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies (5)	19,7 %					19,5 %
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	20,9 %					22,0 %

(1) Aucun ajustement n'a été effectué pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011.

(2) La reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales et le revenu d'intérêt concernent le règlement de plusieurs questions fiscales intervenu avec l'ARC qui a été annoncé précédemment. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Rendement financier – Résultats liés aux activités poursuivies – Impôt sur le résultat.

(3) Concerne une modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Questions en matière de comptabilité et de contrôle, ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

(4) La perte liée à l'acquisition de RBC Dexia se compose d'une perte de valeur de 168 millions de dollars (avant et après impôt), comptabilisée dans les frais autres que d'intérêt, laquelle comprend une réduction de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, d'une perte sur les titres échangés et de pertes de négociation subséquentes de 36 millions (26 millions après impôt), et d'autres coûts de 20 millions (19 millions après impôt). Pour une analyse plus détaillée de notre acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia, se reporter à la rubrique Principaux événements de 2012 ainsi qu'à la note 8 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

(5) Fondé sur les soldes réels avant leur amortissement.

Résultats excluant l'ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires comptabilisé dans le secteur Services bancaires canadiens

Les résultats du secteur Services bancaires canadiens ont été touchés par un ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, comme l'illustre le tableau suivant :

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les pourcentages)	Pour le trimestre clos le			Pour la période de neuf mois close le		
	31 juillet 2012			31 juillet 2012		
	Données présentées	Ajustements au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires (1)	Données ajustées	Données présentées	Ajustements au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires (1)	Données ajustées
Revenu net d'intérêt	2 248 \$	(125)\$	2 123 \$	6 329 \$	(125)\$	6 204 \$
Revenus autres que d'intérêt	845	–	845	2 466	–	2 466
Total des revenus	3 093	(125)	2 968	8 795	(125)	8 670
Revenus – Particuliers clients	1 768	(125)	1 643	4 911	(125)	4 786
Bénéfice net avant impôt	1 529	(125)	1 404	4 146	(125)	4 021
Bénéfice net	1 127	(92)	1 035	3 058	(92)	2 966
Principales données moyennes et autres renseignements						
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 110 \$	(92)\$	1 018 \$	3 003 \$	(92)\$	2 911 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	10 050	–	10 050	10 350	–	10 350
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	43,8 %		38,9 %	38,7 %		37,1 %
Revenu net d'intérêt	2 248 \$	(125)\$	2 123 \$	6 329 \$	(125)\$	6 204 \$
Moyenne du total des actifs productifs	307 900	–	307 900	302 700	–	302 700
Marge nette d'intérêt	2,91 %		2,74 %	2,79 %		2,74 %
Frais autres que d'intérêt	1 330 \$	– \$	1 330 \$	3 901 \$	– \$	3 901 \$
Total des revenus	3 093	(125)	2 968	8 795	(125)	8 670
Ratio d'efficience	43,0 %		44,8 %	44,4 %		45,0 %
Taux de croissance des revenus	10,5 %		6,0 %	5,3 %		3,8 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	2,5 %		2,5 %	3,2 %		3,2 %
Levier d'exploitation	8,0 %		3,5 %	2,1 %		0,6 %

(1) Concerne une modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Questions en matière de comptabilité et de contrôle ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Vue générale

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Nous avons déclaré un bénéfice net de 2 240 millions de dollars, en hausse de 946 millions, ou 73 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,47 \$, en hausse de 0,64 \$. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 22,7 %, en hausse de 820 points de base par rapport à l'exercice précédent, malgré le maintien de niveaux de capitaux plus élevés en prévision de l'application des exigences en matière de capital prévues dans l'accord de Bâle III; ce résultat s'explique par la forte croissance du bénéfice, principalement en ce qui a trait aux secteurs Services bancaires canadiens et Marchés des Capitaux, ainsi que par une reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales et par un ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires pour lesquels une analyse est présentée ci-après. De plus, nos résultats de l'exercice précédent tenaient compte de l'incidence défavorable de la perte nette liée à la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis. Notre ratio du capital de première catégorie s'est établi à 13,0 %, en baisse de 21 points de base par rapport à l'exercice précédent. Pour en savoir davantage sur notre ratio du capital de première catégorie, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Activités poursuivies

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est élevé à 2 240 millions de dollars, en hausse de 557 millions, ou 33 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies s'est établi à 1,47 \$, en hausse de 0,37 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies s'est élevé à 22,7 %, en hausse de 350 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Nos résultats ont été touchés de façon favorable par la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions de dollars et un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) lié au remboursement d'impôts payés par suite du règlement de plusieurs questions fiscales intervenu avec l'Agence du revenu du Canada (ARC) et par un ajustement de 125 millions (92 millions après impôt) lié à la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, et ils ont été touchés de façon défavorable par une perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.

En excluant ces éléments, le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 1 978 millions de dollars, en hausse de 295 millions, ou 18 %, le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,29 \$, en hausse de 0,19 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 19,9 %, en hausse de 70 points de base, par rapport à l'exercice précédent. Nos résultats reflètent la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, les résultats à la hausse tirés des activités de négociation et des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement du secteur Marchés des Capitaux, la réduction des coûts liés aux sinistres du secteur Assurances ainsi que l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine, par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles. Les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par certains éléments liés au marché et au crédit dans le secteur Marchés des Capitaux.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Par rapport au trimestre précédent, le bénéfice net lié aux activités poursuivies a augmenté de 677 millions de dollars, ou 43 %.

En excluant les éléments dont il est fait mention ci-dessus et la perte de 212 millions de dollars (202 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia comptabilisée au trimestre précédent, le bénéfice net lié aux activités poursuivies a augmenté de 213 millions, ou 12 %. Nos résultats ont été touchés de façon favorable par la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, y compris l'incidence favorable de facteurs saisonniers, le trimestre considéré comptant quelques jours de plus, ainsi que par la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, par la diminution des volumes de transactions liés à nos services de gestion de patrimoine reflétant les conditions du marché, ainsi que par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est établi à 5 679 millions de dollars, en hausse de 318 millions, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois, le bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies s'est élevé à 3,71 \$, en hausse de 0,21 \$ par rapport à l'exercice précédent, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies s'est établi à 19,7 %, en baisse de 160 points de base par rapport à l'exercice précédent.

En excluant les éléments dont il est fait mention ci-dessus, le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est établi à 5 619 millions de dollars, en hausse de 258 millions, ou 5 %, le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 3,67 \$, en hausse de 0,17 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,5 %, en baisse de 180 points de base, par rapport à l'exercice précédent. Nos résultats reflètent la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, les résultats à la hausse tirés des activités de négociation, la croissance des activités et la réduction des coûts liés aux sinistres du secteur Assurances, ainsi que la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les volumes de transactions à la baisse du secteur Gestion de patrimoine, ainsi que par l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée au secteur Marchés des Capitaux et à nos services bancaires dans les Antilles. Les résultats de l'exercice précédent avaient été touchés de façon favorable par un profit de 102 millions de dollars (49 millions après impôt et écritures de compensation) lié à MBIA Inc.

Les résultats du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 et du trimestre clos le 30 avril 2012 excluant certains éléments constituent des mesures hors PCGR. Pour une analyse détaillée et un rapprochement de ces éléments, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR. Pour une analyse plus détaillée de l'ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, se reporter à la rubrique Questions en matière de comptabilité et de contrôle ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Pour une analyse plus détaillée de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales et du revenu d'intérêt, se reporter à la rubrique Rendement financier – Résultats liés aux activités poursuivies – Impôt sur le résultat. Pour une analyse plus détaillée de la perte liée à l'acquisition, se reporter à la rubrique Principaux événements de 2012 ainsi qu'à la note 8 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Activités abandonnées

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 et au deuxième trimestre de 2012

Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2012, nous n'avons plus aucune activité abandonnée, étant donné que la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis a été conclue au deuxième trimestre de 2012. Les montants résiduels ne sont pas significatifs et ont été

comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux. La perte nette liée aux activités abandonnées s'est établie à 389 millions de dollars à l'exercice précédent, et elle se composait principalement d'une perte liée à la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

Au trimestre précédent, la perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 30 millions de dollars, et elle concernait nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 51 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 488 millions à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la perte liée à la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour la période.

Le tableau suivant reflète l'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat :

	Pour le trimestre		Pour la période de neuf mois
	Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011	Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)			
Incidence liée aux activités poursuivie : augmentation (diminution) :			
Total des revenus	40 \$	75 \$	105 \$
Frais autres que d'intérêt	15	30	55
Bénéfice net	15	25	25
Incidence sur le bénéfice par action lié aux activités poursuivies :			
De base	0,01 \$	0,02 \$	0,02 \$
Dilué	0,01	0,02	0,02

Le tableau suivant illustre les variations des taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
(Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)					
Dollar américain	0,982	1,008	1,039	0,992	1,023
Livre sterling	0,630	0,629	0,637	0,630	0,635
Euro	0,790	0,758	0,720	0,765	0,731

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide du cours au comptant à la fin du mois pour la période.

Les fluctuations des taux de change illustrées dans le tableau ci-dessus influent sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Résultats liés aux activités poursuivies

Le tableau suivant présente nos résultats liés aux activités poursuivies déclarés.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
Revenu d'intérêt	5 379 \$	5 100 \$	5 249 \$	15 650 \$	15 597 \$
Frais d'intérêt	2 090	2 069	2 360	6 327	7 197
Revenu net d'intérêt	3 289 \$	3 031 \$	2 889 \$	9 323 \$	8 400 \$
Services de placement (1)	1 321	1 306	1 333	3 910	3 972
Activités d'assurance (1)	1 323	926	1 349	3 799	3 260
Activités de négociation	295	349	(132)	1 040	874
Services bancaires (1)	986	889	911	2 780	2 678
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	379	386	361	1 059	1 208
Autres (1)	163	37	186	343	554
Revenus autres que d'intérêt	4 467 \$	3 893 \$	4 008 \$	12 931 \$	12 546 \$
Total des revenus	7 756 \$	6 924 \$	6 897 \$	22 254 \$	20 946 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	365 \$	412 \$	391 \$	1 165 \$	991 \$
Revenus autres que d'intérêt	295	349	(132)	1 040	874
Total des revenus tirés des activités de négociation	660 \$	761 \$	259 \$	2 205 \$	1 865 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit					
Taux d'intérêt et crédit	436 \$	495 \$	114 \$	1 467 \$	1 252 \$
Titres de participation	133	180	64	423	356
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	91	86	81	315	257
Total des revenus tirés des activités de négociation	660 \$	761 \$	259 \$	2 205 \$	1 865 \$
Revenus tirés des activités de négociation (majorés au montant imposable équivalent) par produit					
Taux d'intérêt et crédit	436 \$	495 \$	114 \$	1 467 \$	1 252 \$
Titres de participation	221	298	148	750	729
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	91	86	81	315	257
Total des revenus tirés des activités de négociation (majorés au montant imposable équivalent)	748 \$	879 \$	343 \$	2 532 \$	2 238 \$
Revenus tirés des activités de négociation (majorés au montant imposable équivalent) par produit – Marchés des Capitaux					
Taux d'intérêt et crédit	431 \$	444 \$	74 \$	1 370 \$	1 119 \$
Titres de participation	220	294	150	730	721
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	89	85	81	310	256
Total des revenus tirés des activités de négociation (majorés au montant imposable équivalent) – Marchés des Capitaux	740 \$	823 \$	305 \$	2 410 \$	2 096 \$

(1) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2011 pour une définition de ces catégories.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le total des revenus a augmenté de 859 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 400 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement de la forte croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens et de la hausse du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation. L'ajustement de 125 millions de dollars au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires comptabilisé dans le secteur Services bancaires canadiens et le revenu d'intérêt de 72 millions comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux, qui est lié au remboursement d'impôts payés découlant du règlement de plusieurs questions fiscales intervenu avec l'ARC annoncé précédemment, ont également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés des activités d'investissement ont diminué de 12 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement des volumes de transactions à la baisse et de la réduction des frais de distribution liés aux fonds communs de placement reflétant l'incertitude que les investisseurs continuent d'éprouver.

Les revenus tirés des activités d'assurance ont reculé de 26 millions de dollars, ou 2 %. La croissance des volumes liés à la plupart des produits d'assurance au Canada a été largement neutralisée par le renouvellement annuel de contrats d'assurance vie en Europe à l'exercice précédent, ainsi que par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 427 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, s'est chiffré à 660 millions de dollars, en hausse de 401 millions. Ce résultat découle principalement de l'augmentation des activités de négociation de titres à revenu fixe dans tous les secteurs géographiques, laquelle reflète l'accroissement des volumes de transactions des clients, l'amélioration des liquidités sur le marché et le resserrement des écarts de taux. De plus, à l'exercice précédent, les revenus tirés des activités de négociation avaient été touchés de façon défavorable par les pertes découlant de certains éléments liés au marché et au crédit. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Marchés des Capitaux.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 75 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui découle essentiellement de la forte croissance des activités de syndication de prêts, de la hausse des honoraires tirés des services de gestion et de l'accroissement des volumes de transactions sur cartes de crédit.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrus de 18 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient principalement à l'augmentation des activités d'émission de titres d'emprunt aux États-Unis et des activités de fusion et d'acquisition, facteur neutralisé en grande partie par la diminution des activités de négociation de titres de participation au Canada.

Les autres revenus ont reculé de 23 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de la diminution des profits liés à certains titres disponibles à la vente.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le total des revenus a augmenté de 832 millions de dollars, ou 12 %, en raison essentiellement de la hausse des revenus tirés des activités d'assurance reflétant la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La forte croissance des volumes et l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, de même que la solidité de nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont également contribué à l'augmentation. Les revenus ce trimestre tiennent également compte de l'ajustement au titre des intérêts liés au remboursement de prêts hypothécaires comptabilisé dans le secteur Services bancaires canadiens et du revenu d'intérêt lié à un remboursement d'impôts payés comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux mentionné ci-dessus, dont l'incidence combinée s'est chiffrée à 197 millions de dollars. Par ailleurs, le trimestre précédent avait été touché de façon défavorable par notre quote-part de la perte comptabilisée par RBC Dexia découlant de l'échange de titres avec le groupe Dexia. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation, principalement les activités de négociation de titres de participation, du secteur Marchés des Capitaux, et par la diminution des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 1 308 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités d'assurance reflétant la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que de la croissance des volumes liés à la plupart des produits d'assurance et des profits nets sur placements. La forte croissance des volumes de la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens, les résultats à la hausse tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux et la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des volumes de montage du secteur Marchés des Capitaux, par rapport au niveau élevé d'activités enregistré au début de l'exercice précédent, ainsi que par la réduction des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances est demeuré relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au fait que la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles et l'augmentation des dotations liées au secteur Marchés des Capitaux découlant de quelques comptes, déduction faite des recouvrements, ont été en grande partie neutralisées par la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 24 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement de la diminution des dotations liées au portefeuille de prêts aux entreprises au Canada et au portefeuille de prêts du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que de la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada, laquelle reflète l'amélioration de la qualité du crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 82 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la hausse des dotations liées au secteur Marchés des Capitaux et à notre portefeuille dans les Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux entreprises au Canada.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 81 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement à la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance au Canada, à la diminution de 33 millions des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, laquelle reflète les modifications apportées à nos propres réseaux de distribution, ainsi qu'à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 360 millions de dollars, ou 56 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en partie compensée par la réduction des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance dont il est fait mention ci-dessus.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 360 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient en grande partie à la variation de la juste valeur des placements dont il est fait mention ci-dessus. L'augmentation est aussi imputable à la croissance des volumes liés à la plupart des produits, à la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et aux ajustements défavorables nets des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance au Canada et par la réduction des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance dont il est fait mention ci-dessus.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
Salaires	1 077 \$	1 044 \$	1 025 \$	3 181 \$	3 014 \$
Rémunération variable	907	948	699	2 766	2 616
Avantages du personnel et conservation du personnel	281	297	257	889	823
Rémunération fondée sur des actions	48	24	48	119	176
Ressources humaines	2 313 \$	2 313 \$	2 029 \$	6 955 \$	6 629 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	7	161	–	168	–
Autres charges	1 439	1 383	1 388	4 164	4 008
Frais autres que d'intérêt	3 759 \$	3 857 \$	3 417 \$	11 287 \$	10 637 \$

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 342 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la hausse de 208 millions de la rémunération variable découlant en grande partie de l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux et de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris la hausse des coûts liés à l'effectif, principalement dans le secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les réductions de coûts découlant de nos programmes de gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 98 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie la comptabilisation, au trimestre précédent, d'une perte de valeur de 161 millions liée à notre participation dans RBC Dexia. En excluant cet élément ⁽¹⁾, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 63 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'accroissement de l'effectif. L'augmentation est aussi imputable à la hausse de la rémunération fondée sur des actions et à l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux et par les réductions de coûts découlant de nos programmes de gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 650 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de la perte de valeur et des coûts liés à l'acquisition de RBC Dexia de 188 millions dont il est fait mention ci-dessus. La hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et l'augmentation de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse du secteur Marchés des Capitaux ont également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération fondée sur des actions et par les réductions de coûts découlant de nos programmes de gestion des coûts.

Pour plus de détails sur la perte de valeur liée à l'acquisition de RBC Dexia, se reporter à la rubrique Principaux événements de 2012.

(1) Les frais autres que d'intérêt excluant la perte de valeur constituent une mesure hors PCGR. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte de cet élément donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants; cette mesure permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre rendement et devrait accroître la comparabilité du rendement financier pour le trimestre clos le 31 juillet 2012 par rapport au trimestre clos le 30 avril 2012. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
Bénéfice net avant impôt lié aux activités poursuivies	2 673 \$	2 079 \$	2 079 \$	7 177 \$	6 961 \$
Impôt sur le résultat	433	516	396	1 498	1 600
Taux d'imposition effectif sur le résultat lié aux activités poursuivies ⁽¹⁾	16,2 %	24,8 %	19,0 %	20,9 %	23,0 %

(1) Impôt sur le résultat en pourcentage du bénéfice net avant impôt sur le résultat.

Nos résultats tiennent compte de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions de dollars et du revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) au titre du remboursement d'impôts payés découlant du règlement de plusieurs questions fiscales intervenu avec l'ARC.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

La charge d'impôt a augmenté de 37 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt, facteur neutralisé en grande partie par la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales dont il est fait mention ci-dessus. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 16,2 %, en baisse de 280 points de base par rapport à 19,0 % à l'exercice précédent, résultat qui s'explique principalement par la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales et par la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi, facteurs neutralisés en partie par le plus faible bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux et par la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

La charge d'impôt a diminué de 83 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales dont il est fait mention ci-dessus. Le taux d'imposition effectif a diminué de 860 points de base par rapport à 24,8 % au trimestre précédent, en raison principalement de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales, des ajustements fiscaux nets favorables et de la perte de 212 millions de dollars (202 millions après impôt) liée à l'acquisition de RBC Dexia comptabilisée au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

La charge d'impôt a diminué de 102 millions de dollars, résultat qui tient principalement à la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales dont il est fait mention ci-dessus. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 20,9 %, en baisse de 210 points de base par rapport à 23,0 % à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement à la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales et à la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2011, à l'exception de ce qui est expliqué ci-après. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2011.

Premier trimestre de 2012

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2012, nous avons modifié notre méthode d'attribution du capital sur une base prospective, afin que nos processus d'attribution concordent davantage avec les exigences accrues en matière de capital réglementaire, lesquelles continuent d'évoluer. La méthode modifiée remplace la méthode d'attribution au prorata du capital non attribué utilisée en 2011, et l'incidence de cette modification sera prise en compte graduellement au cours de l'exercice 2012, en prévision de la mise en œuvre des exigences de l'accord de Bâle III en 2013. Cette modification a donné lieu à une réduction du capital attribué du secteur Services bancaires canadiens et à une augmentation du capital attribué du secteur Marchés des Capitaux.

Principales mesures du rendement et autres mesures

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2011.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

	Pour les trimestres clos							le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011
	le 31 juillet 2012								
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)									
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	1 110 \$	147 \$	176 \$	(37) \$	465 \$	291 \$	2 152 \$	1 473 \$	1 594 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités abandonnées							-	(30)	(389)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires							2 152	1 443	1 205
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités poursuivies (2)	10 050 \$	5 200 \$	1 500 \$	3 000 \$	12 250 \$	5 700 \$	37 700 \$	36 000 \$	30 300 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées								400	2 750
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	10 050 \$	5 200 \$	1 500 \$	3 000 \$	12 250 \$	5 700 \$	37 700 \$	36 400 \$	33 050 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités poursuivies	43,8 %	11,3 %	47,3 %	(5,0) %	15,1 %	n.s.	22,7 %	16,5 %	19,2 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires							22,7 %	16,1 %	14,5 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour les périodes de neuf mois closes							le 31 juillet 2011
	le 31 juillet 2012							
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	3 003 \$	529 \$	511 \$	(222)\$	1 319 \$	272 \$	5 412 \$	5 092 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités abandonnées							(51)	(488)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires							5 361	4 604
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités poursuivies (2)	10 350 \$	5 150 \$	1 500 \$	3 050 \$	11 750 \$	4 250 \$	36 050 \$	28 650 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées							550	3 300
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	10 350 \$	5 150 \$	1 500 \$	3 050 \$	11 750 \$	4 250 \$	36 600 \$	31 950 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités poursuivies	38,7 %	13,7 %	45,5 %	(9,7) %	15,0 %	n.s.	19,7 %	21,3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires							19,6 %	19,3 %

(1) Les chiffres ayant trait au goodwill et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

n.s. non significatif.

Bénéfice économique lié aux activités poursuivies

Le bénéfice économique représente le bénéfice net lié aux activités poursuivies à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet ainsi aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives de chaque secteur d'exploitation à la valeur pour l'actionnaire. Le bénéfice économique est une mesure hors PCGR qui n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Nous avons révisé le coût des capitaux propres sur une base prospective au premier trimestre de 2012; ce coût, qui était de 10 % en 2011, a été ramené à 9,5 %.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre bénéfice économique sur la base des activités poursuivies :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	
	le 31 juillet 2012							Total			Total
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total				
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 127 \$	156 \$	179 \$	(31)\$	486 \$	323 \$	2 240 \$	1 563 \$	1 683 \$		
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(1)	-	(23)	(24)	(25)	(25)		
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	-	18	-	11	-	-	29	28	32		
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	-	-	-	7	-	-	7	161	-		
Bénéfice net ajusté	1 127 \$	174 \$	179 \$	(14)\$	486 \$	300 \$	2 252 \$	1 727 \$	1 690 \$		
Moins : Charge de capital	261	135	39	78	318	135	966	904	824		
Bénéfice économique lié aux activités poursuivies	866 \$	39 \$	140 \$	(92)\$	168 \$	165 \$	1 286 \$	823 \$	866 \$		

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes								le 31 juillet 2011
	le 31 juillet 2012							Total	
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	3 058 \$	556 \$	520 \$	(203)\$	1 383 \$	365 \$	5 679 \$	5 361 \$	
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(3)	(1)	(70)	(74)	(76)	
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	-	49	-	35	2	-	86	92	
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	-	-	-	168	-	-	168	-	
Bénéfice net ajusté	3 058 \$	605 \$	520 \$	(3)\$	1 384 \$	295 \$	5 859 \$	5 377 \$	
Moins : Charge de capital	799	398	116	237	909	293	2 752	2 320	
Bénéfice économique lié aux activités poursuivies	2 259 \$	207 \$	404 \$	(240)\$	475 \$	2 \$	3 107 \$	3 057 \$	

Services bancaires canadiens

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	2 248 \$	2 017 \$	2 000 \$	6 329 \$	5 924 \$
Revenus autres que d'intérêt	845	800	801	2 466	2 424
Total des revenus	3 093	2 817	2 801	8 795	8 348
Dotations à la provision pour pertes sur créances	234	271	267	748	799
Frais autres que d'intérêt	1 330	1 277	1 298	3 901	3 779
Bénéfice net avant impôt	1 529	1 269	1 236	4 146	3 770
Bénéfice net	1 127 \$	937 \$	888 \$	3 058 \$	2 716 \$
Revenus par division					
Particuliers clients	1 768 \$	1 568 \$	1 547 \$	4 911 \$	4 621 \$
Services financiers à l'entreprise	736	695	696	2 152	2 042
Solutions cartes et paiements	589	554	558	1 732	1 685
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	43,8 %	36,0 %	36,0 %	38,7 %	39,9 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1)	38,9 %	s.o.	s.o.	37,1 %	s.o.
Marge nette d'intérêt (2)	2,91 %	2,72 %	2,75 %	2,79 %	2,78 %
Marge nette d'intérêt ajustée (1), (2)	2,74 %	s.o.	s.o.	2,74 %	s.o.
Ratio d'efficacité (3)	43,0 %	45,3 %	46,3 %	44,4 %	45,3 %
Ratio d'efficacité ajusté (1), (3)	44,8 %	s.o.	s.o.	45,0 %	s.o.
Levier d'exploitation	8,0 %	0,0 %	s.o.	2,1 %	s.o.
Levier d'exploitation ajusté (1)	3,5 %	s.o.	s.o.	0,6 %	s.o.
Taux d'imposition effectif	26,3 %	26,2 %	28,2 %	26,2 %	28,0 %
Moyenne du total des actifs productifs (4)	307 900 \$	301 700 \$	288 100 \$	302 700 \$	284 800 \$
Moyenne des prêts et des acceptations (4)	310 500	304 200	289 200	305 100	284 500
Moyenne des dépôts	231 800	227 100	211 000	228 100	204 900
Biens administrés (4)	165 600	164 500	158 600	165 600	158 600
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,30 %	0,36 %	0,37 %	0,33 %	0,38 %

(1) Les mesures ont été ajustées pour tenir compte du profit découlant de la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires. Pour une analyse plus détaillée, se reporter aux rubriques Mesures hors PCGR et Questions en matière de comptabilité et de contrôle.

(2) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(3) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(4) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 juillet 2012, laquelle s'est établie à 46,1 milliards de dollars et à 6,1 milliards, respectivement (43,0 milliards et 4,9 milliards au 30 avril 2012; 40,0 milliards et 3,1 milliards au 31 juillet 2011). Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 31,8 milliards de dollars et de 6,1 milliards, respectivement, au 31 juillet 2012 (31,6 milliards et 4,9 milliards au 30 avril 2012; 31,7 milliards et 3,0 milliards au 31 juillet 2011).

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le bénéfice net a augmenté de 239 millions de dollars, ou 27 %, par rapport à l'exercice précédent. Les résultats ce trimestre tiennent compte d'un ajustement favorable de 125 millions de dollars (92 millions après impôt) découlant de la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires (l'« ajustement au titre du remboursement anticipé »). En excluant cet ajustement au titre du remboursement anticipé, le bénéfice net s'est établi à 1 035 millions de dollars, en hausse de 147 millions, ou 17 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité, la réduction du taux d'imposition effectif et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances découlant de l'amélioration de la qualité du crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le total des revenus s'est accru de 292 millions de dollars, ou 10 %. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé dont il est fait mention ci-dessus, les revenus ont augmenté de 167 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Particuliers clients se sont accrus de 221 millions de dollars, ou 14 %. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé, les revenus ont progressé de 96 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes liés aux prêts hypothécaires résidentiels, ainsi que des dépôts des particuliers et des prêts aux particuliers, facteur neutralisé en partie par la réduction des écarts liés aux dépôts.

Les revenus tirés des Services financiers à l'entreprise se sont accrus de 40 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes liés aux dépôts des entreprises et aux prêts aux entreprises, facteur neutralisé en partie par la réduction des écarts.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements ont augmenté de 31 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la hausse des volumes de transactions sur cartes de crédit et de la hausse des soldes des prêts, facteurs neutralisés en partie par la réduction des écarts.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 16 points de base. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé, la marge nette d'intérêt a diminué de 1 point de base, en raison principalement de la compression des écarts reflétant le maintien de faibles taux d'intérêt, facteur neutralisé en grande partie par la réduction des coûts liés à la rupture de contrats hypothécaires et par une modification favorable de la composition des produits.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 33 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient essentiellement à la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et à la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts aux entreprises. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 32 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts et par la diminution des pertes diverses.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 190 millions de dollars, ou 20 %, par rapport au trimestre précédent. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé, le bénéfice net s'est accru de 98 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, la solide croissance des volumes de tous les secteurs

d'activité et la forte croissance des volumes de transactions sur cartes de crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 19 points de base. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé, la marge nette d'intérêt s'est accrue de 2 points de base, résultat qui reflète la réduction des coûts liés à la rupture de contrats hypothécaires et la modification favorable de la composition des produits.

Le levier d'exploitation s'est élevé à 8,0 %, en hausse par rapport à 0,0 % au trimestre précédent. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé, le levier d'exploitation s'est établi à 3,5 %, résultat qui reflète la solide croissance des revenus, l'attention que nous prêtons à la gestion des coûts, et qui limite la croissance des charges, et la diminution des pertes diverses.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 342 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé, le bénéfice net a progressé de 250 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète en grande partie la forte croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité, la réduction du taux d'imposition effectif et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances reflétant l'amélioration de la qualité du crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un profit de 29 millions de dollars (21 millions après impôt) à la vente de la tranche restante des actions de Visa comptabilisé dans le secteur Services bancaires canadiens.

Le total des revenus a augmenté de 447 millions de dollars, ou 5 %. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé, les revenus se sont accrus de 322 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité, facteur neutralisé en partie par la compression des écarts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 51 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux entreprises, facteur neutralisé en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts aux particuliers garantis.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 122 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, facteur neutralisé en grande partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Les résultats et les mesures excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé dont il est fait mention ci-dessus constituent des mesures hors PCGR. Pour une analyse plus détaillée, y compris un rapprochement, se reporter aux rubriques Mesures hors PCGR et Questions en matière de comptabilité et de contrôle.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les montants en pourcentage et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
Revenu net d'intérêt	98 \$	98 \$	91 \$	298 \$	269 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	742	732	734	2 195	2 095
Revenus tirés des transactions et autres revenus	327	389	331	1 081	1 193
Total des revenus	1 167	1 219	1 156	3 574	3 557
Frais autres que d'intérêt	944	940	895	2 823	2 693
Bénéfice net avant impôt	223	279	261	751	864
Bénéfice net	156 \$	212 \$	192 \$	556 \$	632 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	422 \$	434 \$	421 \$	1 278 \$	1 298 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	474	508	451	1 468	1 482
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	466	512	468	1 458	1 516
Gestion mondiale d'actifs (1)	271	277	284	828	777
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	11,3 %	16,1 %	14,3 %	13,7 %	17,1 %
Marge avant impôt (2)	19,1 %	22,9 %	22,6 %	21,0 %	24,3 %
Nombre de conseillers (3)	4 339	4 306	4 236	4 339	4 236
Total des biens administrés	562 200 \$	560 100 \$	525 300 \$	562 200 \$	525 300 \$
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International	339 700	335 000	313 700	339 700	313 700
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	338 700	339 200	328 400	338 700	328 400
Biens sous gestion	324 500	322 300	310 200	324 500	310 200
Moyenne des biens administrés	562 000	557 100	534 600	550 300	534 200
Moyenne des biens sous gestion	323 800	321 500	313 500	319 000	300 200

(1) Comprend les résultats de BlueBay, présentés avec un décalage de un mois.

(2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice net avant impôt, divisé par le total des revenus.

(3) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains	Pour le trimestre		Pour la période de neuf mois
	Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011	Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	10 \$	20	30
Frais autres que d'intérêt	10	20	30
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(3)%	(5)%	(3)%

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le bénéfice net a diminué de 36 millions de dollars, ou 19 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'incidence défavorable de 29 millions de dollars (21 millions après impôt) de certaines questions d'ordre réglementaire et juridique comptabilisée ce trimestre⁽⁴⁾, le bénéfice net a diminué de 15 millions, ou 8 %, en raison principalement de la réduction des volumes de transactions reflétant l'incertitude dont les investisseurs continuent de faire preuve.

Le total des revenus a augmenté de 11 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada sont demeurés inchangés, car la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des ventes nettes et de l'appréciation du capital a été neutralisée par la réduction des volumes de transactions.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont augmenté de 23 millions de dollars, ou 5 %. Libellés en dollars américains, les revenus sont demeurés inchangés, car l'incidence de la réduction des volumes de transactions a été neutralisée par l'augmentation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis et par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs ont diminué de 13 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient principalement à la diminution des honoraires liés au rendement, facteur neutralisé en partie par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 49 millions de dollars, ou 5 %, situation qui tient essentiellement à l'incidence défavorable de 29 millions liée à certaines questions d'ordre réglementaire et juridique, ainsi qu'à l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net a diminué de 56 millions de dollars, ou 26 %. En excluant l'incidence de certaines questions d'ordre réglementaire et juridique dont il est fait mention ci-dessus⁽⁴⁾, le bénéfice net a diminué de 35 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui tient principalement à la réduction de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, à la diminution des volumes de transactions reflétant l'incertitude dont les investisseurs continuent de faire preuve et à la lenteur générale des activités sur le marché au troisième trimestre.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a diminué de 76 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'incidence de 29 millions de dollars (21 millions après impôt) de certaines questions d'ordre réglementaire et juridique comptabilisée au cours de l'exercice considéré ainsi que la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'ajustements comptables et fiscaux favorables de 23 millions après impôt⁽⁴⁾, le bénéfice net a diminué de 32 millions, ou 5 %, résultat qui s'explique en grande partie par la diminution des volumes de transactions et par la hausse des coûts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients.

Le total des revenus est demeuré inchangé, car la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients dans tous les secteurs d'activité, qui découle de l'appréciation du capital et des ventes nettes, ainsi que l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien ont été neutralisées par la réduction des volumes de transactions.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 130 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de l'accroissement de l'effectif, des coûts de marketing et des investissements dans les infrastructures à l'appui de la croissance des activités. L'augmentation est aussi imputable à l'incidence défavorable de certaines questions d'ordre réglementaire et juridique comptabilisée au cours de l'exercice considéré et dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien. Par ailleurs, nos résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'ajustements comptables favorables de 15 millions de dollars liés à notre régime de rémunération différée.

(4) Les résultats excluant l'incidence de certaines questions d'ordre réglementaire et juridique au cours de l'exercice considéré et les ajustements comptables et fiscaux favorables de l'exercice précédent constituent des mesures hors PCGR. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte de ces éléments donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants; ces mesures devraient permettre aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction et accroître la comparabilité du rendement financier pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2012.

Assurances

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	902 \$	932 \$	891 \$	2 791 \$	2 636 \$
Revenu de placement (1)	363	(59)	399	836	449
Honoraires	58	53	59	172	175
Total des revenus	1 323 \$	926 \$	1 349 \$	3 799 \$	3 260 \$
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	864	495	933	2 424	2 037
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	136	145	148	427	454
Frais autres que d'intérêt	126	126	126	381	369
Bénéfice net avant impôt	197 \$	160 \$	142 \$	567 \$	400 \$
Bénéfice net	179 \$	151 \$	141 \$	520 \$	400 \$
Revenus par division					
Assurances – Canada	873 \$	449 \$	875 \$	2 376 \$	1 919 \$
Assurances et autres activités – International	450	477	474	1 423	1 341
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	47,3 %	40,6 %	34,5 %	45,5 %	36,4 %
Primes et dépôts (2)	1 213 \$	1 189 \$	1 211 \$	3 634 \$	3 496 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance (1)	256	(196)	280	445	91

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement des comptes consolidés de résultat. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le bénéfice net a augmenté de 38 millions de dollars, ou 27 %, en raison principalement de la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance au Canada et de la réduction de 33 millions (24 millions après impôt) des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, laquelle reflète les modifications apportées à nos propres réseaux de distribution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance.

Le total des revenus a diminué de 26 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada sont demeurés inchangés, résultat qui tient au fait que la croissance des volumes liés à la plupart des produits a été neutralisée par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés du secteur Assurances et autres activités – International ont reculé de 24 millions de dollars, ou 5 %, car les résultats de l'exercice précédent tenaient compte du renouvellement annuel de polices d'assurance vie en Europe. La croissance des volumes au titre des contrats de rentes au Royaume-Uni et des polices d'assurance vie en Europe enregistrée au cours de l'exercice considéré a neutralisé en partie la diminution des revenus.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 81 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance au Canada, de la diminution des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance dont il est fait mention ci-dessus et de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés inchangés, résultat qui tient au fait que la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités a été neutralisée en grande partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 28 millions de dollars, ou 19 %, en raison principalement de la réduction des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance dont il est fait mention ci-dessus.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 120 millions de dollars, ou 30 %, en raison principalement de la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance au Canada, de la croissance des volumes liés à la plupart des produits et des profits nets sur placements. La réduction des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance dont il est fait mention ci-dessus a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et par les ajustements nets défavorables des provisions techniques.

Le total des revenus a augmenté de 539 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La croissance des volumes liés à la plupart des produits et les profits nets sur placements ont également contribué à l'augmentation.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 360 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements dont il est fait mention ci-dessus. L'augmentation est aussi imputable à la croissance des volumes liés à la plupart des produits, à la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et aux ajustements nets défavorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance au Canada et par la diminution des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 12 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient au fait que la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités a été neutralisée en partie par la diminution des coûts de marketing et par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Services bancaires internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
Revenu net d'intérêt	160 \$	166 \$	149 \$	485 \$	477 \$
Revenus autres que d'intérêt	225	173	243	612	705
Total des revenus	385	339	392	1 097	1 182
Dotation à la provision pour pertes sur créances	66	47	44	121	73
Frais autres que d'intérêt	355	499	307	1 180	910
(Perte nette) bénéfice net avant impôt	(36)	(207)	41	(204)	199
(Perte nette) bénéfice net	(31)\$	(196)\$	18 \$	(203)\$	132 \$
Revenus par division					
Services bancaires (1)	207 \$	211 \$	198 \$	619 \$	629 \$
RBCSI (1), (2)	178	128	194	478	553
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(5,0)%	(26,9)%	1,4 %	(9,7)%	4,7 %
Moyenne des prêts et acceptations	8 300 \$	8 300 \$	8 000 \$	8 300 \$	8 100 \$
Moyenne des dépôts	30 800	28 600	26 600	29 100	25 900
Biens administrés (3)	2 678 900	2 816 600	2 839 100	2 678 900	2 839 100
Biens sous gestion (3)	2 900	2 700	2 600	2 900	2 600
Moyenne des biens administrés	2 781 100	2 823 600	2 868 100	2 770 300	2 831 600
Moyenne des biens sous gestion	2 900	2 700	2 600	2 800	2 600
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	3,17 %	2,31 %	2,20 %	1,95 %	1,20 %

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains, en euros et en dollars de Trinité-et-Tobago	Pour le trimestre		Pour la période de neuf mois
	Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011	Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	– \$	(5)\$	(5)\$
Frais autres que d'intérêt	(5)	(5)	(5)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(3)%	(5)%	(3)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	4 %	10 %	5 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars de Trinité-et-Tobago	(2)%	(5)%	(3)%

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats des activités bancaires aux Antilles auparavant menées sous le nom de RBTT Financial Group (RBTT) et des résultats de RBCSI.

(2) Par suite de l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia conclue le 27 juillet 2012, la dénomination sociale de cette entité a été modifiée pour RBCSI.

(3) Représentent les biens administrés et les biens sous gestion de RBTT et le total des biens administrés de RBCSI, présentés avec un décalage de un mois.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

La perte nette s'est établie à 31 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 18 millions à l'exercice précédent. La perte nette est principalement imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos services bancaires dans les Antilles et à une perte de 12 millions (11 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. La diminution tient également à la réduction des revenus de RBCSI et à la hausse des coûts liés à l'effectif. De plus, le bénéfice net à l'exercice précédent a été touché de façon défavorable par les impôts payés au titre de transferts intersociétés.

Le total des revenus a diminué de 7 millions de dollars, ou 2 %.

Les revenus tirés des Services bancaires ont augmenté de 9 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient essentiellement à l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien sur la conversion des revenus libellés en dollars américains. La faiblesse de la conjoncture économique dans les Antilles a continué d'avoir une incidence défavorable sur nos activités.

Les revenus de RBCSI ont diminué de 16 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la réduction des commissions de courtage en valeurs mobilières découlant des conditions de marché défavorables en Europe et de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar canadien.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 22 millions de dollars, ou 50 %, en raison principalement de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 48 millions de dollars, ou 16 %, résultat qui tient essentiellement à la réduction de valeur d'immobilisations incorporelles et aux coûts liés à l'acquisition de RBC Dexia. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des coûts liés à l'effectif, conjuguée aux frais d'établissement liés à nos services bancaires transfrontaliers aux États-Unis.

Pour une analyse plus détaillée de l'acquisition de RBC Dexia, se reporter à la rubrique Principaux événements de 2012 ainsi qu'à la note 8 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

La perte nette s'est établie à 31 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 196 millions au dernier trimestre, situation qui tient au fait que les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'une perte de 212 millions (202 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. Les résultats ce trimestre tiennent aussi compte de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires dans les Antilles.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

La perte nette s'est élevée à 203 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 132 millions à l'exercice précédent. La perte nette est imputable à une perte de 224 millions de dollars (213 millions après impôt) liée à l'acquisition de RBC Dexia.

Le total des revenus a diminué de 85 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de notre quote-part de la perte comptabilisée par RBC Dexia par suite de l'échange de titres avec le groupe Dexia et des pertes de négociation découlant de la vente de la majorité des titres reçus dans le cadre de l'échange. La diminution est aussi imputable à la réduction des revenus de change et des commissions de courtage en valeurs mobilières de RBCSI, ainsi qu'à la baisse des volumes de prêts aux entreprises liés aux services bancaires dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 48 millions de dollars, ou 66 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 270 millions de dollars, ou 30 %, en raison principalement de la perte de valeur liée à notre participation dans RBC Dexia, laquelle se compose d'une réduction de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles, et des autres coûts liés à l'acquisition de RBC Dexia. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des coûts liés à l'effectif, conjuguée aux frais d'établissement liés à nos services bancaires transfrontaliers aux États-Unis.

Marchés des Capitaux

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)</i>					
Revenu net d'intérêt (1)	766 \$	807 \$	666 \$	2 337 \$	1 985 \$
Revenus autres que d'intérêt	973	903	467	2 728	2 698
Total des revenus (1)	1 739	1 710	1 133	5 065	4 683
Dotation à la provision pour pertes sur créances	24	31	9	72	(19)
Frais autres que d'intérêt	981	1 014	772	2 973	2 821
Bénéfice net avant impôt	734	665	352	2 020	1 881
Bénéfice net	486 \$	449 \$	259 \$	1 383 \$	1 302 \$
Revenus par division					
Marchés Mondiaux	932 \$	1 072 \$	591 \$	3 094 \$	2 809 \$
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	774	638	663	1 978	1 949
Autres	33	–	(121)	(7)	(75)
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,1 %	14,9 %	11,5 %	15,0 %	20,7 %
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	112 600 \$	118 100 \$	151 000 \$	117 100 \$	145 000 \$
Moyenne des prêts et acceptations	50 600	46 400	35 900	46 700	35 400
Moyenne des dépôts	111 800	117 300	111 000	115 700	114 600
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,19 %	0,27 %	0,10 %	0,21 %	(0,07)%

	Pour le trimestre		Pour la période de neuf mois
	Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011	Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011
Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains, en livres sterling et en euros			
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus (avant impôt)	30 \$	65 \$	85 \$
Frais autres que d'intérêt (avant impôt)	10	20	35
Bénéfice net	10	30	30
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(3)%	(5)%	(3)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	0 %	(1)%	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	4 %	10 %	5 %

(1) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2012 s'élève à 88 millions de dollars (118 millions au 30 avril 2012; 84 millions au 31 juillet 2011). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2011.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le bénéfice net a augmenté de 227 millions de dollars, en raison principalement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe reflétant l'amélioration des conditions du marché. Les résultats à la hausse tirés des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement découlant de la forte croissance des clients liée à nos activités de prêts et de syndication de prêts ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse du taux d'imposition effectif reflétant l'augmentation du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par des pertes de 142 millions de dollars (71 millions après impôt et écritures de compensation) au titre de certains éléments liés au marché et au crédit⁽²⁾.

Le total des revenus a augmenté de 606 millions de dollars, ou 53 %.

Les revenus du secteur Marchés Mondiaux se sont accrus de 341 millions de dollars, ou 58 %, en raison essentiellement des revenus à la hausse tirés des activités de négociation, principalement en ce qui concerne les titres à revenu fixe dans tous nos secteurs géographiques, qui découlent de l'accroissement des volumes de transactions des clients, de l'augmentation des liquidités sur le marché et du resserrement des écarts de taux. Nos activités de négociation de titres à revenu fixe ont été touchées de façon favorable par l'amélioration des conditions du marché, comparativement aux conditions difficiles qui ont prévalu à l'exercice précédent, et nous avons réduit nos stocks de titres détenus à des fins de transaction de 25 % tout en nous concentrant davantage sur nos activités de montage et sur nos activités de négociation effectuées pour le compte de clients.

Les revenus tirés du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 111 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui tient principalement à la forte croissance des activités de prêts et de syndication de prêts aux États-Unis et en Europe. L'accroissement des activités de montage de prêts reflétant les importantes activités d'émission aux États-Unis et la hausse des activités de fusion et d'acquisition ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de montage de titres de participation au Canada.

Les autres revenus se sont établis à 33 millions de dollars, comparativement à une perte de 121 millions à l'exercice précédent, en raison essentiellement de profits de 18 millions (7 millions après impôt et écritures de compensation) sur les contrats à valeur stable visant des polices d'assurance détenues par des banques, des pertes de 66 millions (23 millions après impôt et écritures de compensation) ayant été comptabilisées à ce titre à l'exercice précédent, ainsi que de la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une perte de 48 millions (35 millions après impôt) liée à une entité ad hoc consolidée à l'égard de laquelle nous avons mis fin à toutes les transactions au premier trimestre de 2012.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 15 millions de dollars, résultat qui reflète principalement la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ayant trait à quelques comptes au Canada, déduction faite des reprises sur provisions, par rapport à l'exercice précédent. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 209 millions de dollars, ou 27 %, résultat qui reflète principalement l'accroissement de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse enregistrés et l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités, principalement en ce qui a trait à nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement aux États-Unis et au Royaume-Uni. Cette augmentation a été neutralisée en partie par l'attention que nous continuons de prêter à nos activités de gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 37 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la vigueur de nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. La forte croissance de nos activités de prêts et de syndication de prêts, principalement aux États-Unis, et l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition ont largement neutralisé les résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres et des activités de montage de titres de participation. La diminution des frais autres que d'intérêt tient compte d'une écriture de compensation visant à refléter les versements cibles prévus.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 81 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de la forte croissance de notre portefeuille de prêts, principalement aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des volumes de montage et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, des reprises sur provisions ayant été comptabilisées à l'exercice précédent. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par un profit de 102 millions de dollars (49 millions après impôt et écritures de compensation) lié à la résiliation des swaps sur défaillance assurés par MBIA.

Le total des revenus a augmenté de 382 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui tient principalement aux résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe découlant de l'accroissement des activités des clients et de l'amélioration des conditions du marché. L'accroissement des activités de prêts et de syndication de prêts tenant à la croissance des volumes, principalement aux États-Unis, a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des volumes de montage par rapport aux niveaux d'activités élevés enregistrés au début de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevée à 72 millions de dollars, comparativement à une reprise sur provisions de 19 millions à l'exercice précédent, résultat qui tient aux dotations plus élevées liées à quelques comptes comptabilisées pour l'exercice considéré, des reprises sur provisions ayant été comptabilisées à l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 152 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient principalement à l'accroissement de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse enregistrés, ainsi qu'à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, principalement en ce qui concerne nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement aux États-Unis et au Royaume-Uni. Cette augmentation a été neutralisée en partie par l'attention que nous continuons de prêter à nos activités de gestion des coûts.

(2) Les éléments liés au marché et au crédit se composent de contrats à valeur stable visant des polices d'assurance détenues par des banques, d'une entité ad hoc consolidée à l'égard de laquelle nous avons mis fin à toutes les transactions au premier trimestre de 2012, d'ajustements de l'évaluation du crédit, d'ajustements à la juste valeur de titres d'emprunt de RBC et de swaps sur défaillance.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 juillet 2011	31 juillet 2012	31 juillet 2011
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	17 \$	(57)\$	(17)\$	(126)\$	(255)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt	32	(30)	83	50	171
Total des revenus (1)	49	(87)	66	(76)	(84)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	–	–	(1)	4
Frais autres que d'intérêt	23	–	19	28	65
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	26	(87)	47	(103)	(153)
Bénéfice net (2)	323 \$	10 \$	185 \$	365 \$	179 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 31 juillet 2012 s'est établi à 23 millions de dollars (23 millions au 30 avril 2012; 24 millions au 31 juillet 2011). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'est élevé à 70 millions de dollars (69 millions au 31 juillet 2011).

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge (l'économie) d'impôt de chaque trimestre comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt. Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2012 s'est établi à 88 millions de dollars, comparativement à 118 millions au trimestre précédent et à 84 millions à l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, le montant s'est élevé à 327 millions de dollars, comparativement à 374 millions à l'exercice précédent. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2011 aux actionnaires.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque trimestre.

Troisième trimestre de 2012

Le bénéfice net s'est établi à 323 millions de dollars, résultat qui tient en grande partie au règlement de plusieurs questions fiscales intervenu avec l'ARC annoncé précédemment, lequel a donné lieu à la reprise des provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions, et à un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) lié à un remboursement d'impôts payés. Nos résultats tiennent également compte d'autres ajustements fiscaux nets favorables et des mesures de gestion de l'actif et du passif mises en œuvre par la Trésorerie générale.

Deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net s'est établi à 10 millions de dollars, résultat qui tient en grande partie à nos mesures de gestion de l'actif et du passif, facteur neutralisé en partie par un ajustement fiscal défavorable.

Troisième trimestre de 2011

Le bénéfice net s'est élevé à 185 millions de dollars, en raison essentiellement de nos mesures de gestion de l'actif et du passif et d'ajustements fiscaux nets favorables.

Troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 365 millions de dollars, résultat qui tient en grande partie à la reprise des provisions liées à des incertitudes fiscales et au revenu d'intérêt dont il est fait mention ci-dessus, à nos mesures de gestion de l'actif et du passif et à d'autres ajustements fiscaux nets.

Troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est élevé à 179 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement nos mesures de gestion de l'actif et du passif, facteur neutralisé en partie par des ajustements fiscaux nets défavorables.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations des taux de change. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

	2012		2011					2010
	T3	T2	IFRS					PCGR du Canada
			T1	T4	T3	T2	T1	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)								
Activités poursuivies								
Revenu net d'intérêt	3 289 \$	3 031 \$	3 003 \$	2 957 \$	2 889 \$	2 716 \$	2 795 \$	2 610 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 467	3 893	4 571	3 735	4 008	4 115	4 423	4 168
Total des revenus	7 756 \$	6 924 \$	7 574 \$	6 692 \$	6 897 \$	6 831 \$	7 218 \$	6 778 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	324	348	267	276	320	273	264	283
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 000	640	1 211	867	1 081	843	567	1 047
Frais autres que d'intérêt	3 759	3 857	3 671	3 530	3 417	3 551	3 669	3 582
Bénéfice net avant impôt	2 673 \$	2 079 \$	2 425 \$	2 019 \$	2 079 \$	2 164 \$	2 718 \$	1 866 \$
Impôt sur le résultat	433	516	549	410	396	482	722	467
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 240 \$	1 563 \$	1 876 \$	1 609 \$	1 683 \$	1 682 \$	1 996 \$	1 399 \$
Participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	27
Bénéfice net lié aux activités poursuivies – PCGR du Canada	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	1 372
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	(30)	(21)	(38)	(389)	(51)	(48)	(251)
Bénéfice net (1)	2 240 \$	1 533 \$	1 855 \$	1 571 \$	1 294 \$	1 631 \$	1 948 \$	1 121 \$
Bénéfice par action – de base	1,49 \$	1,00 \$	1,23 \$	1,03 \$	0,84 \$	1,08 \$	1,30 \$	0,74 \$
– dilué	1,47	0,99	1,22	1,02	0,83	1,06	1,27	0,74
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies – de base	1,49 \$	1,02 \$	1,24 \$	1,06 \$	1,11 \$	1,12 \$	1,34 \$	0,92 \$
– dilué	1,47	1,01	1,23	1,05	1,10	1,10	1,31	0,91
Bénéfice net (perte nette) par secteur lié aux activités poursuivies								
Services bancaires canadiens	1 127 \$	937 \$	994 \$	948 \$	888 \$	895 \$	933 \$	765 \$
Gestion de patrimoine	156	212	188	179	192	227	213	175
Assurances	179	151	190	200	141	123	136	124
Services bancaires internationaux	(31)	(196)	24	10	18	46	68	(7)
Marchés des Capitaux	486	449	448	154	259	406	637	373
Services de soutien généraux	323	10	32	118	185	(15)	9	(58)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 240 \$	1 563 \$	1 876 \$	1 609 \$	1 683 \$	1 682 \$	1 996 \$	1 372 \$
Total du bénéfice net	2 240 \$	1 533 \$	1 855 \$	1 571 \$	1 294 \$	1 631 \$	1 948 \$	1 121 \$
Taux d'imposition effectif	16,2 %	24,8 %	22,6 %	20,3 %	19,0 %	22,3 %	26,6 %	25,0 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,982 \$	1,008 \$	0,987 \$	0,992 \$	1,039 \$	1,039 \$	0,992 \$	0,963 \$

(1) Le bénéfice net lié aux activités poursuivies reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net en vertu des IFRS est réparti entre les actionnaires et les participations ne donnant pas le contrôle, après que l'incidence de toutes les activités poursuivies et de toutes les activités abandonnées a été présentée.

- Pour le troisième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions de dollars et d'un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) au titre du remboursement d'impôts payés, lequel découle du règlement de plusieurs questions fiscales intervenu avec l'ARC.
- Pour le troisième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte d'un ajustement de 125 millions de dollars (92 millions après impôt) lié à la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires.
- Pour le deuxième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte d'une perte de 212 millions de dollars (202 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. Les résultats du trimestre considéré tiennent compte d'une perte supplémentaire de 12 millions de dollars (11 millions après impôt) liée à l'acquisition.
- Pour le troisième trimestre de 2011, nos résultats tiennent compte d'une perte nette liée aux activités abandonnées de 389 millions de dollars, qui a trait principalement à nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis et qui se compose d'une perte à la vente de ces services de 310 millions et d'une perte opérationnelle nette de 79 millions. La vente a été conclue le 2 mars 2012.
- Pour le premier trimestre de 2011, nos résultats tiennent compte d'un profit de 102 millions de dollars (49 millions après impôt et écritures de compensation), qui découle d'un règlement intervenu avec MBIA relativement à la résiliation de notre police d'assurance souscrite directement auprès de cet assureur spécialisé.
- Pour le quatrième trimestre de 2010, nos résultats tiennent compte d'une perte de 116 millions de dollars liée à la vente de Liberty Life.
- Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés au cours de la période.

Pour une analyse plus détaillée de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales et du revenu d'intérêt, se reporter à la rubrique Rendement financier – Résultats liés aux activités poursuivies – Impôt sur le résultat, ainsi qu'à la rubrique Mesures hors PCGR. Pour une analyse plus détaillée de l'ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR ainsi qu'à la rubrique Questions en matière de comptabilité et de contrôle.

Activités poursuivies

Analyse des tendances

La conjoncture économique au Canada et aux États-Unis s'est légèrement améliorée au cours de la période, mais les conditions sur les marchés financiers sont demeurées incertaines, situation qui reflète le regain des préoccupations liées à l'endettement d'États souverains en Europe, ainsi que les perspectives de croissance chancelantes à l'échelle mondiale.

Le bénéfice net a de façon générale affiché une tendance à la hausse au cours de la période, et de très solides résultats ont été enregistrés ce trimestre. Au cours de la période, nous avons affiché de solides résultats, qui reflètent essentiellement la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et les solides résultats tirés de nos activités sur les marchés financiers en 2012. Les résultats du secteur Gestion de patrimoine ont été touchés par la diminution des volumes de transactions reflétant l'incertitude que les investisseurs ont éprouvé au cours des trimestres précédents.

Les revenus ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse, certaines fluctuations s'étant produites au cours de la période. Les revenus tirés des activités de négociation ont fluctué au cours de la période, et de solides résultats ont été enregistrés au cours des trois premiers trimestres de 2012. Les revenus au cours de la période ont été touchés de façon favorable par la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et par l'amélioration des résultats liés à nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. Au cours du trimestre considéré, les revenus ont été touchés de façon favorable par certains éléments, y compris la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires et le revenu d'intérêt lié à un remboursement d'impôts dont il est fait mention ci-dessus. Les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ont contribué aux fluctuations. Le revenu net d'intérêt a, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, mais il a été touché de façon défavorable par la compression des écarts liés à nos services bancaires et à nos services de gestion de patrimoine, laquelle découle du maintien de faibles taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est, de façon générale, demeurée stable au cours de la période, résultat qui reflète la stabilisation de la qualité des actifs au Canada, facteur neutralisé par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans les Antilles, laquelle tient au ralentissement de la conjoncture économique.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles. De façon générale, au cours de la période, la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance a affiché des variations, qui sont en grande partie compensées dans les revenus, ce qui peut entraîner une volatilité d'un trimestre à l'autre. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi été touchés par la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes, par les ajustements apportés aux provisions techniques, et par la diminution générale des coûts liés aux sinistres.

Les frais autres que d'intérêt ont affiché de façon générale une tendance à la hausse, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités ainsi que de l'augmentation générale de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux au cours de la période et de celle du secteur Gestion de patrimoine en 2011, ce qui s'explique par la hausse des résultats enregistrés. Le taux de croissance des frais autres que d'intérêt a cependant été touché de façon favorable par nos programmes de gestion des coûts. Les résultats au trimestre précédent tenaient compte de la perte de valeur liée à l'acquisition de RBC Dexia dont il est fait mention ci-dessus.

Notre taux d'imposition effectif a, de façon générale, fluctué au cours de la période, reflétant une proportion variable du bénéfice présenté par nos filiales qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et les ajustements fiscaux. La réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi au cours de la période a, de façon générale, donné lieu à une diminution de notre taux d'imposition effectif. Le taux d'imposition effectif du trimestre considéré a diminué considérablement, en raison de l'incidence de certains éléments. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Rendement financier – Résultats liés aux activités poursuivies – Impôt sur le résultat, ainsi qu'à la rubrique Mesures hors PCGR.

Résultats par secteur géographique ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2012			le 30 avril 2012			le 31 juillet 2011			le 31 juillet 2012			le 31 juillet 2011		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	5 245	\$ 1 278	\$ 1 233	\$ 4 464	\$ 1 198	\$ 1 262	\$ 4 923	\$ 868	\$ 1 106	14 894	\$ 3 572	\$ 3 788	\$ 14 183	\$ 3 118	\$ 3 645
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 843	\$ 243	\$ 154	\$ 1 230	\$ 194	\$ 139	\$ 1 520	\$ 74	\$ 89	4 566	\$ 611	\$ 502	\$ 4 273	\$ 415	\$ 673
Perte nette liée aux activités abandonnées	-	-	-	-	(30)	-	-	(389)	-	-	(51)	-	-	(488)	-
Total du bénéfice net	1 843	\$ 243	\$ 154	\$ 1 230	\$ 164	\$ 139	\$ 1 520	\$ (315)	\$ 89	4 566	\$ 560	\$ 502	\$ 4 273	\$ (73)	\$ 673

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails, se reporter à la note 28 de notre rapport annuel de 2011.

Activités poursuivies

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 323 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement du règlement de plusieurs questions fiscales intervenu avec l'ARC, lequel a donné lieu à la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions et à un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) lié au remboursement d'impôts payés. La forte croissance des volumes et la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens, l'ajustement favorable de 125 millions de dollars (92 millions après impôt) au titre de la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, la diminution du taux d'imposition effectif découlant de la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi, et les résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts, qui a trait principalement à notre secteur Services bancaires canadiens, et par la diminution des activités de montage de titres de participation et des activités de fusion et d'acquisition.

Le bénéfice net aux États-Unis a progressé de 169 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement aux résultats à la hausse tirés des activités de négociation et des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement découlant de l'amélioration des conditions du marché et de la forte croissance des clients liée à nos activités de prêts, de syndication de prêts et de montage de prêts.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 65 millions de dollars, ou 73 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement les résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe. L'accroissement des activités de prêts et de syndication de prêts ainsi que des activités de fusion et d'acquisition a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles.

Pour une analyse plus détaillée de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales, se reporter à la rubrique Rendement financier – Résultats liés aux activités poursuivies – Impôt sur le résultat. Pour une analyse détaillée de l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia, se reporter à la rubrique Principaux événements de 2012 ainsi qu'à la note 8 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Pour une analyse plus détaillée de l'ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, se reporter à la rubrique Questions en matière de comptabilité et de contrôle ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 613 millions de dollars, ou 50 %, par rapport au dernier trimestre, en raison essentiellement du règlement de questions fiscales et de l'ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires dont il est fait mention ci-dessus. Les ajustements fiscaux nets favorables, la forte croissance des volumes, la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances et les facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, ont également contribué à l'augmentation. De plus, les résultats du dernier trimestre tenaient compte d'une perte de valeur de 100 millions de dollars (avant et après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia comptabilisée dans le secteur Services bancaires canadiens, laquelle a eu une incidence défavorable sur le bénéfice net de ce trimestre.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est accru de 49 millions de dollars par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète principalement la solidité de nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. La forte croissance de nos activités de prêts, de syndication de prêts et de montage de prêts et la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux ont largement neutralisé la diminution de la juste valeur du régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine, ainsi que les résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres de participation découlant de la baisse des volumes de transactions des clients.

Le bénéfice net dans les autres pays a progressé de 15 millions de dollars, ou 11 %, par rapport au dernier trimestre, en raison essentiellement de la perte de valeur liée à RBC Dexia, dont une tranche de 61 millions (avant et après impôt) a été constatée dans nos activités dans les autres pays au trimestre précédent, ce qui a eu une incidence défavorable sur le bénéfice net de ce trimestre. La forte croissance des activités de prêts et de syndication de prêts ainsi que des activités de fusion et d'acquisition du secteur Marchés des Capitaux a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation, par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles, et par la baisse des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 293 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et du règlement de questions fiscales dont il est fait mention ci-dessus.

L'ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires dont il est fait mention ci-dessus et la réduction du taux d'imposition effectif ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia, par la compression des écarts liée à nos services bancaires et par la diminution des activités de montage et des activités de fusion et d'acquisition.

Le bénéfice net aux États-Unis a progressé de 196 millions de dollars, ou 47 %, en raison essentiellement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe découlant de l'amélioration des conditions du marché. La forte croissance de nos activités de prêts, de syndication de prêts et de montage de prêts a également contribué à l'augmentation.

Le bénéfice net dans les autres pays a diminué de 171 millions de dollars, ou 25 %, résultat qui découle en grande partie de la perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. La diminution est aussi imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles et à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par un profit de 102 millions de dollars (49 millions après impôt et écritures de compensation) lié à la résiliation des swaps sur défaillance assurés par MBIA.

Perte nette liée aux activités abandonnées aux États-Unis

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 et au deuxième trimestre de 2012

Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2012, nous n'avons plus aucune activité abandonnée, étant donné que la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis a été conclue au deuxième trimestre. La perte nette liée aux activités abandonnées s'est établie à 389 millions de dollars à l'exercice précédent, et elle se composait principalement d'une perte liée à la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

Au trimestre précédent, la perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 30 millions de dollars, et elle concernait nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 51 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 488 millions à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la perte liée à la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

Situation financière

Bilans résumés (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 juillet 2011
Actif			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	10 586 \$	8 828 \$	11 669 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 386	11 925	6 705
Valeurs mobilières	158 390	164 442	183 770
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	107 841	108 600	76 900
Prêts			
Prêts de détail	297 637	291 751	277 507
Prêts de gros	77 516	72 987	60 796
Provision pour pertes sur prêts	(1 937)	(2 019)	(1 984)
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	357	351	312
Autres – Dérivés	103 257	87 863	85 183
– Actifs liés aux activités abandonnées (2)	–	277	26 094
– Autres	59 361	55 366	45 189
Total de l'actif	824 394 \$	800 371 \$	772 141 \$
Passif			
Dépôts	502 804 \$	495 875 \$	473 767 \$
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	357	351	312
Autres – Dérivés	108 819	92 104	87 498
– Passifs liés aux activités abandonnées (2)	–	34	19 314
– Autres	158 943	160 349	141 754
Débitures subordonnées	7 646	7 553	8 614
Titres de fiducie de capital	900	895	900
Total du passif	779 469	757 161	732 159
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	43 168	41 437	38 233
Participations ne donnant pas le contrôle	1 757	1 773	1 749
Total des capitaux propres	44 925	43 210	39 982
Total du passif et des capitaux propres	824 394 \$	800 371 \$	772 141 \$

(1) L'actif et le passif exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens.

(2) Les ajustements liés aux activités abandonnées figurant au bilan sont présentés sur une base prospective à partir de la date de classement à titre d'activités abandonnées. Avec prise d'effet au troisième trimestre clos le 31 juillet 2011, nos services bancaires de détail aux États-Unis étaient classés dans les activités abandonnées. Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2012, nous n'avons plus aucune activité abandonnée, en raison de la vente de nos services bancaires de détail aux États-Unis qui a été conclue le 2 mars 2012.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le total de l'actif a augmenté de 52 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, en partie en raison d'une augmentation d'environ 11 milliards liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques se sont accrus de 5 milliards de dollars, ou 70 %, résultat qui reflète essentiellement l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans la coentreprise RBC Dexia.

Les valeurs mobilières ont diminué de 25 milliards de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui est principalement attribuable à la réduction de nos stocks de titres détenus à des fins de transaction effectuée dans le cadre de nos mesures de gestion du risque de marché et du risque de taux d'intérêt.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 31 milliards de dollars, ou 40 %, résultat qui tient essentiellement aux nouvelles activités et à l'augmentation des activités des clients.

Les prêts ont augmenté de 37 milliards de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la forte croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada et de la croissance des prêts de gros.

Les actifs dérivés ont augmenté de 18 milliards de dollars, ou 21 %, résultat qui s'explique en grande partie par l'augmentation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises découlant de la baisse des taux d'intérêt. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'augmentation du nombre d'accords de compensation concernant les actifs et les passifs au titre des swaps de taux d'intérêt conclus avec une contrepartie de compensation centrale, et par l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur les actifs libellés en devises.

Les autres actifs ont augmenté de 14 milliards de dollars, ou 31 %, résultat qui reflète essentiellement l'augmentation des exigences relatives aux garanties en espèces découlant de la volatilité des marchés.

Le total du passif s'est accru de 47 milliards de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique en partie par une augmentation d'environ 11 milliards attribuable à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.

Les dépôts ont augmenté de 29 milliards de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète principalement l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. La demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail, conjuguée à l'accroissement des dépôts des entreprises, a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des dépôts à terme fixe tenant à l'utilisation des dépôts des entreprises à des fins de financement interne.

Les passifs dérivés ont augmenté de 21 milliards de dollars, ou 24 %, résultat qui est principalement imputable à la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation du nombre d'accords de compensation concernant les actifs et les passifs au titre des swaps de taux d'intérêt conclus avec une contrepartie de compensation centrale, par l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur les actifs libellés en devises et par la réduction de la juste valeur des contrats de change à terme.

Les autres passifs se sont accrus de 17 milliards de dollars, ou 12 %, en raison essentiellement de l'augmentation des conventions de rachat tenant en partie à la hausse des volumes et des activités sur le marché, et de l'augmentation des exigences relatives aux garanties en espèces

découlant de la volatilité des marchés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des obligations liées à des titres vendus à découvert dans le cadre de nos activités de gestion du risque de marché.

Le total des capitaux propres a augmenté de 5 milliards de dollars, ou 12 %, résultat qui reflète principalement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le total de l'actif a augmenté de 24 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des contrats de change à terme. La hausse des soldes de prêts tenant aux raisons dont il est fait mention ci-dessus a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de nos stocks de titres détenus à des fins de transaction effectuée dans le cadre de nos mesures de gestion du risque de marché et du risque de taux d'intérêt, ainsi que par l'augmentation du nombre d'accords de compensation concernant les actifs et les passifs au titre de swaps de taux d'intérêt conclus avec une contrepartie de compensation centrale.

Le total du passif s'est accru de 22 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des contrats de change à terme. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des soldes des dépôts tenant aux raisons dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation du nombre d'accords de compensation concernant les actifs et les passifs au titre de swaps de taux d'intérêt conclus avec une contrepartie de compensation centrale, ainsi que par la réduction des obligations liées à des titres vendus à découvert tenant aux raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas comptabilisées dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces transactions comprennent les transactions avec des entités ad hoc et peuvent comprendre l'émission de garanties, et elles entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque.

Nous avons recours à des entités ad hoc pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans.

Titrisation de nos actifs financiers

Les transactions de titrisation peuvent être utilisées comme un moyen économique de réunir des fonds, par rapport aux coûts relatifs liés à l'émission de titres d'emprunt de gros non garantis.

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, et nous participons à des activités de titrisation d'obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation. Se reporter aux notes 21C et 21D de notre rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2012 pour une description complète de nos transactions de titrisation et de notre participation ayant trait aux actifs transférés.

Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité ad hoc, sur une base renouvelable, et nous sommes tenus de consolider cette entité en vertu des IFRS. Par conséquent, les actifs et les passifs de l'entité ad hoc sont comptabilisés dans nos bilans consolidés.

Nous titrisons également des prêts hypothécaires résidentiels dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* et nous les vendons principalement à la Fiducie du Canada pour l'habitation, une entité ad hoc parrainée par le gouvernement, en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada. Nous ne contrôlons pas cette entité ad hoc et, en conséquence, nous ne la consolidons pas. Nous ne détenons aucune participation importante dans l'entité ad hoc et, par conséquent, celle-ci n'est pas incluse dans le tableau des entités ad hoc non consolidées présenté ci-dessous. Les prêts hypothécaires résidentiels titrisés cédés à l'entité ad hoc ne sont pas admissibles aux critères de décomptabilisation des IFRS, et ces prêts sont comptabilisés dans nos bilans consolidés, la contrepartie reçue étant comptabilisée à titre d'emprunts garantis. Nous vendons également des prêts hypothécaires résidentiels titrisés à des tiers investisseurs dans le cadre du programme d'habitation sociale du Canada.

Les prêts hypothécaires dans le cadre du programme d'habitation sociale du Canada, les prêts hypothécaires commerciaux titrisés et nos transactions de titrisation d'obligations sont décomptabilisés, car nous avons transféré la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la détention des actifs titrisés. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012, nous avons titrisé et vendu pour un montant de 21 millions de dollars de prêts hypothécaires dans le cadre du programme d'habitation sociale du Canada. Nous n'avons pas titrisé de prêts hypothécaires commerciaux ni de certificats de participation liés à des obligations au cours du trimestre.

Participations dans des entités ad hoc non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités ad hoc, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits d'investissement et d'autres types de financement structuré. Le tableau suivant fournit des renseignements sur les entités ad hoc dans lesquelles nous détenons des participations financières significatives, mais que nous n'avons pas consolidées.

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 juillet 2012		30 avril 2012		31 juillet 2011	
	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)
Entités ad hoc non consolidées						
Conduits multicédants (2)	28 553 \$	28 981 \$	26 649 \$	27 132 \$	22 498 \$	22 811 \$
Financement structuré	5 557	1 935	5 615	1 719	4 749	1 254
Fonds de placement	1 110	928	1 146	926	1 404	1 166
Produits de crédit	173	17	227	16	251	18
Entités de titrisation de tiers	3 935	1 206	4 237	1 330	—	—
Autres	410	116	400	113	312	88
	39 738 \$	33 183 \$	38 274 \$	31 236 \$	29 214 \$	25 337 \$

(1) Le risque de perte maximal découlant des participations financières significatives détenues dans ces entités ad hoc est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit, et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.

(2) Représente les conduits multicédants que nous gérons.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques pris en charge dans le cadre des activités de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessite notamment l'examen des données concernant le rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos notes à chaque trimestre et nous confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle note sur une base annuelle. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Au 31 juillet 2012, une tranche d'environ 83 % des actifs dans des entités ad hoc non consolidées dans lesquelles nous détenons des participations financières significatives est assortie d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 90 % à l'exercice précédent et à 82 % au trimestre précédent. Dans le cas des conduits multicédants, 99 % des actifs sont assortis d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 99 % à l'exercice précédent et à 99 % au trimestre précédent. Toutes les transactions financées par les conduits multicédants non consolidés sont assorties d'une note attribuée sur une base interne au moyen d'un système qui est, dans l'ensemble, conforme aux systèmes utilisés par les agences de notation externes.

Les actifs dans les entités ad hoc non consolidées au 31 juillet 2012 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,7 ans.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Les conduits multicédants au Canada ne comprennent aucun titre adossé à des actifs et les conduits multicédants aux États-Unis comprennent 1,6 milliard de dollars de titres adossés à des actifs.

Nous sommes exposés au risque de crédit en raison des facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous fournissons aux conduits multicédants. Se reporter à la note 21C de notre rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2012 et aux notes 6 et 31 de notre rapport annuel de 2011 pour obtenir des renseignements sur nos facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit.

Au 31 juillet 2012, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a totalisé 29,1 milliards de dollars, soit un résultat en hausse de 6,2 milliards, ou 27 %, par rapport à l'exercice précédent, et en hausse de 1,9 milliard, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'est élevé à 1,4 milliard de dollars, en hausse de 35 millions par rapport à l'exercice précédent et de 17 millions par rapport au trimestre précédent. L'augmentation du total des prêts consentis tient aux fluctuations des taux de change. Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont totalisé 2,6 milliards de dollars, en hausse de 427 millions par rapport à l'exercice précédent et en hausse de 31 millions par rapport au trimestre précédent. L'augmentation des facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournies aux conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent et au trimestre précédent reflète en grande partie une augmentation des activités de titrisation de nos clients.

Plusieurs agences de notation de crédit indépendantes évaluent l'ensemble des transactions effectuées par les conduits multicédants. Les agences de notation Moody's Investors Service (Moody's), Standard & Poor's (S&P) et Fitch Ratings évaluent les transactions financées par les conduits multicédants aux États-Unis. Les transactions effectuées par les conduits multicédants au Canada sont évaluées par les trois mêmes agences de notation qui évaluent les transactions effectuées par les conduits multicédants aux États-Unis, ainsi que par Dominion Bond Rating Services. Chaque agence de notation qui évalue ces transactions examine également le rendement continu des transactions sur une base mensuelle et peut publier des rapports présentant de l'information détaillée sur le portefeuille et le programme liés aux conduits.

Au 31 juillet 2012, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 16,8 milliards de dollars, en hausse de 1,7 milliard, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent, et en baisse de 599 millions, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent. Une tranche de 68 % de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une note parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA, comparativement à 71 % à l'exercice précédent et à 70 % au trimestre précédent; la tranche restante du papier commercial a obtenu une note se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation. Les fluctuations du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent et par rapport au trimestre précédent tiennent essentiellement à la variation du recours au papier commercial par les clients.

Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. La juste valeur de nos placements au 31 juillet 2012 s'élève à 16 millions de dollars, en baisse de 146 millions par rapport à l'exercice précédent et de 19 millions par rapport au trimestre précédent. La variation des placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères américains d'entités qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Au 31 juillet 2012, le total des actifs des fiducies de titres à enchères non consolidées dans lesquelles nous avons des placements significatifs s'établissait à 4,7 milliards de dollars (5 milliards au 30 avril 2012; 4,8 milliards au 31 juillet 2011). Le risque de perte maximal lié à ces fiducies de titres à enchères s'élevait à 1,4 milliard de dollars au 31 juillet 2012 (1,4 milliard au 30 avril 2012; 1,3 milliard au 31 juillet 2011). Au 31 juillet 2012, environ 71 % de ces placements présentaient une note AAA.

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds visés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés visés par des tiers. La diminution du total de l'actif de ces fonds et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport à l'exercice précédent reflètent le rendement négatif des fonds référencés et les rachats de capitaux effectués par RBC et par des tiers investisseurs dans les fonds.

Structures de titrisation mises en place par des tiers

Nous détenons des participations significatives dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités ad hoc. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités ad hoc un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. L'augmentation du total de l'actif de ces fonds et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport à l'exercice précédent reflètent les nouveaux placements effectués au quatrième trimestre de 2011 et au cours des deux premiers trimestres de 2012. La diminution du total de l'actif de ces fonds et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent reflètent principalement l'amortissement des transactions existantes et les fluctuations des taux de change.

Produits de crédit et autres structures

Nous avons recours à des entités ad hoc dans le but de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux exigences précises des investisseurs, et nous créons des fonds liés aux crédits d'impôt. Pour plus de détails sur ces entités ad hoc, se reporter à la note 21C de notre rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2012.

Garanties

Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties s'est établi à 133,6 milliards de dollars au 31 juillet 2012, comparativement à 94,9 milliards à l'exercice précédent et à 104,1 milliards au trimestre précédent. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent et au trimestre précédent tient principalement à l'acquisition de RBC Dexia, puisque nous n'étions auparavant assujettis qu'à 50 % du risque lié aux garanties émises par la coentreprise, et à l'accroissement des facilités de garantie de liquidités. Pour plus de détails sur les garanties, se reporter à la note 18 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Gestion du risque

Risque de crédit

Risque de crédit (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par portefeuille et par secteur, montant brut

	Au							30 avril 2012	31 octobre 2011
	31 juillet 2012								
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation					
(en millions de dollars canadiens)	Prêts et acceptations		Autres	Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (1)	Risque total (2)	Risque total (2)	Risque total (2)	
	En cours	Engagements inutilisés							
Prêts hypothécaires résidentiels	196 652 \$	27 \$	– \$	– \$	– \$	196 679 \$	193 266 \$	190 325 \$	
Prêts aux particuliers (3)	85 073	68 800	39	–	–	153 912	150 279	160 590	
Prêts sur cartes de crédit	13 423	21 391	–	–	–	34 814	33 825	40 230	
Prêts aux petites entreprises (4)	2 489	3 853	38	–	–	6 380	6 286	6 691	
Prêts de détail	297 637 \$	94 071 \$	77 \$	– \$	– \$	391 785 \$	383 656 \$	397 836 \$	
Prêts aux entreprises (4)									
Exploitations agricoles	5 085 \$	677 \$	31 \$	– \$	18 \$	5 811 \$	5 790 \$	5 644 \$	
Industrie automobile	3 469	2 529	236	–	743	6 977	6 761	6 400	
Biens de consommation	5 506	3 401	488	–	220	9 615	9 057	9 800	
Énergie	8 961	16 002	2 626	–	1 693	29 282	27 342	25 058	
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	3 455	6 866	11 126	111 891	6 414	139 752	137 062	114 857	
Industrie forestière	875	433	97	–	11	1 416	1 356	1 333	
Produits industriels	4 024	2 924	306	–	212	7 466	6 978	6 800	
Mines et métaux	877	2 406	702	–	185	4 170	4 152	3 922	
Secteur immobilier et secteurs connexes	19 346	4 492	1 347	–	352	25 537	24 201	24 602	
Technologie et médias	3 830	5 308	254	2	345	9 739	8 008	7 263	
Transport et environnement	5 101	2 387	1 069	–	1 170	9 727	9 135	9 040	
Autres	20 855	7 423	7 050	21 800	4 062	61 190	62 146	54 490	
Organismes souverains (4)	4 275	4 938	34 888	19 635	8 785	72 521	67 051	55 997	
Banques (4)	972	456	70 965	86 566	29 921	188 880	155 762	162 003	
Prêts de gros	86 631 \$	60 242 \$	131 185 \$	239 894 \$	54 131 \$	572 083 \$	524 801 \$	487 209 \$	
Risque total	384 268 \$	154 313 \$	131 262 \$	239 894 \$	54 131 \$	963 868 \$	908 457 \$	885 045 \$	

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation. Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(2) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts et il représente les activités consolidées (activités poursuivies conjuguées aux activités abandonnées). Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Les marges de crédit aux fins d'accession à la propriété, qui sont présentées principalement dans les résultats du secteur Services bancaires canadiens, comportaient une tranche de 44 milliards de dollars, ou 51 %, de notre portefeuille de prêts aux particuliers en cours au 31 juillet 2012 (42 milliards, ou 51 %, au 30 avril 2012; 41 milliards, ou 48 %, au 31 octobre 2011). Plus de 96 % de ces marges de crédit (96 % au 30 avril 2012; 95 % au 31 octobre 2011) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété. Une tranche de moins de 7 % (7 % au 30 avril 2012; 7 % au 31 octobre 2011) des clients qui utilisent une marge de crédit aux fins d'accession à la propriété acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

(4) Se reporter à la note 4 de notre rapport annuel de 2011 pour obtenir la définition de ces termes.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle II. En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque de crédit. Le risque de crédit brut est classé dans les risques liés aux prêts et autres risques ainsi que dans les risques liés aux activités de négociation.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a augmenté de 55 milliards de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la hausse enregistrée relativement au portefeuille de prêts de gros, laquelle tient surtout à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.

Les risques liés aux prêts de détail ont augmenté de 8 milliards de dollars, ou 2 %, résultat qui tient en grande partie à la forte croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété et des prêts aux particuliers au Canada. Le recours à des garanties et à des biens donnés en garantie fait partie intégrante de notre processus d'atténuation du risque de crédit lié à notre portefeuille de prêts de détail. Les prêts hypothécaires assurés représentaient 43 % de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels au 31 juillet 2012, soit un résultat

inchangé par rapport au trimestre précédent. Les prêts aux particuliers garantis représentaient 55 % du total des prêts aux particuliers en cours au 31 juillet 2012, soit un résultat inchangé par rapport au trimestre précédent.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a augmenté de 47 milliards de dollars, ou 9 %, en raison principalement de l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. Les autres risques ont augmenté de 32 milliards de dollars, ou 33 %, résultat qui reflète essentiellement l'accroissement des garanties fournies à des banques relativement aux activités de prêt de titres de RBCSI, qui ont en grande partie trait à l'acquisition. Le total des prêts et des acceptations en cours s'est accru de 5 milliards de dollars, ou 6 %, résultat qui a trait principalement aux secteurs Énergie et Services financiers autres que ceux fournis par des banques. Les engagements inutilisés ont augmenté de 4 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui a trait en grande partie aux secteurs Technologie et médias et Énergie. Le taux d'utilisation des prêts s'est établi à 38 %, en hausse de 1 % par rapport au trimestre précédent.

Risque de crédit brut (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par région

(en millions de dollars canadiens)	Au							30 avril 2012	31 octobre 2011
	31 juillet 2012			Risques liés aux activités de négociation					
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation					
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres		Dérivés hors cote (1)	Risque total (2)		
En cours	Engagements inutilisés	Autres					Risque total (2)	Risque total (2)	
Canada	343 251 \$	118 937 \$	58 764 \$	78 925 \$	10 373 \$	610 250 \$	576 228 \$	561 269 \$	
États-Unis	19 301	26 077	18 403	83 123	11 809	158 713	142 515	147 324	
Europe	9 688	7 406	36 958	64 402	25 236	143 690	139 080	129 212	
Autres pays	12 028	1 893	17 137	13 444	6 713	51 215	50 634	47 240	
Risque total (3)	384 268 \$	154 313 \$	131 262 \$	239 894 \$	54 131 \$	963 868 \$	908 457 \$	885 045 \$	

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation. Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(2) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts et il représente les activités consolidées (activités poursuivies conjuguées aux activités abandonnées). Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

La composition géographique du risque de crédit brut auquel nous sommes exposés n'a pas varié de façon importante par rapport au trimestre précédent au Canada, aux États-Unis, en Europe et dans les autres pays, les pourcentages enregistrés correspondant à 63 %, à 17 %, à 15 % et à 5 %, respectivement, du risque auquel nous sommes exposés. L'augmentation de 55 milliards de dollars de notre risque de crédit brut reflète la hausse des risques chiffrée à 34 milliards au Canada, à 16 milliards aux États-Unis, à 4 milliards en Europe et à 1 milliard dans les autres pays. L'augmentation enregistrée au Canada reflète essentiellement la hausse des risques liés aux garanties concernant les activités de prêt de titres de RBCSI et l'accroissement des prêts et acceptations en cours. L'augmentation enregistrée aux États-Unis découle principalement des transactions de mise en pension de titres. L'augmentation enregistrée en Europe reflète principalement la hausse des risques liés aux garanties de RBCSI, facteur neutralisé en partie par la diminution des transactions de mise en pension de titres.

Risque lié à l'Europe

(en millions de dollars canadiens)	Au							30 avril 2012	31 octobre 2011
	31 juillet 2012			Risques liés aux activités de négociation					
	Prêts et acceptations			Risques liés aux activités de négociation					
	En cours	Engagements inutilisés (1)	Autres	Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (3)		
Risque brut lié à l'Europe	9 688 \$	7 406 \$	17 564 \$	19 394 \$	64 402 \$	25 236 \$	143 690 \$	139 080 \$	129 212 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	-	-	-	-	62 678	-	62 678	71 775	58 379
Montant additionnel au titre du risque de crédit éventuel	-	-	-	-	-	13 819	13 819	13 908	18 329
Engagements inutilisés	-	7 406	-	19 394	-	-	26 800	18 418	15 616
Risque de crédit brut lié à l'Europe – en cours (4)	9 688 \$	- \$	17 564 \$	- \$	1 724 \$	11 417 \$	40 393 \$	34 979 \$	36 888 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	-	-	-	-	-	7 599	7 599	7 025	5 461
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	-	-	10 535	-	-	-	10 535	11 519	11 826
Risque net lié à l'Europe (5), (6)	9 688 \$	- \$	28 099 \$	- \$	1 724 \$	3 818 \$	43 329 \$	39 473 \$	43 253 \$

(1) Se compose d'engagements inutilisés de 5,7 milliards de dollars à des entreprises, de 1,5 milliard à des institutions financières et de 0,2 milliard à des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 3,3 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 1,7 milliard en France, de 0,5 milliard en Allemagne, de 122 millions en Irlande, de 43 millions en Espagne et d'un montant négligeable en Italie, la tranche résiduelle de 1,7 milliard ayant trait aux autres pays européens. Plus de 87 % des engagements inutilisés ont trait à des entités jouissant d'une note de première qualité.

(2) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 10,5 milliards de dollars (11,5 milliards au 30 avril 2012; 11,8 milliards au 31 octobre 2011), des dépôts de 10,2 milliards (7,3 milliards au 30 avril 2012; 10,4 milliards au 31 octobre 2011) et des titres disponibles à la vente de 7,4 milliards (7,4 milliards au 30 avril 2012; 9,5 milliards au 31 octobre 2011).

(3) Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(4) Selon notre interprétation des risques liés aux engagements capitalisés bruts présentés par certaines banques américaines, qui ne tiennent pas compte des engagements inutilisés, du montant au titre du risque de crédit éventuel et des biens donnés en garantie.

(5) Exclut un risque de 0,8 milliard de dollars (0,4 milliard au 30 avril 2012; 1,5 milliard au 31 octobre 2011) lié aux organismes supranationaux.

(6) Exclut un risque de 1,8 milliard de dollars (1,9 milliard au 30 avril 2012; 1,4 milliard au 31 octobre 2011) lié aux produits de réassurance crédit.

Comme il est fait mention ci-dessus, le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle II. En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque. Conformément à cette définition, le total du risque de crédit lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 144 milliards de dollars au 31 juillet 2012. Le risque de crédit utilisé brut lié à l'Europe se chiffrait à 40 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres de 63 milliards, des engagements inutilisés relatifs aux prêts et aux lettres de crédit et garanties de 27 milliards et du montant de 14 milliards lié au risque de crédit éventuel au titre des dérivés hors cote. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 43 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie (principalement des liquidités) de 8 milliards au titre des dérivés hors cote et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 11 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. L'augmentation de 4 milliards de dollars, ou 10 %, du risque de crédit net auquel nous sommes exposés, par rapport au trimestre précédent, tient principalement à une augmentation de 6 milliards liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia, facteur neutralisé en partie par un montant de 2 milliards au titre d'autres réductions, qui sont en grande partie liées à des titres. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 0,3 milliard de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

Risque net lié à l'Europe

(en millions de dollars canadiens)	Au						
	31 juillet 2012					30 avril 2012	31 octobre 2011
	Prêts en cours	Valeurs mobilières (1)	Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (2)	Total	Total	Total
Royaume-Uni	6 187 \$	4 688 \$	1 476 \$	1 489 \$	13 840 \$	14 193 \$	15 339 \$
Allemagne	367	3 925	1	618	4 911	5 649	6 918
France	448	2 697	63	388	3 596	4 023	4 189
Total – Royaume-Uni, Allemagne et France	7 002 \$	11 310 \$	1 540 \$	2 495 \$	22 347 \$	23 865 \$	26 446 \$
Grèce	– \$	13 \$	– \$	– \$	13 \$	13 \$	13 \$
Irlande	171	178	20	50	419	349	456
Italie	75	55	–	24	154	111	241
Portugal	–	–	–	2	2	1	28
Espagne	463	110	13	20	606	692	701
Total – pays périphériques (3)	709 \$	356 \$	33 \$	96 \$	1 194 \$	1 166 \$	1 439 \$
Luxembourg	257 \$	6 231 \$	– \$	127 \$	6 615 \$	3 552 \$	2 086 \$
Pays-Bas	125	3 598	7	591	4 321	3 008	3 789
Norvège	128	828	–	18	974	1 318	921
Suède	–	1 753	70	42	1 865	1 913	2 260
Suisse	622	2 596	65	97	3 380	2 358	2 787
Autres	845	1 427	9	352	2 633	2 293	3 525
Total – autres pays d'Europe	1 977 \$	16 433 \$	151 \$	1 227 \$	19 788 \$	14 442 \$	15 368 \$
Total du risque lié à l'Europe (4), (5)	9 688 \$	28 099 \$	1 724 \$	3 818 \$	43 329 \$	39 473 \$	43 253 \$

(1) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 10,5 milliards de dollars (11,5 milliards au 30 avril 2012; 11,8 milliards au 31 octobre 2011), des dépôts de 10,2 milliards (7,3 milliards au 30 avril 2012; 10,4 milliards au 31 octobre 2011) et des titres disponibles à la vente de 7,4 milliards (7,4 milliards au 30 avril 2012; 9,5 milliards au 31 octobre 2011).

(2) Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(3) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe est de néant pour la Grèce (néant au 30 avril 2012; néant au 31 octobre 2011), de 3,3 milliards pour l'Irlande (2,7 milliards au 30 avril 2012; 3,4 milliards au 31 octobre 2011), de 0,2 milliard pour l'Italie (0,2 milliard au 30 avril 2012; 0,6 milliard au 31 octobre 2011), de 0,1 milliard pour le Portugal (0,1 milliard au 30 avril 2012; 0,1 milliard au 31 octobre 2011) et de 1,5 milliard pour l'Espagne (1,5 milliard au 30 avril 2012; 1,2 milliard au 31 octobre 2011).

(4) Exclut un risque de 0,8 milliard de dollars (0,4 milliard au 30 avril 2012; 1,5 milliard au 31 octobre 2011) lié aux organismes supranationaux.

(5) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le risque de crédit net total a augmenté de 4 milliards de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à l'augmentation de 6 milliards liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia, facteur neutralisé en partie par un montant de 2 milliards au titre d'autres réductions, qui sont en grande partie liées à des titres.

Pour ce qui est des risques liés aux pays, le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, y compris la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible et le risque de crédit total s'élevait à 1 milliard de dollars au 31 juillet 2012, soit un résultat inchangé par rapport au trimestre précédent. Ce risque concerne principalement des titres de première qualité, les risques directs liés à des États souverains étant limités. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux plus grands pays européens, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine et aux services aux investisseurs; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec divers particuliers, institutions financières et grandes entreprises européennes. Nous menons également des activités de courtier principal dans un certain nombre de pays, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de titres d'emprunt gouvernementaux, et nous exerçons des activités de teneur de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux autres pays européens sont principalement liés aux valeurs mobilières, qui comprennent les dépôts, les titres détenus à des fins de transaction et les titres disponibles à la vente. L'augmentation des risques ayant trait au Luxembourg auxquels nous sommes exposés tient en grande partie à l'accroissement des dépôts, qui est principalement lié à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.

Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 11 milliards de dollars, des dépôts de 10 milliards et des titres disponibles à la vente de 7 milliards. Les dépôts comprenaient principalement les dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Les titres détenus à des fins de transaction sont liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Tous nos titres détenus à des fins de transaction sont évalués à la valeur de marché sur une base quotidienne. Les titres disponibles à la vente se composent principalement de créances d'entités gouvernementales de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de titres d'emprunt de sociétés. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts s'inscrivent dans la foulée de l'approche prudente adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. La qualité de ce portefeuille de prêts demeure élevée, le montant brut des prêts douteux et les dotations pour pertes sur créances comptabilisés ce trimestre étant négligeables.

Risque net lié à l'Europe par type de client

(en millions de dollars canadiens)	Au												30 avril	31 octobre
	31 juillet											2012	2011	
	R.-U.	Allemagne	France	Total – R.-U., Allemagne et France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total – pays périphériques	Autres pays d'Europe	Total – Europe	Total – Europe	Total – Europe
Institutions financières	7 396 \$	3 516 \$	2 368 \$	13 280 \$	– \$	74 \$	33 \$	2 \$	101 \$	210 \$	10 849 \$	24 339 \$	24 626 \$	27 256 \$
Organismes souverains	926	579	583	2 088	–	99	22	–	29	150	6 545	8 783	6 070	7 150
Grandes entreprises	5 518	816	645	6 979	13	246	99	–	476	834	2 394	10 207	8 777	8 847
Total (1)	13 840 \$	4 911 \$	3 596 \$	22 347 \$	13 \$	419 \$	154 \$	2 \$	606 \$	1 194 \$	19 788 \$	43 329 \$	39 473 \$	43 253 \$

(1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux organismes souverains a augmenté de 3 milliards de dollars, en raison principalement de la hausse des dépôts liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. Ces dépôts se composent principalement des dépôts auprès de la banque centrale du Luxembourg.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
Services bancaires canadiens	234 \$	271 \$	267 \$	748 \$	799 \$
Services bancaires internationaux	66	47	44	121	73
Marchés des Capitaux	24	31	9	72	(19)
Services de soutien généraux et autres (1)	–	(1)	–	(2)	4
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	7 \$	6 \$	4 \$	24 \$	21 \$
Prêts aux particuliers	94	106	102	307	307
Prêts sur cartes de crédit	96	104	114	304	347
Prêts aux petites entreprises	9	15	8	32	29
Prêts de détail	206	231	228	667	704
Prêts de gros	40	37	38	87	89
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	246	268	266	754	793
États-Unis (2)					
Prêts de détail	2	1	3	3	3
Prêts de gros	13	21	(12)	32	(33)
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	15	22	(9)	35	(30)
Autres pays (2)					
Prêts de détail	34	17	11	57	29
Prêts de gros	30	41	52	95	63
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	64	58	63	152	92
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	325	348	320	941	855
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux	(1)	–	–	(2)	2
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	324 \$	348 \$	320 \$	939 \$	857 \$
Évaluées sur une base individuelle	56	75	38	151	33
Évaluées sur une base collective	268	273	282	788	824
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	324 \$	348 \$	320 \$	939 \$	857 \$

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux activités poursuivies relative aux prêts qui n'ont pas encore été classés à titre de prêts douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2011.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 4 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires canadiens a diminué de 33 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit reflétant l'amélioration de la qualité du crédit, ainsi que de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts aux entreprises, laquelle reflète le nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires internationaux s'est accrue de 22 millions de dollars, ou 50 %, en raison principalement de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 15 millions de dollars, résultat qui a trait en grande partie à quelques comptes liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises et qui touche principalement le secteur Technologie et médias, déduction faite des reprises.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 24 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au dernier trimestre.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires canadiens a diminué de 37 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts aux entreprises et de la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit reflétant l'amélioration de la qualité du crédit.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires internationaux s'est accrue de 19 millions de dollars, ou 40 %, en raison principalement de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a diminué de 7 millions de dollars, ou 23 %, résultat qui reflète en grande partie la réduction des dotations liées à quelques comptes, déduction faite des reprises, par rapport au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 82 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires canadiens a diminué de 51 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et à notre portefeuille de prêts aux entreprises, laquelle reflète le nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux, facteur neutralisé en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille de prêts de détail garantis.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires internationaux s'est accrue de 48 millions de dollars, ou 66 %, résultat qui reflète en grande partie la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux s'est établie à 72 millions de dollars, par rapport à une reprise de 19 millions à l'exercice précédent, résultat qui tient surtout à l'augmentation des dotations liées à quelques comptes comptabilisés au cours de l'exercice considéré, des reprises ayant été comptabilisées à l'exercice précédent.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 juillet 2011
Services bancaires canadiens	1 140 \$	1 283 \$	1 313 \$
Services bancaires internationaux	737	761	722
Marchés des Capitaux	206	316	261
Services de soutien généraux et autres	38	3	8
Total du montant brut des prêts douteux	2 121 \$	2 363 \$	2 304 \$
Canada			
Prêts de détail	711 \$	785 \$	814 \$
Prêts de gros	498	579	579
États-Unis			
Prêts de détail	7	8	6
Prêts de gros	172	128	74
Autres pays			
Prêts de détail	253	253	237
Prêts de gros	480	610	594
Total du montant brut des prêts douteux	2 121 \$	2 363 \$	2 304 \$

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 183 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 173 millions de dollars, ou 13 %, résultat qui reflète principalement le nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels et à notre portefeuille de prêts aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 15 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui tient principalement au nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 55 millions de dollars, ou 21 %, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés aux secteurs Transport et environnement, Banques et Énergie, facteur neutralisé en partie par le plus grand nombre de prêts douteux liés au secteur Technologie et médias.

Le montant brut des prêts douteux liés aux prêts de détail au Canada a reculé de 103 millions de dollars, en raison en grande partie d'une diminution des prêts hypothécaires résidentiels, et le montant brut des prêts douteux liés aux prêts de gros a diminué de 81 millions, résultat qui tient aux réductions enregistrées dans le secteur Produits industriels. Le montant brut des prêts douteux lié aux prêts de gros aux États-Unis a augmenté de 98 millions de dollars, en raison principalement de la hausse du montant brut des prêts douteux liés aux secteurs Produits industriels et Technologie et médias. Le montant brut des prêts douteux lié aux prêts de gros dans les autres pays a diminué de 114 millions de dollars, résultat qui tient essentiellement au nombre moins élevé de prêts douteux liés au secteur Transport et environnement et au Secteur immobilier et secteurs connexes.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 242 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a diminué de 143 millions de dollars, ou 11 %, en raison essentiellement des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 24 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient principalement au nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 110 millions de dollars, ou 35 %, en raison essentiellement du nombre moins élevé de prêts douteux liés aux secteurs Transport et environnement et Banques.

En ce qui concerne les secteurs géographiques, la plus importante réduction du montant brut des prêts douteux est liée au portefeuille de prêts de gros dans les autres pays et concerne principalement les secteurs Transport et environnement et Banques.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 juillet 2011
Provision pour prêts douteux			
Canada	307 \$	330 \$	365 \$
États-Unis	44	39	12
Autres pays	226	290	247
Total de la provision pour prêts douteux	577	659	624
Provision pour prêts douteux			
Prêts de détail	248	241	235
Prêts de gros	329	418	389
Total de la provision pour prêts douteux	577	659	624
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 451	1 451	1 451
Total de la provision pour pertes sur créances	2 028 \$	2 110 \$	2 075 \$
Évaluées sur une base individuelle	232	313	253
Évaluées sur une base collective	1 796	1 797	1 822
Total de la provision pour pertes sur créances	2 028 \$	2 110 \$	2 075 \$

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 47 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, soit un résultat qui concorde avec la baisse du montant brut des prêts douteux.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 82 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction du montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux.

Risque de marché

VAR liée à la gestion du risque de marché

Le tableau ci-après illustre la VAR et la VAR en période de tensions liées à nos activités de négociation, y compris celles auxquelles s'applique l'approche standardisée d'attribution du capital préconisée par le BSIF. Les produits auxquels s'applique cette approche et qui sont pris en compte dans la VAR liée à la gestion comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence et ceux non garantis par une agence, les contrats à valeur stable visant des polices d'assurance détenues par des banques, certaines positions sur les marchés des marchandises et certains dérivés sur actions structurés et dérivés de taux d'intérêt. La VAR relative à ces positions et l'effet de diversification du reste du portefeuille pourraient être assujettis à des limitations additionnelles et pourraient ne pas être calculés au moyen des mêmes techniques que celles appliquées aux positions établies selon l'approche des modèles internes concernant le capital réglementaire. Par conséquent, la VAR liée à la gestion tient compte de toutes nos activités de négociation, peu importe le traitement du capital. Elle est présentée de manière à assurer la concordance de l'information financière présentée et des mesures de gestion internes qui tiennent compte de toutes les activités de négociation. La VAR liée aux ajustements de l'évaluation du crédit et aux produits qui ne sont pas considérés comme faisant partie du portefeuille de négociation n'est pas prise en compte dans la VAR liée à la gestion.

La VAR liée à la gestion en période de tensions est calculée au moyen de la méthode dont il est fait mention ci-dessus, sauf que les données historiques utilisées sont établies en fonction d'une période d'observation de forte volatilité des marchés de un an. À l'heure actuelle, nous nous basons sur un horizon historique s'échelonnant de septembre 2008 à août 2009, qui reflète la volatilité de la crise financière. La VAR de négociation normale est calculée en fonction de la plus récente période d'observation de deux ans. Pour de plus amples renseignements sur notre approche en matière de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation, se reporter aux pages 49 à 52 de notre rapport annuel 2011.

Le tableau suivant illustre également l'effet de diversification, lequel représente l'écart entre la VAR et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

VAR liée à la gestion du risque de marché

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2012				30 avril 2012		31 juillet 2011	
	Au 31 juillet	Pour le trimestre clos à cette date			Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date	Au 31 juillet	Pour le trimestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	14 \$	14 \$	20 \$	8	12 \$	10 \$	15 \$	10 \$
Change	3	4	7	2	3	3	2	2
Marchandises	2	2	3	1	2	2	2	2
Taux d'intérêt	34	34	39	30	33	36	40	42
Risque spécifique de crédit	10	10	12	8	8	8	19	19
Effet de diversification	(29)	(27)	(36)	(18)	(22)	(22)	(27)	(26)
VAR liée à la gestion	34 \$	37 \$	47 \$	32 \$	36 \$	37 \$	51 \$	49 \$
VAR liée à la gestion en période de tensions	58 \$	60 \$	66 \$	52 \$	60 \$	58 \$	s.o.	s.o.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2012				31 juillet 2011	
	Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois close à cette date			Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois close à cette date Moyenne
		Moyenne	Haut	Bas		
Actions	14 \$	11 \$	21 \$	5 \$	15 \$	11 \$
Change	3	4	7	1	2	2
Marchandises	2	2	4	1	2	3
Taux d'intérêt	34	35	45	30	40	47
Risque spécifique de crédit	10	9	12	7	19	20
Effet de diversification	(29)	(23)	(36)	(13)	(27)	(29)
VAR liée à la gestion	34 \$	38 \$	48 \$	32 \$	51 \$	54 \$
VAR liée à la gestion en période de tensions	58 \$	61 \$	77 \$	48 \$	s.o.	s.o.

VAR liée à la gestion

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

La moyenne de la VAR liée à la gestion a diminué de 12 millions de dollars, en raison essentiellement de nos mesures de réduction des risques en cours, lesquelles ont été amorcées à l'exercice précédent, et particulièrement en ce qui concerne nos portefeuilles de négociation liés au crédit. La diminution de la moyenne de la VAR découle également de la baisse du risque spécifique de crédit, qui s'explique surtout par le changement de méthode lié à Bâle 2.5 visant à tenir compte du risque d'écart de taux lié à une seule entreprise, qui a été mis en œuvre au premier trimestre de 2012.

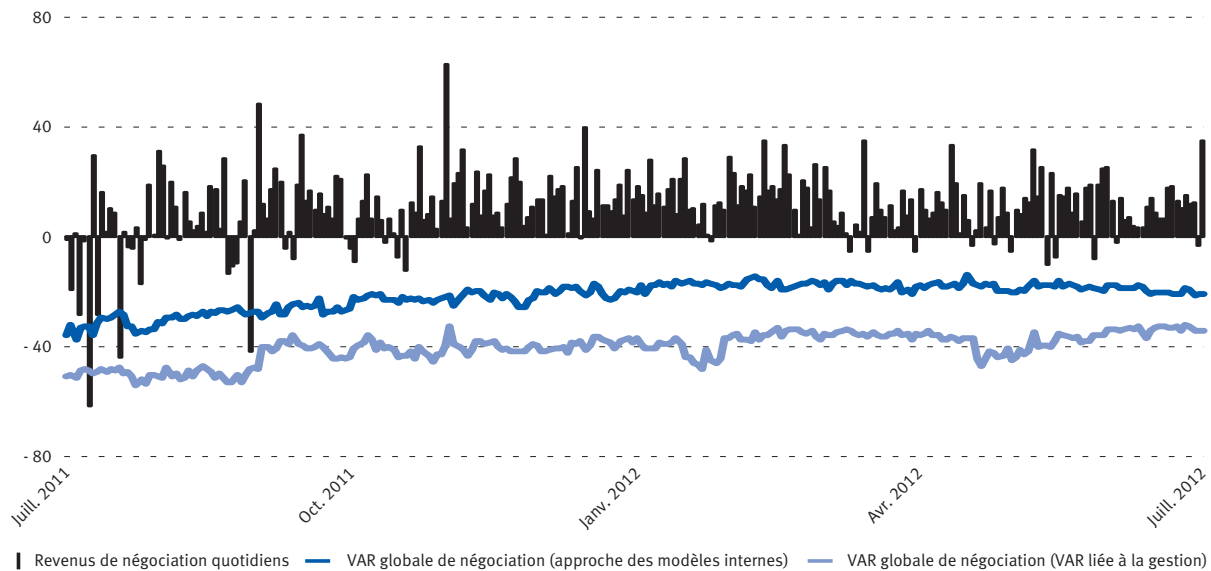
Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

La moyenne de la VAR liée à la gestion et la VAR en période de tensions sont demeurées stables par rapport au trimestre précédent. La hausse du risque lié aux actions a été en grande partie neutralisée par la réduction du risque de taux d'intérêt découlant des mesures de réduction des risques en cours.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

La moyenne de la VAR liée à la gestion a diminué de 16 millions de dollars, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de nos mesures de réduction des risques et du changement de méthode aux fins du calcul de la VAR liée au risque spécifique de crédit, tel qu'il est expliqué ci-dessus.

Revenus de négociation et VAR (VAR liée à la gestion et approche des modèles internes) (1), (en millions de dollars canadiens)



(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, à l'exception des revenus liés aux entités ad hoc consolidées.

Au cours du trimestre, nous avons connu huit séances marquées par des pertes de négociation nettes, et aucune perte subie n'a excédé la VAR liée à la gestion. La perte la plus marquée est survenue le 11 juin 2012, totalisant 10 millions de dollars. Nos activités de négociation de titres à revenu fixe ont bénéficié de l'amélioration des conditions du marché, comparativement aux conditions du marché difficiles qui ont prévalu à l'exercice précédent, et nous avons réduit nos stocks de titres détenus à des fins de transaction de 25 %.

Approche des modèles internes

Le tableau ci-après illustre la VAR et la VAR en période de tensions liées à nos activités de négociation qui sont assujetties aux exigences visant le capital prévues par l'accord de Bâle II, calculées selon l'approche des modèles internes pour laquelle nous avons obtenu une approbation du BSIF. Le capital réglementaire aux fins du risque de marché est attribué en fonction de la VAR et de la VAR en période de tensions uniquement dans le cas des positions détenues aux fins de négociation pour lesquelles l'approche des modèles internes a été approuvée.

La VAR liée aux ajustements de l'évaluation du crédit et aux produits qui ne sont pas considérés comme faisant partie du portefeuille de négociation n'est pas prise en compte selon l'approche des modèles internes.

Approche des modèles internes

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2012				30 avril 2012		31 juillet 2011	
	Au 31 juillet	Pour le trimestre clos à cette date			Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date	Au 31 juillet	Pour le trimestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	8 \$	11 \$	16 \$	5 \$	13 \$	8 \$	19 \$	19 \$
Change	3	4	6	2	3	3	2	2
Marchandises	2	1	2	1	2	2	2	2
Taux d'intérêt	22	17	22	12	17	17	21	23
Risque spécifique de crédit	11	11	12	8	8	8	19	19
Effet de diversification	(25)	(25)	(32)	(18)	(25)	(20)	(25)	(27)
VAR	21 \$	19 \$	21 \$	14 \$	18 \$	18 \$	38 \$	38 \$
VAR en période de tensions	35 \$	35 \$	41 \$	29 \$	32 \$	33 \$	s.o.	s.o.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2012				31 juillet 2011	
	Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois close à cette date			Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois close à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	8 \$	8 \$	16 \$	4 \$	19 \$	19 \$
Change	3	4	6	1	2	2
Marchandises	2	2	3	-	2	2
Taux d'intérêt	22	18	24	12	21	28
Risque spécifique de crédit	11	9	12	7	19	20
Effet de diversification	(25)	(22)	(32)	(14)	(25)	(33)
VAR	21 \$	19 \$	26 \$	14 \$	38 \$	38 \$
VAR en période de tensions	35 \$	35 \$	45 \$	29 \$	s.o.	s.o.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Comme c'est le cas pour la VAR liée à la gestion, la moyenne de la VAR selon l'approche des modèles internes a diminué de 19 millions de dollars, en raison principalement des mesures de réduction des risques qui ont été mises en œuvre à l'exercice précédent. La diminution tient aussi à la réduction du risque spécifique de crédit découlant en grande partie d'un changement de méthode aux fins du calcul de la VAR liée au risque spécifique de crédit dont il est fait mention ci-dessus.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

La moyenne de la VAR et de la VAR en période de tensions selon l'approche des modèles internes sont demeurées inchangées. L'augmentation de la VAR et de la VAR en période de tensions tient à l'augmentation du risque spécifique de crédit et à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les portefeuilles libellés en devises, neutralisées par la réduction du risque de taux d'intérêt découlant de nos mesures de réduction des risques en cours.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

La moyenne de la VAR a diminué de 19 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat s'explique par nos mesures de réduction des risques et par le changement de méthode aux fins du calcul de la VAR liée au risque spécifique de crédit dont il est fait mention ci-dessus.

Exigence de fonds propres supplémentaire

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2012 et dans le cadre des révisions apportées à l'accord de Bâle, nous avons appliqué une exigence concernant les risques de marché basée sur l'exigence de fonds propres supplémentaire. L'exigence de fonds propres supplémentaire constitue une exigence supplémentaire concernant les risques de marché qui a pour but de prendre en compte les changements de notation et le risque de défaillance liés aux positions détenues aux fins de négociation. Nous calculons l'exigence de fonds propres supplémentaire pour toutes les positions de trésorerie et positions liées aux dérivés de crédit nécessitant du capital réglementaire dont le calcul est fondé sur des modèles, y compris en ce qui concerne les titres émis par des organismes souverains. La mise en œuvre de l'exigence de fonds propres supplémentaire a donné lieu à une augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques et à une diminution des ratios du capital par rapport à l'exercice précédent. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Évaluations du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux

d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours du troisième trimestre de 2012, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif, le risque lié au revenu net d'intérêt représentant 2,75 % du revenu net d'intérêt prévu et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres représentant 3,6 % des capitaux propres.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2012						30 avril 2012		31 juillet 2011	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(528)\$	(1)\$	(529)\$	319 \$	10 \$	329 \$	(463)\$	340 \$	(417)\$	191 \$
diminution des taux de 100 p.b.	426	-	426 \$	(240)	-	(240)\$	374	(212)	344	(158)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Gestion des liquidités et du financement

Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis celui qui est décrit dans notre rapport annuel 2011. Nous continuons de surveiller et, le cas échéant, de modifier nos pratiques aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation locale, de manière à nous positionner pour composer avec les normes de liquidités proposées dans l'accord de Bâle III, dont la mise en œuvre devrait avoir lieu entre 2015 et 2018.

Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts sur préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, se sont accrus de 12 milliards de dollars par rapport aux dernières données présentées, au 30 avril 2012, en raison de la croissance des dépôts relationnels, laquelle reflète essentiellement la conclusion de l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia, ainsi que de l'accroissement des dépôts des particuliers au Canada. Au 31 juillet 2012, les dépôts de base représentaient 67 % du total de nos dépôts, en hausse de 2 % par rapport aux dernières données présentées, au 30 avril 2012.

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes.

Le 21 juin 2012, Moody's a révisé la notation attribuée à notre dette à long terme de premier rang, la ramenant de Aa1 à Aa3. Nous nous attendions à cette révision, par suite de l'annonce faite par Moody's en février 2012 et selon laquelle cette agence avait amorcé l'examen des notations de 17 entreprises, y compris RBC, exerçant des activités sur les marchés financiers mondiaux. De plus, le 27 juillet 2012, S&P a révisé sa perspective concernant sept institutions financières canadiennes, y compris RBC, la faisant passer de stable à négative. La révision de la perspective est liée à l'évolution du point de vue de S&P concernant le risque économique et les risques liés au secteur qui touchent les banques exerçant des activités au Canada. Des facteurs systémiques sont pris en compte dans la méthode d'attribution de notations de S&P, principalement en ce qui a trait à son analyse par pays des risques liés au secteur bancaire (BICRA). Bien que S&P ait confirmé, le 27 juillet 2012, la notation attribuée à RBC et les notations attribuées aux six autres institutions financières, si leur examen entraîne une baisse du nombre de points accordés au Canada dans le cadre de l'analyse BICRA, il pourrait en résulter une révision à la baisse des notations attribuées à RBC et aux six autres institutions financières.

Le tableau suivant présente nos principales notations et perspectives au 29 août 2012 :

	Au 29 août 2012 (1)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	négative
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Services	R-1(élevé)	AA	stable

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1), (2)	31 juillet 2012				Total	30 avril 2012	31 juillet 2011
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans		Total	Total
Financement à long terme non garanti	19 995 \$	14 398 \$	20 474 \$	7 242 \$	62 109 \$	63 702 \$	57 417 \$
Financement à long terme garanti	3 109	16 701	10 760	6 584	37 154	38 315	37 353
Obligations couvertes	2 468	3 104	–	3 156	8 728	8 976	9 690
Débiteures subordonnées	–	200	–	7 222	7 422	7 343	8 696
	25 572 \$	34 403 \$	31 234 \$	24 204 \$	115 413 \$	118 336 \$	113 156 \$

(1) Les montants comparatifs ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(2) Les obligations au titre des contrats de location sont présentées uniquement sur une base annuelle.

Gestion du capital

Le tableau qui suit présente notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital sur une base consolidée.

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	IFRS		PCGR du Canada
	Au		
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 juillet 2011
Capital			
Capital de première catégorie	36 160 \$	35 151 \$	34 371 \$
Capital total	41 698	40 599	39 578
Actif pondéré en fonction des risques			
Risque de crédit	208 826 \$	197 075 \$	194 098 \$
Risque de marché	28 692	28 960	26 593
Risque opérationnel	40 900	39 699	40 324
Risque lié à l'ajustement transitoire prescrit par le BSIF (1)	–	1 404	–
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	278 418 \$	267 138 \$	261 015 \$
Ratios de capital et coefficients			
Ratio du capital de première catégorie	13,0 %	13,2 %	13,2 %
Ratio du capital total	15,0 %	15,2 %	15,2 %
Coefficient actif-capital (2)	16,7 X	16,8 X	16,4 X
Montant brut de l'actif ajusté (en milliards de dollars) (2)	729,0	714,6	675,0
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (3)	10,3 %	10,4 %	10,3 %

(1) Ajustement transitoire prévu à la section 1.7 des lignes directrices du BSIF concernant l'adéquation des fonds propres. Se reporter à la note 20 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour obtenir plus de détails.

(2) Dans le cadre de la transition aux IFRS et tel que le BSIF l'a approuvé, aux fins du calcul du coefficient actif-capital, le montant brut de l'actif ajusté ne tient pas compte des prêts hypothécaires titrisés jusqu'au 31 mars 2010 inclusivement en vertu du programme de la SCHL.

(3) Le ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2011.

Notre position de capital est demeurée solide ce trimestre, les ratios de capital étant bien supérieurs aux cibles réglementaires établies par le BSIF.

Changements concernant le capital réglementaire

Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2012, le BSIF a mis en œuvre les changements au cadre de gestion des risques de marché énoncés dans le document intitulé Revisions to the Basel II market risk framework (July 2009) du Comité de Bâle sur la supervision bancaire. Le BSIF a également mis en œuvre les changements aux exigences en matière de capital relatifs aux transactions de titrisation tels qu'ils sont présentés dans le document intitulé Enhancements to the Basel II framework (July 2009) du même Comité. Ces changements concernant le capital réglementaire sont communément appelés Bâle 2.5 et ont contribué à une augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques et à une diminution des ratios de capital ce trimestre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Est également entrée en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2012 la règle relative à la déduction du capital au titre des placements dans des compagnies d'assurances détenus depuis avant le 1^{er} janvier 2007 contenue dans l'accord de Bâle II, selon laquelle les placements doivent être déduits du capital de première catégorie dans une proportion de 50 % et du capital de deuxième catégorie dans une proportion de 50 %. Comme il s'agit d'une mesure transitoire dans le cadre de l'accord de Bâle II, le BSIF a reporté l'application de ce changement de réglementation jusqu'à l'exercice 2012 et a permis aux banques de déduire les placements dans des compagnies d'assurances du capital de deuxième catégorie seulement avant l'entrée en vigueur de la règle.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Au 31 juillet 2012, notre ratio du capital de première catégorie était de 13,0 %, et notre ratio du capital total, de 15,0 %.

Notre ratio du capital de première catégorie a diminué de 20 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques, facteur neutralisé en partie par l'augmentation du capital de première catégorie.

L'actif pondéré en fonction des risques s'est accru de 17,4 milliards de dollars, résultat qui reflète en grande partie l'augmentation du risque de crédit lié aux prêts de gros et aux prêts de détail, l'incidence de la mise en œuvre de Bâle 2.5, la pondération plus élevée des risques tenant à la révision de la notation attribuée à certains placements relatifs à la titrisation de prêts aux étudiants par des agences de notation, ainsi que la prise en

compte de notre participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la vente de nos services bancaires de détail aux États-Unis conclue au deuxième trimestre de 2012 ainsi que par nos mesures de gestion des risques et d'optimisation du bilan en cours.

Le capital de première catégorie a augmenté de 1 789 millions de dollars, en raison principalement des capitaux autogénérés, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des placements dans des compagnies d'assurances déduits du capital de première catégorie, par rapport à l'exercice précédent, et par l'application progressive de l'incidence cumulative de la transition aux IFRS de 1,3 milliard.

Le ratio du capital total a diminué de 20 points de base, en raison essentiellement des facteurs mentionnés ci-dessus, sauf en ce qui concerne la modification de la réglementation visant les placements dans des compagnies d'assurances, qui n'a eu aucune incidence sur le ratio du capital total, ainsi qu'en raison du rachat de 1 milliard de dollars d'instruments de capital innovateurs de deuxième catégorie (billets secondaires de fiducie de série A) au deuxième trimestre de 2012.

Au 31 juillet 2012, notre coefficient actif-capital était de 16,7 fois, comparativement à 16,4 fois à l'exercice précédent, résultat qui tient en grande partie à la hausse du montant brut de l'actif ajusté attribuable à la croissance des activités et à la prise en compte de notre participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia ce trimestre, facteurs neutralisés en partie par la vente de nos services bancaires de détail aux États-Unis et par l'augmentation du capital total.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Notre ratio du capital de première catégorie a diminué de 20 points de base par rapport au dernier trimestre, en raison de la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques, facteur neutralisé en partie par l'augmentation du capital de première catégorie.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 11,3 milliards de dollars, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation du risque de crédit lié aux prêts de gros et aux prêts de détail, à la pondération plus élevée des risques liés à certains placements relatifs à la titrisation de prêts aux étudiants dont il est fait mention ci-dessus et à la prise en compte de notre participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.

Le capital de première catégorie a augmenté de 1 009 millions de dollars, en raison principalement des capitaux autogénérés, facteur neutralisé en partie par l'application progressive de l'incidence de la transition aux IFRS.

Le ratio du capital total a diminué de 20 points de base par rapport au dernier trimestre, en raison essentiellement des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Notre coefficient actif-capital était de 16,7 fois, comparativement à 16,8 fois au dernier trimestre, résultat qui tient en grande partie aux capitaux autogénérés, compensés par l'application progressive de l'incidence de la transition aux IFRS, laquelle a réduit le capital total, ainsi que par la légère hausse du montant brut de l'actif ajusté tenant à la croissance des activités et à la prise en compte ce trimestre de notre participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.

Principales activités de gestion du capital

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012		Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)				
Capital de première catégorie				
Actions ordinaires émises				
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	1 270	66	3 752	187
Options sur actions exercées (2)	188	7	2 172	82
Capital de deuxième catégorie				
Rachat de billets secondaires de fiducie de série A de RBC échéant le 30 avril 2017 (3)		–		1 000

(1) Nous avons satisfait aux exigences relatives à notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'actions propres pour les trimestres clos le 31 juillet 2012, le 30 avril 2012 et le 31 janvier 2012.

(2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(3) Pour plus de détails, se reporter à la note 14 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 31 juillet 2012	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions ordinaires en circulation	1 444 300	14 279 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation		
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325
Actions propres – privilégiées	(63)	(2)
Actions propres – ordinaires	261	13
Options sur actions		
En cours	13 306	
Pouvant être exercées	7 546	
Dividendes		
Actions ordinaires		824
Actions privilégiées		64

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 14 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Au 24 août 2012, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 444 391 046 et à 13 215 709, respectivement. Au 24 août 2012, le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à 148 561 et à 1 116 039, respectivement.

Capital attribué

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011
Risque de crédit	9 300 \$	9 000 \$	8 000 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 650	3 900	3 400
Risque opérationnel	3 850	3 750	3 300
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 850	2 750	2 350
Risque d'assurance	450	450	450
Goodwill et immobilisations incorporelles	9 750	9 700	9 600
Attribution du capital réglementaire	4 250	4 050	2 200
Capital attribué	34 100 \$	33 600 \$	29 300 \$
Sous-attribution de capital	3 600	2 400	1 000
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées	–	400	2 750
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	37 700 \$	36 400 \$	33 050 \$

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2012, nous avons révisé notre méthode d'attribution du capital sur une base prospective, afin que nos processus d'attribution concordent davantage avec les exigences accrues en matière de capital réglementaire, lesquelles continuent d'évoluer. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

L'information qui suit comporte une analyse de notre capital attribué lié aux activités poursuivies.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le capital attribué a augmenté de 4,8 milliards de dollars, en raison principalement de la plus importante attribution du capital en fonction des exigences en matière de capital réglementaire, de l'augmentation du risque de crédit découlant de la croissance des activités, de la hausse du risque de marché ainsi que de l'augmentation du risque opérationnel et du risque commercial découlant de la croissance des revenus.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Le capital attribué a augmenté de 500 millions de dollars, en raison principalement de la hausse du risque de crédit découlant de la croissance des activités, de l'augmentation du risque opérationnel et du risque commercial découlant en grande partie de la croissance des revenus et de la plus

importante attribution du capital à des fins de concordance avec le capital réglementaire. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction du risque de marché lié aux activités de négociation attribuable à la plus faible utilisation de capital en vertu des exigences de fonds propres supplémentaires reflétant nos mesures de réduction des risques en cours.

Information financière supplémentaire

Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés

Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

	Au 31 juillet 2012				Au 31 juillet 2011			
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total
(en millions de dollars canadiens)								
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	282 \$	233 \$	17 \$	532 \$	354 \$	372 \$	16 \$	742 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la note								
AAA	21 \$	10 \$	– \$		4 \$	44 \$	– \$	
AA	65	30	–		52	37	–	
A	32	10	–		24	57	–	
BBB	12	1	–		57	49	–	
Inférieure à BBB-	152	182	17		217	185	16	
Total	282 \$	233 \$	17 \$	532 \$	354 \$	372 \$	16 \$	742 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage								
2003 (ou avant)	9 \$	16 \$	– \$		15 \$	5 \$	– \$	
2004	12	22	–		60	73	–	
2005	131	76	17		239	160	16	
2006	78	58	–		40	39	–	
2007 et par la suite	52	61	–		–	95	–	
Total	282 \$	233 \$	17 \$	532 \$	354 \$	372 \$	16 \$	742 \$
Coût amorti des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	8 \$	32 \$	– \$	40 \$	159 \$	642 \$	– \$	801 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	290 \$	265 \$	17 \$	572 \$	513 \$	1 014 \$	16 \$	1 543 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(8) \$	(6) \$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	2	(11)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	–	(5)
Diminution de 25 % des taux de remboursement anticipé	(3)	1

Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux titres garantis par des créances (TGC) et aux prêts hypothécaires

Certaines activités et transactions que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition nette aux prêts à risque et aux prêts hypothécaires résidentiels de catégorie Alt-A sur le marché américain représentait 0,1 % du total de notre actif au 31 juillet 2012, comparativement à 0,2 % à l'exercice précédent, résultat qui tient à la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis conclue au deuxième trimestre de 2012.

Troisième trimestre de 2012 par rapport au troisième trimestre de 2011

Le total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles pourrait être exposé aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain était auparavant couverte au moyen de swaps sur défaillance assurés par MBIA. Au 31 juillet 2012, notre exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain a diminué de 72 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la vente de certains titres. Relativement à ces risques, plus de 41 % de nos placements connexes présentaient au moins une note A, comparativement à plus de 22 % à l'exercice précédent, en raison principalement de la vente de certains titres. Au 31 juillet 2012, nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain qui présentaient la note AAA représentaient 7 % du total des placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque

sur le marché américain, comparativement à 1 % à l'exercice précédent. Au 31 juillet 2012, l'exposition aux prêts à risque aux États-Unis se chiffrait à 8 millions de dollars, par rapport à l'exercice précédent, soit une diminution de 151 millions qui reflète la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis conclue au deuxième trimestre de 2012.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 233 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 139 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la vente de certains de nos placements au cours de 2011. Environ 52 % ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et par la suite, comparativement à 36 % à l'exercice précédent. Au 31 juillet 2012, notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 610 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis, qui a été conclue au deuxième trimestre de 2012.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 17 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition reflète une augmentation de 1 million de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Au 31 juillet 2012, la juste valeur des TGC de sociétés, qui se composent principalement de titres adossés à des prêts avec flux groupés de sociétés, se chiffrait à 2,1 milliards de dollars, soit une baisse de 0,2 milliard, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent.

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 31 juillet 2012, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types de financement. Ils ne comprennent ni le financement de première qualité, ni le financement de qualité inférieure pour lequel il n'y a pas de commandite liée aux placements privés. Au 31 juillet 2012, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés s'établissait à 11,0 milliards de dollars, soit une hausse de 5,7 milliards par rapport à l'exercice précédent, qui reflète l'accroissement des volumes de transactions des clients. Au 31 juillet 2012, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés représentait 1,3 % du total de l'actif, comparativement à 0,7 % à l'exercice précédent.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 205 millions de dollars au 31 juillet 2012.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

D'importants transferts d'instruments entre les niveaux 1, 2 et 3 et d'importantes sorties d'instruments de ces niveaux ont eu lieu ce trimestre, selon la hiérarchie de la juste valeur définie dans IFRS 7, *Instruments financiers – informations à fournir*. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2012				
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	Total
Actifs financiers					
Valeurs mobilières évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	117 050 \$	46 %	53 %	1 %	100 %
Disponibles à la vente	40 818	16 %	66 %	18 %	100 %
Prêts de gros	1 218	0 %	63 %	37 %	100 %
Dérivés	133 112	1 %	98 %	1 %	100 %
Autres actifs	599	61 %	37 %	2 %	100 %
Passifs financiers					
Dépôts	61 170 \$	0 %	86 %	14 %	100 %
Dérivés	138 252	1 %	96 %	3 %	100 %

(1) Juste valeur des actifs et des passifs en pourcentage du total de l'actif et du passif évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour les catégories présentées dans le tableau ci-dessus; ne reflète pas l'incidence de la compensation.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Méthodes comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon les IFRS publiées par l'IASB et ils sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers consolidés ci-joints sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés selon l'ensemble des IFRS publiées et en vigueur au 31 juillet 2012. Nous avons adopté les IFRS avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2011, et la date de transition est le 1^{er} novembre 2010. Précédemment, nos états financiers consolidés étaient dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada).

Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de notre rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2012. L'information qui suit résume nos méthodes comptables critiques et nos estimations.

Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comme disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, laquelle correspond à la contrepartie pour laquelle l'instrument financier serait échangé dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions de concurrence normale entre des parties compétentes agissant en toute liberté. Ce qui atteste le mieux la juste valeur d'un instrument financier est le cours du marché dans le marché actif le plus avantageux pour cet instrument ou, lorsqu'il n'y a pas de marché actif, les cours du marché pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables.

Un degré de subjectivité minimal est lié au calcul de la juste valeur des instruments financiers qui sont activement négociés, y compris les instruments dérivés, pour lesquels un cours du marché ou des paramètres d'entrée des modèles facilement observables sont disponibles. La direction doit exercer un jugement si un cours du marché observable n'est pas disponible, et elle doit exercer un jugement lorsqu'elle détermine la

valeur des dérivés hors cote, au moyen de modèles d'évaluation standards utilisés dans le secteur ou au moyen de modèles d'évaluation élaborés à l'interne. La direction est également responsable de l'élaboration des méthodes et politiques que nous utilisons à des fins d'évaluation, et ces politiques et méthodes traitent de l'utilisation et du calcul des ajustements de l'évaluation. La direction revoit régulièrement nos méthodes d'évaluation et le calcul des ajustements de l'évaluation, y compris l'ajustement des liquidités pour tenir compte des instruments financiers dans des marchés inactifs et l'ajustement pour tenir compte du risque de crédit lié à nos portefeuilles d'instruments dérivés, de manière à assurer leur caractère approprié. La surveillance qu'exerce la direction dans le cadre du processus d'évaluation vise également à garantir que tous les modèles d'évaluation financière importants font l'objet de contrôles rigoureux et de révisions régulières, de manière à fournir un point de vue indépendant.

À chaque date de clôture, ou plus fréquemment lorsque les conditions l'exigent, nous évaluons nos titres disponibles à la vente afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation, telle qu'une baisse importante ou prolongée de la juste valeur du titre en deçà de son coût, ou lorsqu'une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs provenant du titre peut être estimée de façon fiable. Si un titre disponible à la vente a subi une perte de valeur, la perte cumulée latente qui a antérieurement été comptabilisée dans les autres composantes des capitaux propres est comptabilisée directement en résultat, dans les revenus autres que d'intérêt.

Pour de plus amples renseignements sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur le test de dépréciation, se reporter à la note 2 de notre rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2012 ainsi qu'à la note 4 de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Activités de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation de prêts ou de titres adossés à des créances hypothécaires structurés, qui sont transférés à des entités ad hoc ou à des fiducies, lesquelles émettent des titres aux investisseurs. Nous décomptabilisons les actifs lorsque nos droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de l'actif ont pris fin, lorsque nous conservons le droit de recevoir les flux de trésorerie, mais que nous avons une obligation de payer ces flux de trésorerie à un tiers sous réserve de certaines exigences de transfert, ou lorsque nous transférons nos droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie ainsi que la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux actifs transférés. Lorsque nous conservons la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux actifs transférés, les transactions de titrisation sont comptabilisées comme des transactions de financement garanti dans nos bilans consolidés. Lorsque nous ne conservons ni ne transférons la quasi-totalité des risques et des avantages liés au droit de propriété d'un actif financier, nous décomptabilisons les actifs si le contrôle de l'actif est abandonné. Lorsque nous conservons le contrôle sur les actifs transférés, nous continuons de comptabiliser les actifs transférés dans la mesure où nous conservons des liens. La direction doit exercer un jugement pour déterminer si nous avons transféré ou conservé la quasi-totalité des risques et des avantages liés au droit de propriété de l'actif financier transféré.

La plupart de nos activités de titrisation ne sont pas admissibles à la décomptabilisation; en conséquence, nous continuons de comptabiliser les actifs transférés connexes dans nos bilans consolidés, et aucun profit ni aucune perte lié à ces activités de titrisation n'est comptabilisé. Autrement, un profit ou une perte lié à la transaction de titrisation est comptabilisé en comparant la valeur comptable de l'actif transféré et sa juste valeur à la date du transfert.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances liée aux risques figurant au bilan, tels que les prêts et les acceptations, ainsi qu'aux éléments hors bilan tels que les lettres de crédit, les garanties et les engagements non capitalisés, est maintenue à un niveau que la direction estime approprié pour couvrir les pertes sur créances à la date de clôture.

Les provisions sont calculées individuellement pour les prêts qui sont considérés individuellement significatifs, et elles sont calculées collectivement pour les prêts qui ne sont pas individuellement significatifs et pour les prêts qui sont significatifs mais pour lesquels il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation, au moyen d'évaluations quantitatives et qualitatives fondées sur des informations actuelles et historiques sur les créances. Le processus nécessite fortement la formulation de certaines hypothèses et de certains jugements, y compris : i) l'évaluation du classement des prêts à titre de prêts douteux ou des notations de crédit liées aux prêts; ii) l'estimation des flux de trésorerie et de la valeur des biens affectés en garantie; iii) l'établissement de taux de défaillance et de pertes basés sur les données historiques et sur les données de l'industrie; iv) l'ajustement des taux de perte et des paramètres de risque en fonction de la pertinence des données historiques compte tenu des changements apportés aux stratégies, aux processus et aux politiques en matière de crédit; v) l'évaluation de la qualité actuelle du crédit du portefeuille selon les tendances en matière de qualité du crédit ayant trait aux prêts douteux, aux sorties du bilan et aux recouvrements, ainsi qu'aux caractéristiques et à la composition du portefeuille; vi) l'établissement de la position actuelle relativement au cycle économique et au cycle de crédit. Des modifications de ces hypothèses ou le recours à d'autres paramètres d'entrée pourraient avoir une incidence importante sur le niveau de la provision et, par conséquent, sur notre bénéfice net.

Des informations supplémentaires sur notre politique et sur notre démarche aux fins de l'évaluation de la provision pour pertes sur créances et de la sortie du bilan des prêts sont fournies à la note 2 de notre rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2012.

Entités ad hoc

Une entité ad hoc est définie comme une entité créée dans un but précis et bien défini, qui a des pouvoirs de décision limités et dont les activités sont préétablies ou limitées. Nous consolidons les entités ad hoc si l'évaluation des facteurs pertinents indique que nous contrôlons l'entité ad hoc, y compris ce qui suit; i) à savoir si les activités de l'entité ad hoc sont menées pour notre compte selon nos besoins opérationnels spécifiques de façon à ce que nous obtenions des avantages de l'entité ad hoc; ii) à savoir si nous avons les pouvoirs de décision pour obtenir la majorité des avantages; iii) à savoir si nous obtenons la majorité des avantages des activités de l'entité ad hoc; iv) à savoir si nous conservons la majorité des risques résiduels relatifs à l'entité ad hoc ou à ses actifs afin d'obtenir des avantages de ses activités. La direction doit exercer un jugement pour déterminer si une entité ad hoc doit être consolidée.

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Nous affectons le goodwill aux groupes d'unités génératrices de trésorerie. Le goodwill n'est pas amorti; il est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus souvent s'il y a un indice d'une possible perte de valeur, dans le cadre duquel la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est comparée à sa valeur comptable. La valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie correspond à la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus (la valeur d'utilité). La direction doit exercer un jugement pour estimer la valeur recouvrable de nos unités génératrices de trésorerie, ainsi que pour calculer les flux de trésorerie futurs et le taux d'actualisation, de même que le taux de croissance définitif des unités génératrices de trésorerie. La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie se compose de la valeur comptable de ses actifs nets, y compris le goodwill. Lorsque la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable, la perte de valeur est d'abord portée en diminution de la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité génératrice de trésorerie, puis aux autres actifs de l'unité génératrice de trésorerie, au prorata de la valeur comptable de chaque actif. Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat dans la période au cours de laquelle elle est mise en évidence. Les reprises ultérieures de pertes de valeur du goodwill sont interdites.

Les autres immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimative, laquelle n'excède généralement pas 20 ans, et sont soumises à un test visant à déterminer s'il existe des indices de dépréciation à chaque date de clôture.

Si des indices suggèrent qu'une immobilisation incorporelle à durée d'utilité déterminée pourrait avoir subi une perte de valeur, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle et sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif isolé ne peut pas être estimée, nous estimons la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. Si la valeur recouvrable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle est réduite à sa valeur recouvrable, sous forme de perte de valeur.

Une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise lorsqu'une modification est apportée aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) depuis que la dernière perte de valeur a été comptabilisée. Si une perte de valeur est subséquemment reprise, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est révisée et établie soit au montant recouvrable, soit à la valeur comptable qui aurait été déterminée (déduction faite de l'amortissement) s'il n'y avait pas eu de perte de valeur antérieure. Un jugement important doit être exercé pour estimer la durée d'utilité et la valeur recouvrable de nos immobilisations incorporelles, ainsi que pour évaluer si certains événements ou certaines circonstances constituent une indication objective de perte de valeur. Nous ne détenons pas d'immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée.

Avantages du personnel

Nous parrainons un certain nombre de régimes d'avantages offerts aux employés admissibles, y compris des régimes de retraite enregistrés, des régimes de retraite complémentaires et des assurances maladie, dentaire, invalidité et vie. Les régimes de retraite prévoient des prestations établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite.

Le calcul de la charge et des obligations au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement attendus des actifs, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite, ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une note AA. La direction formule toutes les autres hypothèses, et nos actuaire procèdent à leur examen. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles influera sur les montants des obligations et de la charge au titre des prestations constituées.

Impôt sur le résultat

Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de notre part et de celle des autorités fiscales visées. La direction exerce un jugement pour interpréter les lois fiscales pertinentes et pour estimer la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé. Un actif ou un passif d'impôt différé est déterminé pour chaque différence temporelle en fonction des taux d'imposition qui devraient être en vigueur pour la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Lorsque les différences temporelles ne se résorberont pas dans un avenir prévisible, aucun impôt différé n'est comptabilisé.

Chaque trimestre, nous effectuons une évaluation afin de déterminer si la réalisation des avantages liés à nos actifs d'impôt différé est probable; notre évaluation tient compte des indications tant positives que négatives.

Changement d'estimation comptable — intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires

Au cours du trimestre, nous avons effectué un examen des flux de trésorerie dont nous tenons compte dans le calcul du taux d'intérêt effectif pour les prêts hypothécaires. Nous avons déterminé que les intérêts liés au remboursement anticipé que nous devrions percevoir sur la durée des prêts hypothécaires ne peuvent être estimés de façon fiable à la date de montage. Par conséquent, nous avons révisé notre méthodologie visant à déterminer les taux d'intérêt effectifs compte tenu des intérêts liés au remboursement anticipé. Plutôt que d'estimer les intérêts liés au remboursement anticipé lors du montage d'un prêt hypothécaire, nous reportons et amortissons les intérêts liés au remboursement anticipé réellement reçus sur la durée prévue du prêt hypothécaire si le prêt hypothécaire est renouvelé. Autrement, les intérêts liés au remboursement anticipé seront immédiatement comptabilisés en résultat à la date du remboursement anticipé. Ce changement a été traité comme un changement d'estimation comptable et l'incidence cumulative s'est traduite par une augmentation du revenu net d'intérêt de 125 millions de dollars pour le trimestre considéré.

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2012, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2012.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Nos politiques et procédures liées aux transactions entre parties liées n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 octobre 2011. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels de 2011.

États financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Bilans consolidés résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011
Actif				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	10 586 \$	8 828 \$	12 428 \$	11 669 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 386	11 925	6 460	6 705
Valeurs mobilières (note 5)				
Titres détenus à des fins de transaction	117 050	125 046	128 128	147 023
Titres disponibles à la vente	41 340	39 396	38 894	36 747
	158 390	164 442	167 022	183 770
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	107 841	108 600	84 947	76 900
Prêts				
Prêts de détail	297 637	291 751	284 745	277 507
Prêts de gros	77 516	72 987	64 752	60 796
	375 153	364 738	349 497	338 303
Provision pour pertes sur prêts (note 6)	(1 937)	(2 019)	(1 967)	(1 984)
	373 216	362 719	347 530	336 319
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	357	351	320	312
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 115	8 656	7 689	7 333
Dérivés (note 7)	103 257	87 863	99 650	85 183
Locaux et matériel, montant net	2 672	2 753	2 490	2 341
Goodwill (note 9)	7 466	7 440	7 610	7 542
Autres immobilisations incorporelles (note 9)	2 649	2 132	2 115	1 963
Actifs liés aux activités abandonnées (note 8)	—	277	27 152	26 094
Participations dans des entreprises associées	163	162	142	140
Coût des prestations de retraite payé d'avance	984	1 051	311	298
Autres actifs (note 10)	36 312	33 172	27 967	25 572
	162 618	143 506	175 126	156 466
Total de l'actif	824 394 \$	800 371 \$	793 833 \$	772 141 \$
Passif				
Dépôts (note 11)				
Particuliers	176 698 \$	173 351 \$	166 030 \$	160 665 \$
Entreprises et gouvernements	308 261	302 947	297 511	293 866
Banques	17 845	19 577	15 561	19 236
	502 804	495 875	479 102	473 767
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	357	351	320	312
Autres				
Acceptations	9 115	8 656	7 689	7 333
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	43 562	50 150	44 284	50 566
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	55 908	55 169	42 735	37 120
Dérivés (note 7)	108 819	92 104	100 522	87 498
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 965	7 621	7 119	7 371
Passifs liés aux activités abandonnées (note 8)	—	34	20 076	19 314
Charge à payer au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi constitués	1 631	1 667	1 639	1 603
Autres passifs (note 12)	40 762	37 086	39 241	37 761
	267 762	252 487	263 305	248 566
Déventures subordonnées	7 646	7 553	8 749	8 614
Titres de fiducie de capital	900	895	894	900
Total du passif	779 469 \$	757 161 \$	752 370 \$	732 159 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
Actions privilégiées	4 813	4 813	4 813	4 813
Actions ordinaires (émises – 1 444 300 306, 1 442 842 649, 1 438 376 317 et 1 436 757 361) (note 14)	14 279	14 206	14 010	13 941
Actions propres – privilégiées [détenues – 63 195, 30 601, 6 341 et (50 260)]	(2)	(1)	—	1
— ordinaires [détenues – (261 419), 381 990, (146 075) et 1 378 753]	13	(21)	8	(62)
Bénéfices non distribués	23 310	21 983	20 381	19 669
Autres composantes des capitaux propres	755	457	490	(129)
	43 168	41 437	39 702	38 233
Participations ne donnant pas le contrôle	1 757	1 773	1 761	1 749
Total des capitaux propres	44 925	43 210	41 463	39 982
Total du passif et des capitaux propres	824 394 \$	800 371 \$	793 833 \$	772 141 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Comptes consolidés résumés de résultat (non audité)

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)					
Revenu d'intérêt					
Prêts	4 170 \$	3 869 \$	3 779 \$	11 946 \$	11 362 \$
Valeurs mobilières	946	984	1 259	2 961	3 626
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	249	230	192	696	536
Dépôts à des banques	14	17	19	47	73
	5 379	5 100	5 249	15 650	15 597
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 502	1 503	1 537	4 549	4 807
Autres passifs	505	470	726	1 502	2 088
Débitures subordonnées	83	96	97	276	302
	2 090	2 069	2 360	6 327	7 197
Revenu net d'intérêt	3 289	3 031	2 889	9 323	8 400
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 323	926	1 349	3 799	3 260
Revenus tirés des activités de négociation (note 15)	295	349	(132)	1 040	874
Commissions de gestion de placements et de services de garde	515	496	507	1 508	1 502
Revenus tirés des fonds communs de placement	514	506	519	1 519	1 470
Commissions de courtage en valeurs mobilières	292	304	307	883	1 000
Frais bancaires	347	333	329	1 014	980
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	379	386	361	1 059	1 208
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	129	177	161	452	503
Revenus sur cartes	243	206	225	686	661
Commissions de crédit	267	173	196	628	534
Revenus tirés de la titrisation	–	–	(1)	(1)	1
Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente (note 5)	42	(17)	64	40	106
Quote-part des bénéfices des entreprises associées	9	6	3	25	5
Autres	112	48	120	279	442
Revenus autres que d'intérêt	4 467	3 893	4 008	12 931	12 546
Total des revenus	7 756	6 924	6 897	22 254	20 946
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 6)	324	348	320	939	857
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 000	640	1 081	2 851	2 491
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	2 313	2 313	2 029	6 955	6 629
Matériel	271	261	249	790	746
Frais d'occupation	281	274	261	819	758
Communications	193	185	194	555	543
Honoraires	167	158	159	479	479
Impartition de services de traitement	64	70	63	199	202
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	130	127	123	386	355
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles (notes 8 et 9)	7	161	–	168	–
Autres	333	308	339	936	925
	3 759	3 857	3 417	11 287	10 637
Bénéfice avant impôt lié aux activités poursuivies	2 673	2 079	2 079	7 177	6 961
Impôt sur le résultat (note 16)	433	516	396	1 498	1 600
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 240	1 563	1 683	5 679	5 361
Perte nette liée aux activités abandonnées (note 8)	–	(30)	(389)	(51)	(488)
Bénéfice net	2 240 \$	1 533 \$	1 294 \$	5 628 \$	4 873 \$
Bénéfice net attribuable aux :					
Actionnaires	2 216 \$	1 508 \$	1 269 \$	5 554 \$	4 797 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	24	25	25	74	76
	2 240 \$	1 533 \$	1 294 \$	5 628 \$	4 873 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 17)	1,49 \$	1,00 \$	0,84 \$	3,72 \$	3,22 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,49	1,02	1,11	3,75	3,56
Perte de base par action liée aux activités abandonnées (en dollars)	–	(0,02)	(0,27)	(0,03)	(0,34)
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 17)	1,47	0,99	0,83	3,68	3,17
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,47	1,01	1,10	3,71	3,50
Perte diluée par action liée aux activités abandonnées (en dollars)	–	(0,02)	(0,27)	(0,03)	(0,33)
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,57	0,57	0,54	1,68	1,54

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

États consolidés résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
Bénéfice net	2 240 \$	1 533 \$	1 294 \$	5 628 \$	4 873 \$
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale), déduction faite de l'impôt (note 16)					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente					
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	121	(68)	191	110	22
Reclassement en résultat de (profits nets) pertes nettes sur les titres disponibles à la vente	(12)	25	31	(1)	15
	109	(43)	222	109	37
Écarts de change					
Profits (pertes) de change latents	244	(326)	141	(31)	(1 757)
(Pertes nettes) profits nets de change découlant des activités de couverture	(124)	216	(63)	89	1 364
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	11	(1)	–	11	–
	131	(111)	78	69	(393)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	49	(64)	98	52	156
Reclassement en résultat de pertes liées aux dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	9	8	41	36	85
	58	(56)	139	88	241
Total des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale), déduction faite de l'impôt	298	(210)	439	266	(115)
Total du bénéfice global	2 538 \$	1 323 \$	1 733 \$	5 894 \$	4 758 \$
Total du bénéfice global attribuable aux :					
Actionnaires	2 514 \$	1 298 \$	1 709 \$	5 819 \$	4 683 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	24	25	24	75	75
	2 538 \$	1 323 \$	1 733 \$	5 894 \$	4 758 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

États consolidés résumés des variations des capitaux propres (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Autres composantes des capitaux propres										
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de flux de trésorerie	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 30 avril 2011	4 813 \$	13 550 \$	(2)\$	5 \$	19 203 \$	92 \$	(491) \$	(169)\$	37 001 \$	2 088 \$	39 089 \$
Variations des capitaux propres											
Capital social émis	–	391	–	–	–	–	–	–	391	–	391
Actions propres – ventes	–	–	25	1 366	–	–	–	–	1 391	–	1 391
Actions propres – achats	–	–	(22)	(1 433)	–	–	–	–	(1 455)	(324)	(1 779)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(1)	–	–	–	(1)	–	(1)
Dividendes	–	–	–	–	(840)	–	–	–	(840)	(47)	(887)
Autres	–	–	–	–	38	–	–	–	38	7	45
Bénéfice net	–	–	–	–	1 269	–	–	–	1 269	25	1 294
Autres composantes des capitaux propres											
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	–	–	–	–	–	222	–	–	222	–	222
Écarts de change	–	–	–	–	–	–	77	–	77	–	77
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	–	–	–	–	140	140	–	140
Solde au 31 juillet 2011	4 813 \$	13 941 \$	1 \$	(62)\$	19 669 \$	314 \$	(414)\$	(29)\$	38 233 \$	1 749 \$	39 982 \$
Solde au 31 janvier 2012	4 813 \$	14 113 \$	– \$	15 \$	21 364 \$	302 \$	119 \$	246 \$	40 972 \$	1 758 \$	42 730 \$
Variations des capitaux propres											
Capital social émis	–	93	–	–	–	–	–	–	93	–	93
Actions propres – ventes	–	–	24	1 444	–	–	–	–	1 468	–	1 468
Actions propres – achats	–	–	(25)	(1 480)	–	–	–	–	(1 505)	–	(1 505)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes	–	–	–	–	(887)	–	–	–	(887)	–	(887)
Autres	–	–	–	–	(2)	–	–	–	(2)	(9)	(11)
Bénéfice net	–	–	–	–	1 508	–	–	–	1 508	25	1 533
Autres composantes des capitaux propres											
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	–	–	–	–	–	(44)	–	–	(44)	–	(44)
Écarts de change	–	–	–	–	–	–	(110)	–	(110)	(1)	(111)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	–	–	–	–	(56)	(56)	–	(56)
Solde au 30 avril 2012	4 813 \$	14 206 \$	(1)\$	(21)\$	21 983 \$	258 \$	9 \$	190 \$	41 437 \$	1 773 \$	43 210 \$
Variations des capitaux propres											
Capital social émis	–	73	–	–	–	–	–	–	73	–	73
Actions propres – ventes	–	–	25	1 169	–	–	–	–	1 194	–	1 194
Actions propres – achats	–	–	(26)	(1 135)	–	–	–	–	(1 161)	–	(1 161)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes	–	–	–	–	(888)	–	–	–	(888)	(46)	(934)
Autres	–	–	–	–	(1)	–	–	–	(1)	6	5
Bénéfice net	–	–	–	–	2 216	–	–	–	2 216	24	2 240
Autres composantes des capitaux propres											
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	–	–	–	–	–	109	–	–	109	–	109
Écarts de change	–	–	–	–	–	–	131	–	131	–	131
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	–	–	–	–	58	58	–	58
Solde au 31 juillet 2012	4 813 \$	14 279 \$	(2)\$	13 \$	23 310 \$	367 \$	140 \$	248 \$	43 168 \$	1 757 \$	44 925 \$

États consolidés résumés des variations des capitaux propres (non audité) (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de flux de trésorerie	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	
Solde au 1^{er} novembre 2010	4 813 \$	13 378 \$	(2)\$	(81)\$	17 287 \$	277 \$	(20) \$	(271)\$	35 381 \$	2 094 \$	37 475 \$
Variations des capitaux propres											
Capital social émis	–	563	–	–	–	–	–	–	563	–	563
Actions propres – ventes	–	–	75	4 296	–	–	–	–	4 371	–	4 371
Actions propres – achats	–	–	(72)	(4 277)	–	–	–	–	(4 349)	(324)	(4 673)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(17)	–	–	–	(17)	–	(17)
Dividendes	–	–	–	–	(2 395)	–	–	–	(2 395)	(93)	(2 488)
Autres	–	–	–	–	(3)	–	–	–	(3)	1	(2)
Bénéfice net	–	–	–	–	4 797	–	–	–	4 797	76	4 873
Autres composantes des capitaux propres											
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	–	–	–	–	–	37	–	–	37	(2)	35
Écarts de change	–	–	–	–	–	–	(394)	–	(394)	(3)	(397)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	–	–	–	–	242	242	–	242
Solde au 31 juillet 2011	4 813 \$	13 941 \$	1 \$	(62)\$	19 669 \$	314 \$	(414)\$	(29)\$	38 233 \$	1 749 \$	39 982 \$
Solde au 31 octobre 2011	4 813 \$	14 010 \$	–\$	8 \$	20 381 \$	259 \$	71 \$	160 \$	39 702 \$	1 761 \$	41 463 \$
Variations des capitaux propres											
Capital social émis	–	269	–	–	–	–	–	–	269	–	269
Actions propres – ventes	–	–	78	4 408	–	–	–	–	4 486	–	4 486
Actions propres – achats	–	–	(80)	(4 403)	–	–	–	–	(4 483)	–	(4 483)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(1)	–	–	–	(1)	–	(1)
Dividendes	–	–	–	–	(2 617)	–	–	–	(2 617)	(92)	(2 709)
Autres	–	–	–	–	(7)	–	–	–	(7)	13	6
Bénéfice net	–	–	–	–	5 554	–	–	–	5 554	74	5 628
Autres composantes des capitaux propres											
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	–	–	–	–	–	108	–	–	108	1	109
Écarts de change	–	–	–	–	–	–	69	–	69	–	69
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	–	–	–	–	88	88	–	88
Solde au 31 juillet 2012	4 813 \$	14 279 \$	(2)\$	13 \$	23 310 \$	367 \$	140 \$	248 \$	43 168 \$	1 757 \$	44 925 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Bénéfice net	2 240 \$	1 533 \$	1 294 \$	5 628 \$	4 873 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet de trésorerie et autres					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	324	382	412	1 056	1 168
Amortissement	105	102	102	315	303
Impôt différé	(5)	115	28	288	176
Perte de valeur et amortissement du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	137	293	138	574	405
Perte à la vente de locaux et de matériel	–	14	46	21	98
Profit sur la titrisation	–	(2)	(3)	(9)	(11)
(Profit) perte sur les titres disponibles à la vente	(56)	9	(81)	(97)	(237)
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	14	10	92	40	197
Quote-part des bénéfices des entreprises associées	(9)	(6)	(1)	(24)	(5)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs opérationnels					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	344	(60)	475	846	113
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(147)	291	(270)	(285)	(392)
Impôt exigible	162	(64)	(246)	(716)	559
Actifs dérivés	(15 291)	15 483	(2 739)	(3 502)	20 843
Passifs dérivés	16 593	(14 660)	2 299	8 174	(20 576)
Titres détenus à des fins de transaction	8 022	(1 550)	7 872	10 551	(17 548)
Produit de la titrisation	20	72	201	356	877
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(9 621)	(8 441)	(9 040)	(24 120)	(15 722)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés	3 009	(12 388)	2 930	(20 644)	(4 202)
Variation des dépôts	(5 824)	6 012	12 909	10 435	22 904
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	498	1 511	(2 291)	12 790	1 604
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(6 588)	12 792	(11 476)	(722)	3 969
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	1 659	(1 631)	237	911	1 473
Autres	2 136	(2 470)	673	(5 139)	2 498
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités opérationnelles	(2 278)	(2 653)	3 561	(3 273)	3 367
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 791	(6 081)	1 321	(674)	536
Produit des titres disponibles à la vente	1 701	5 077	3 303	8 634	11 984
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	11 829	12 095	9 040	35 914	27 388
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	59	–	–	190	1 091
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(12 406)	(14 879)	(10 580)	(42 454)	(34 472)
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(40)	(47)	(20)	(242)	(881)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(277)	(391)	(365)	(1 039)	(1 009)
Flux de trésorerie nets (affectés aux acquisitions) provenant des cessions	(847)	2 671	–	1 824	(860)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	4 810	(1 555)	2 699	2 153	3 777
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Rachat de titres de fiducie de capital RBC	–	–	(750)	–	(750)
Émission de débentures subordonnées	–	–	–	–	1 500
Remboursement de débentures subordonnées	(6)	(1 000)	–	(1 006)	(404)
Émission d'actions ordinaires	7	31	20	82	139
Actions propres – ventes	1 194	1 468	1 391	4 486	4 371
Actions propres – achats	(1 161)	(1 505)	(1 455)	(4 483)	(4 349)
Dividendes versés	(821)	(780)	(726)	(2 384)	(2 248)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(46)	–	(47)	(92)	(93)
Variation des emprunts à court terme des filiales	1	(16)	54	(28)	(649)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement	(832)	(1 802)	(1 513)	(3 425)	(2 483)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	54	(118)	(13)	(13)	(201)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 754	(6 128)	4 734	(4 558)	4 460
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début (1)	8 832	14 960	8 264	15 144	8 538
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (1)	10 586 \$	8 832 \$	12 998 \$	10 586 \$	12 998 \$
Trésorerie et montants à recevoir de banques	10 586 \$	8 828 \$	11 669 \$	10 586 \$	11 669 \$
Trésorerie et montants à recevoir de banques compris dans les actifs liés aux activités abandonnées	–	4	1 329	–	1 329
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (1)	10 586 \$	8 832 \$	12 998 \$	10 586 \$	12 998 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles comprennent les éléments suivants :					
Intérêts versés	2 143 \$	1 572 \$	2 637 \$	6 314 \$	7 351 \$
Intérêts reçus	4 987	4 789	5 233	14 960	15 351
Dividendes reçus	353	324	340	994	1 022
Impôt sur le résultat payé	186	549	406	2 061	1 396

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,2 milliards de dollars au 31 juillet 2012 (1,9 milliard au 30 avril 2012; 1,7 milliard au 31 octobre 2011; 2,6 milliards au 31 juillet 2011).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Note 1 Informations générales

La Banque Royale du Canada et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. Nous offrons, à l'échelle mondiale, des services financiers diversifiés, dont des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Se reporter à la note 19 pour en savoir davantage sur nos secteurs d'exploitation.

La société mère, la Banque Royale du Canada, est une banque de l'annexe I en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada), constituée et établie au Canada. Notre bureau central est situé au Royal Bank Plaza, 200 Bay Street, Toronto (Ontario), Canada, et notre siège social, au 1, Place Ville Marie, Montréal (Québec), Canada. Nous sommes inscrits à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole RY.

Nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (états financiers consolidés) ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers consolidés ci-joints sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés selon l'ensemble des IFRS publiées et en vigueur au 31 juillet 2012. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf les montants par action et les pourcentages. Les présents états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations requises par l'IASB pour nos états financiers consolidés annuels.

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon les méthodes comptables, décrites à la note 2 de notre rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2012, que nous prévoyons adopter dans nos états financiers consolidés annuels de 2012, qui seront nos premiers états financiers annuels préparés selon les IFRS. Auparavant, nos états financiers consolidés étaient préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada). Nous avons appliqué IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1). Les méthodes comptables mentionnées précédemment ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées, y compris à nos bilans consolidés au 1^{er} novembre 2010 (la date de transition) aux fins de la transition aux IFRS, comme l'exige IFRS 1. Les principales différences entre les méthodes comptables selon les IFRS et celles selon les PCGR du Canada, les exceptions et exemptions pertinentes, ainsi que des rapprochements illustrant l'incidence de la transition des PCGR du Canada aux IFRS sur nos actifs, nos passifs, nos capitaux propres, notre résultat global et nos flux de trésorerie sont présentés à la note 3.

Le 29 août 2012, le conseil d'administration a autorisé la publication de ces états financiers consolidés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes et estimations comptables

Changements liés aux principales méthodes comptables

Aucun nouveau changement lié aux principales méthodes comptables n'est entré en vigueur pour nous ce trimestre.

Changement d'estimation comptable

Au cours du trimestre, nous avons effectué un examen des flux de trésorerie dont nous tenons compte dans le calcul du taux d'intérêt effectif pour les prêts hypothécaires. Nous avons déterminé que les intérêts liés au remboursement anticipé que nous devrions percevoir sur la durée des prêts hypothécaires ne peuvent être estimés de façon fiable à la date de montage. Par conséquent, nous avons révisé notre méthodologie visant à déterminer les taux d'intérêt effectifs compte tenu des intérêts liés au remboursement anticipé. Plutôt que d'estimer les intérêts liés au remboursement anticipé lors du montage d'un prêt hypothécaire, nous reporterons et amortirons les intérêts liés au remboursement anticipé réellement reçus sur la durée prévue du prêt hypothécaire si le prêt hypothécaire est renouvelé. Autrement, les intérêts liés au remboursement anticipé seront immédiatement comptabilisés en résultat à la date du paiement anticipé. Ce changement a été traité comme un changement d'estimation comptable et l'incidence cumulative s'est traduite par une augmentation du revenu net d'intérêt de 125 millions de dollars pour le trimestre considéré.

Modification de la présentation des états financiers

Comme il est mentionné aux notes 10 et 12, au cours du trimestre précédent, nous avons reclassé rétrospectivement les garanties en espèces versées des postes Dépôts productifs d'intérêts à des banques et Prêts – prêts de gros au poste Autres actifs, et les garanties en espèces reçues du poste Dépôts au poste Autres passifs, afin de mieux refléter la nature des soldes. Le reclassement ne concerne pas les garanties en espèces reçues ou payées relativement aux titres empruntés et aux titres prêtés, qui sont actuellement présentées dans les postes Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés, respectivement.

Changements futurs de méthodes comptables

Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption des normes suivantes sur nos états financiers consolidés :

IFRS 9, *Instrument financiers* (IFRS 9)

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9 dans le cadre de son plan visant à remplacer IAS 39, *Instrument financiers : comptabilisation et évaluation* (IAS 39). IFRS 9 exige que les actifs financiers, y compris les contrats hybrides, soient évalués soit à la juste valeur, soit au coût amorti, sur la base du modèle d'affaires de l'entité en matière de gestion de l'actif financier et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. Un actif financier détenu par une entité dans le but de percevoir les flux de trésorerie contractuels à des dates spécifiées aux termes des conditions contractuelles doit être évalué au coût amorti. Tous les autres actifs financiers doivent être évalués à la juste valeur. Lorsque l'entité modifie son modèle d'affaires, ce qui devrait rarement se produire, elle est tenue de reclasser prospectivement les actifs financiers concernés. En ce qui concerne les instruments de capitaux propres, la direction peut, lors de la comptabilisation initiale, décider irrévocablement, instrument par instrument, de présenter les variations de la juste valeur directement dans les capitaux propres. Il n'y a pas de recyclage subséquent des profits et des pertes sur la juste valeur liée aux capitaux propres dans nos comptes consolidés de résultat; toutefois, les dividendes de tels placements dans des instruments de capitaux propres continueront d'être comptabilisés en résultat net.

En octobre 2010, l'IASB a ajouté à IFRS 9 les exigences en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers auparavant inclus dans IAS 39. IFRS 9 a également éliminé l'exception relative à l'évaluation à la juste valeur des passifs dérivés liés à un instrument de capitaux propres non coté qui doivent être réglés au moyen d'un tel instrument, et exige que les variations du risque de crédit propre à l'entité en matière de passifs financiers désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net soient incluses dans les autres éléments du résultat global. En décembre 2011, l'IASB a modifié la date d'entrée en vigueur d'IFRS 9, qui est maintenant pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. Par conséquent, en ce qui nous concerne, IFRS 9 devrait entrer en vigueur le 1^{er} novembre 2015.

IFRS 7, *Instrument financiers : Informations à fournir* (IFRS 7)

En octobre 2010, l'IASB a publié des modifications à IFRS 7, lesquelles accroissent les exigences relatives aux informations à fournir dans le cas de transactions impliquant le transfert d'actifs financiers. Grâce aux modifications, les utilisateurs auront accès à plus d'information sur les liens que nous avons conservés avec les actifs financiers qui ont été transférés. Les modifications entreront en vigueur pour nos états financiers consolidés annuels de l'exercice se clôturant le 31 octobre 2012.

Note 2 Sommaire des principales méthodes et estimations comptables (suite)

En décembre 2011, l'IASB a publié des modifications additionnelles à IFRS 7 relativement aux informations à fournir sur la compensation des actifs financiers et des passifs financiers. L'objectif de ces modifications est d'aider les investisseurs et les autres utilisateurs à mieux évaluer l'incidence éventuelle des arrangements de compensation sur la situation financière d'une société. En ce qui nous concerne, les modifications entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2013.

IAS 12, *Impôts sur le résultat* (IAS 12)

En décembre 2010, l'IASB a publié des modifications à IAS 12 portant sur les impôts différés et le recouvrement des actifs sous-jacents. En ce qui nous concerne, les modifications entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2012.

Normes relatives à la consolidation et aux informations à fournir

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), IFRS 11, *Partenariats* (IFRS 11), et IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* (IFRS 12). IFRS 10 remplace les exigences relatives à la consolidation de SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc* (SIC-12), et modifie IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (IAS 27). IFRS 10 s'appuie sur des principes existants en définissant le concept de contrôle comme le facteur déterminant pour inclure ou non une entité dans les états financiers consolidés de la société mère et établit des principes pour la présentation et la préparation des états financiers consolidés lorsqu'une entité contrôle une ou plusieurs autres entités. IFRS 11, dont le point central est le classement des partenariats selon les droits et obligations de l'entente plutôt que selon sa forme juridique, élimine certaines incohérences liées à la présentation en exigeant une méthode unique de comptabilisation (la méthode de mise en équivalence) pour les participations dans des coentreprises. IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences relatives aux informations à fournir pour tous les types de participations dans d'autres entités, ce qui comprend les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. En raison de ces nouvelles IFRS, l'IASB a également publié les normes suivantes, qui ont été révisées et dont l'intitulé a été modifié : IAS 27, *États financiers individuels*, et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*. En ce qui nous concerne, les nouvelles normes entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2013.

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (IFRS 13)

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13, qui définit la juste valeur et établit, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur. IFRS 13 prescrit également les informations à fournir sur les évaluations de la juste valeur des actifs non financiers. Les exigences relatives à l'évaluation et aux informations à fournir d'IFRS 13 s'appliquent lorsqu'une autre IFRS impose ou permet que l'élément soit évalué à la juste valeur, sauf quelques exceptions limitées. En ce qui nous concerne, IFRS 13 entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2013.

IAS 1, *Présentation des états financiers* (IAS 1)

En juin 2011, l'IASB a publié des modifications à IAS 1 portant sur la présentation des autres éléments du résultat global. En ce qui nous concerne, les modifications entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2012.

IAS 19, *Avantages du personnel* (IAS 19)

En juin 2011, l'IASB a publié des modifications à IAS 19 touchant la comptabilisation et l'évaluation de la charge au titre des régimes à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail, ce qui comprend l'élimination du report et de l'amortissement des écarts actuariels nets, ainsi qu'aux informations à fournir sur tous les avantages du personnel. En ce qui nous concerne, les modifications entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2013.

IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* (IAS 32)

En décembre 2011, l'IASB a publié des modifications à IAS 32, lesquelles clarifient les exigences actuelles pour la compensation des actifs financiers et des passifs financiers. En ce qui nous concerne, les modifications entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2014.

Note 3 Première application des IFRS

Transition aux IFRS

Le Conseil des normes comptables canadiennes a remplacé les PCGR du Canada par les IFRS pour toutes les entreprises ayant une obligation d'information du public pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Nous avons adopté les IFRS avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2011 et la date de transition est le 1^{er} novembre 2010.

Nos méthodes comptables ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés au 31 juillet 2012 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, et l'information comparative pour les périodes closes le 31 juillet 2011. Dans le cadre de notre transition des PCGR du Canada aux IFRS, nous avons suivi les dispositions d'IFRS 1. Les incidences de la transition aux IFRS ont été comptabilisées directement dans les bénéfices non distribués, ou dans une autre catégorie de capitaux propres, le cas échéant, tel qu'il est expliqué dans cette note. Les renvois entre parenthèses (renvoi X) concernent la colonne correspondante du tableau ci-dessous illustrant le rapprochement de nos bilans consolidés et de nos comptes consolidés de résultat selon les PCGR du Canada et les IFRS. La note 3 de notre rapport aux actionnaires du deuxième trimestre présente d'autres rapprochements pour nos bilans et nos capitaux propres consolidés au 31 octobre 2011, au 30 avril 2011, au 31 janvier 2011 et au 1^{er} novembre 2010 et pour nos comptes consolidés de résultat, nos états consolidés du résultat global et nos tableaux consolidés des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2011 et le trimestre clos le 31 janvier 2011.

Principales exemptions en vertu d'IFRS 1

IFRS 1 fournit des directives pour les nouveaux adoptants des IFRS sur la façon de comptabiliser les éléments lors de la transition aux IFRS. Conformément à IFRS 1, une entité doit, en règle générale, appliquer les IFRS de façon rétrospective au moment de la transition. Elle permet également des exemptions et prévoit certaines exceptions à l'application rétrospective. Les décisions relatives aux exemptions que nous avons prises au moment de la première application sont expliquées ci-dessous. D'autres exemptions possibles en vertu d'IFRS 1, qui ne sont pas expliquées dans les présentes, ne sont ni significatives ni pertinentes pour notre entreprise.

Exceptions obligatoires

Décomptabilisation

Les dispositions de décomptabilisation d'IAS 39 ont été appliquées de façon prospective aux transactions conclues à compter du 1^{er} janvier 2004.

Comptabilité de couverture

La comptabilité de couverture a été appliquée à compter de la date de transition uniquement aux relations de couverture qui répondaient aux critères de la comptabilité de couverture d'IAS 39 à cette date.

Estimations

Les estimations faites selon les IFRS à la date de transition correspondent aux estimations faites précédemment en vertu des PCGR du Canada.

Exemptions facultatives

Désignation d'instruments financiers comptabilisés antérieurement (renvoi 1)

Lors de l'adoption des IFRS, une entité doit appliquer de façon rétrospective IAS 39 et classer ses instruments financiers à la date à laquelle l'instrument financier a été acquis à l'origine. Autrement, une entité peut désigner, à la date de transition, un actif financier ou un passif financier précédemment inscrit en tant qu'actif financier ou que passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net ou en tant qu'actif financier disponible à la vente. Les écarts entre la juste valeur et la valeur comptable sont comptabilisés dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués. À la transition, nous avons effectué ce choix et avons désigné les actifs financiers et les passifs financiers suivants.

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur à la date de transition	Classement dans les états financiers antérieurs	Valeur comptable présentée dans les états financiers antérieurs
Actifs financiers désignés comme disponibles à la vente	7 297 \$	Détenus à des fins de transaction	7 297 \$
Actifs financiers désignés comme disponibles à la vente	3 232	Détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur	3 232
Actifs financiers désignés comme disponibles à la vente	564	Prêts et créances	629
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	128	Passifs détenus à des fins autres que de transaction	138

Avantages du personnel (renvoi 2)

IFRS 1 permet de comptabiliser les profits et les pertes actuariels cumulés sur les régimes d'avantages du personnel, qui étaient différés en vertu des PCGR du Canada, dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués à la date de transition. Nous avons effectué ce choix pour tous nos régimes de retraite à prestations définies à l'intention des employés et autres régimes d'avantages complémentaires de retraite à la date de transition, ce qui a entraîné une diminution de 1,36 milliard de dollars du solde d'ouverture de nos bénéfices non distribués. Nos profits et nos pertes actuariels cumulés correspondent à la somme de notre perte actuarielle nette, de (l'actif) l'obligation transitoire et du coût au titre des services passés non comptabilisés.

Écarts de change cumulés (renvoi 3)

IFRS 1 permet de ramener à zéro les profits et les pertes de change cumulés inscrits dans les capitaux propres pour les filiales étrangères à la date de transition. Nous avons choisi de ramener à zéro la totalité des profits et des pertes de change cumulés provenant de la conversion de nos établissements à l'étranger à la date de transition, ce qui a entraîné une diminution de 1,66 milliard de dollars du solde d'ouverture de nos bénéfices non distribués.

Regroupements d'entreprises

IFRS 1 permet d'appliquer IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), à compter de la date de transition ou d'une date antérieure. L'application d'IFRS 3 à compter d'une date antérieure à la date de transition nécessiterait le retraitement de tous les regroupements d'entreprises qui ont eu lieu entre cette date et la date de transition. Nous avons choisi d'appliquer IFRS 3 de façon prospective à compter de la date de transition. Par conséquent, les regroupements d'entreprises conclus avant la date de transition n'ont pas été retraités. Ce choix n'a eu aucune incidence sur le solde d'ouverture de nos bénéfices non distribués.

Contrats d'assurance

IFRS 1 permet d'appliquer les dispositions transitoires d'IFRS 4, *Contrats d'assurance* (IFRS 4), lesquelles restreignent les changements de méthodes comptables pour les contrats d'assurance, y compris les changements effectués par un nouvel adoptant des IFRS. Nous avons choisi d'appliquer les dispositions transitoires d'IFRS 4, ce qui nous permet de suivre nos méthodes comptables conformes aux PCGR du Canada antérieurs relativement à nos activités liées à l'assurance. Ce choix n'a eu aucune incidence sur le solde d'ouverture de nos bénéfices non distribués.

Note 3 Première application des IFRS (suite)**Incidence de la transition aux IFRS**

Le tableau ci-dessous présente un résumé des différences significatives qui nous concernent.

Poste	PCGR du Canada	IFRS	Incidence à la transition
Renvoi 4	Goodwill IAS 36, <i>Dépréciation d'actifs</i> (IAS 36)		
	<p>Le goodwill est attribué aux unités d'exploitation qui sont censées bénéficier des synergies découlant du regroupement d'entreprises qui a entraîné ledit écart. Une unité d'exploitation correspond soit à un secteur d'exploitation, soit au niveau immédiatement inférieur. Nous avons huit unités d'exploitation en vertu des PCGR du Canada.</p> <p>Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est d'abord évalué en comparant la valeur comptable d'une unité d'exploitation à sa juste valeur. Si la valeur comptable de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, le montant de la juste valeur implicite du goodwill de l'unité d'exploitation est obtenu en déterminant la juste valeur de l'actif et du passif de l'unité d'exploitation et en attribuant la juste valeur résiduelle au goodwill. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable du goodwill d'une unité d'exploitation est supérieure à sa juste valeur attribuée. Aucune reprise de perte de valeur n'est possible.</p>	<p>Le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie qui sont censées bénéficier des synergies découlant du regroupement d'entreprises qui a entraîné ledit goodwill. Nous avons dix unités génératrices de trésorerie en vertu des IFRS.</p> <p>Le goodwill est considéré comme ayant subi une perte de valeur si la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie est plus élevée que sa valeur recouvrable. Une perte de valeur ne peut être reprise. Un test de dépréciation doit être effectué à la date de transition aux IFRS.</p>	<p>L'attribution de notre goodwill en vertu des PCGR du Canada, qui était présentée à la note 10 de nos états financiers consolidés annuels de 2011, a été modifiée en fonction des nouvelles unités génératrices de trésorerie que nous avons identifiées. Notre unité d'exploitation Services bancaires internationaux est présentée dans deux unités génératrices de trésorerie, soit les Services bancaires aux États-Unis et les Services bancaires dans les Antilles. Notre unité d'exploitation Gestion mondiale d'actifs est également présentée dans deux unités génératrices de trésorerie, soit la Gestion de patrimoine – Canada et la Gestion mondiale d'actifs.</p> <p>Nous avons effectué un test de dépréciation à la date de transition en fonction des unités génératrices de trésorerie identifiées. Selon les résultats de ce test, la valeur comptable de notre unité génératrice de trésorerie Services bancaires aux États-Unis était plus élevée que sa valeur recouvrable, déterminée selon le modèle de l'actualisation des flux de trésorerie et de la valeur d'utilité. Les principales données utilisées pour l'application du modèle comprenaient un taux d'actualisation de 10,5 % et un taux de croissance final de 3,5 %. Par conséquent, le goodwill de notre unité génératrice de trésorerie Services bancaires aux États-Unis a été réduit à zéro, ce qui s'est traduit par une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non distribués de 1,26 milliard de dollars et par une diminution de notre perte à la vente de nos services de détail régionaux aux États-Unis selon les IFRS, lesquelles ont été enregistrées au troisième trimestre de 2011. Se reporter à la note 8.</p>
Renvoi 5	Titrisation (décomptabilisation) IAS 39		
	<p>La décomptabilisation des actifs financiers se base principalement sur la forme juridique de la transaction et sur une analyse visant à déterminer si le vendeur conserve le contrôle des actifs et si ceux-ci sont isolés juridiquement du vendeur et de ses créanciers, même en cas de faillite.</p>	<p>La décomptabilisation se base sur le transfert des risques et des avantages; le contrôle est uniquement pris en considération lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages n'ont pas été transférés ou conservés.</p>	<p>La plupart des actifs transférés dans le cadre de nos transactions de titrisation ne sont pas admissibles à la décomptabilisation. Par conséquent, les actifs et les passifs connexes sont comptabilisés dans nos bilans consolidés. Les profits comptabilisés antérieurement en vertu des PCGR du Canada ont été comptabilisés à titre d'ajustement transitoire, ce qui a entraîné une réduction du solde d'ouverture des bénéfices non distribués de 415 millions de dollars.</p> <p>Bien que cette modification de méthode ait une incidence importante sur nos bilans d'ouverture en vertu des IFRS et entraîne une réduction du solde d'ouverture des bénéfices non distribués, nous comptabiliserons le bénéfice net tiré des actifs sur leur durée de vie restante.</p>

Poste	PCGR du Canada	IFRS	Incidence à la transition
Renvoi 6	Consolidation des entités ad hoc IAS 27, SIC-12		
	La consolidation se base sur un modèle de participation financière majoritaire. Dans le cas des entités à détenteurs de droits variables (EDDV), la consolidation repose sur une analyse des risques et des avantages économiques, et elle est effectuée par la partie qui absorbe la majorité des pertes prévues de l'entité ou qui a le droit de recevoir la majorité des rendements résiduels prévus.	Les entités ad hoc créées dans un but précis et bien défini sont consolidées selon un modèle de contrôle dont la portée est plus large que celle des notions prévues par les PCGR du Canada. Le contrôle englobe à la fois la capacité à prendre des décisions et les conséquences économiques qui en résultent (c.-à-d. les avantages et les risques). La notion d'EDDV n'existe pas en vertu des IFRS.	Certaines entités que nous ne consolidons pas antérieurement sont consolidées, tandis que d'autres entités qui étaient consolidées ont été déconsolidées. Les actifs et les passifs connexes ont été ajustés dans nos bilans consolidés, et les profits (pertes) comptabilisés ou non comptabilisés antérieurement ont été inscrits comme un ajustement transitoire, ce qui a entraîné une réduction du solde d'ouverture des bénéfices non distribués de 226 millions de dollars.
Renvoi 7	Contrats d'assurance IFRS 4		
	Les états financiers d'une société d'assurance excluent l'actif, le passif, les produits et les charges des fonds distincts, mais ils incluent les honoraires et le coût lié à toutes les garanties ou aux autres avantages dont bénéficie le titulaire du contrat qui reviennent à l'assureur dans le cadre de l'administration de ces fonds. Les sociétés qui offrent des assurances vie et maladie doivent porter les primes de réassurance, les sinistres réglés aux termes des polices de réassurance et les sommes à recouvrer au titre de ces mêmes polices en déduction des rentrées de primes, des sinistres réglés et des provisions techniques.	Les placements détenus dans des fonds distincts sont comptabilisés comme des actifs de la société d'assurance, puisqu'ils en sont la propriété juridique et qu'ils sont conservés dans un fonds distinct. La société d'assurance a également l'obligation envers les titulaires de polices de vendre les actifs sous-jacents et de rembourser les titulaires de polices lorsqu'ils rachètent leurs fonds distincts. Les assureurs ne doivent pas effectuer de compensation entre les actifs de réassurance et les passifs d'assurance connexes et, dans un même ordre d'idées, ils ne doivent pas effectuer de compensation entre les produits/charges liés aux contrats de réassurance et les charges/produits liés aux contrats d'assurance connexes.	Les placements détenus dans des fonds distincts, qui n'étaient pas comptabilisés en vertu des PCGR du Canada, sont comptabilisés dans nos bilans consolidés, et un passif correspondant relatif aux titulaires de polices est également comptabilisé. Les montants à recouvrer au titre des polices de réassurance et les obligations connexes liées aux indemnités, qui étaient compensés en vertu des PCGR du Canada, sont présentés séparément à titre d'actifs et de passifs, respectivement, dans les bilans consolidés. Ces modifications de méthodes comptables ont une incidence sur la présentation de l'actif et du passif dans les bilans consolidés, mais elles n'ont aucune incidence sur le solde d'ouverture des bénéfices non distribués.
Renvoi 8	Activités abandonnées IFRS 5, <i>Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées</i>		
	Les résultats liés aux activités abandonnées sont présentés comme une composante distincte du bénéfice ou de la perte pour la période considérée et les périodes précédentes. L'actif et le passif d'un groupe destiné à être cédé qui sont classés comme détenus en vue de la vente ou qui ont été vendus sont présentés séparément aux rubriques Actif et Passif, respectivement, des bilans de la période considérée et de toutes les périodes comparatives.	Le retraitement des bilans des périodes précédentes découlant des activités abandonnées n'est pas permis. Les ajustements liés aux activités abandonnées figurant au bilan sont présentés sur une base prospective à partir de la date de classement à titre d'activités abandonnées. Les résultats liés aux activités abandonnées sont présentés comme une composante distincte du bénéfice ou de la perte pour la période considérée et pour toutes les périodes comparatives.	Aux fins du rapprochement de nos bilans consolidés en vertu des IFRS et de nos bilans en vertu des PCGR du Canada au 31 janvier 2011 et au 1 ^{er} novembre 2010, nous avons procédé à la contrepassation de l'incidence des activités abandonnées liées à la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis annoncée au troisième trimestre de 2011, relativement à laquelle les résultats des périodes précédentes ont été ajustés conformément aux PCGR du Canada au moment de l'annonce. En vertu des IFRS, le classement de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis et autres actifs dans les activités abandonnées est pris en considération dans nos bilans consolidés avec prise d'effet à compter du trimestre se clôturant le 31 juillet 2011. La vente de Liberty Life Insurance Company, annoncée en octobre 2010, continue d'être présentée à titre d'activité abandonnée dans nos bilans consolidés à partir de la date de transition, selon les IFRS.

Note 3 Première application des IFRS (suite)

Poste	PCGR du Canada	IFRS	Incidence à la transition
Renvoi 9	Couvertures et autres IAS 39		
	Dans une relation de couverture admissible, la totalité ou une partie d'un actif ou d'un passif comptabilisé peut être désignée comme l'élément couvert. Une partie de l'élément couvert se définit a) soit comme un pourcentage du total de l'actif ou du passif comptabilisé; b) soit comme la totalité ou un pourcentage d'un ou de plusieurs flux de trésorerie définis; c) soit comme un dérivé incorporé qui n'est pas constaté isolément.	Une partie des flux de trésorerie d'un actif ou d'un passif financier peut être désignée comme élément couvert seulement si les flux de trésorerie définis sont inférieurs au total des flux de trésorerie de l'actif ou du passif. Dans le cas des passifs pour lesquels le taux d'intérêt réel est inférieur au taux d'intérêt de référence, il n'est pas permis de désigner comme élément couvert les flux de trésorerie établis en fonction du taux de référence parce que ces flux de trésorerie seraient supérieurs au total des flux de trésorerie du passif.	La comptabilité de couverture a été appliquée seulement aux relations de couverture satisfaisant aux critères de comptabilité de couverture en vertu d'IAS 39 à la date de transition. Certaines couvertures de flux de trésorerie qui sont admissibles à la comptabilité de couverture en vertu des PCGR du Canada n'y sont pas admissibles en vertu des IFRS parce que les éléments couverts sont des tranches des passifs au titre des dépôts dont les flux de trésorerie sont inférieurs au taux d'intérêt de référence. Les montants cumulés dans les capitaux propres relativement à ces couvertures ont été réduits à zéro, leur incidence étant comptabilisée comme une réduction d'environ 350 millions de dollars du solde d'ouverture de nos bénéfices non distribués. Bien que cette modification de convention ait une incidence considérable sur notre bilan d'ouverture en IFRS et qu'elle fasse diminuer le solde d'ouverture de nos bénéfices non distribués, l'amortissement des pertes, auparavant reporté dans les autres éléments du résultat global, ne sera plus constaté dans le bénéfice net pour les périodes futures.

Autres différences de présentation*Participations ne donnant pas le contrôle*

Selon les PCGR du Canada, le bénéfice net lié aux activités poursuivies était présenté dans le compte consolidé de résultat déduction faite de la quote-part du bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales. Selon les IFRS, le bénéfice net lié aux activités poursuivies reflète le bénéfice attribuable tant aux actionnaires qu'aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net en vertu des IFRS est réparti entre les actionnaires et les participations ne donnant pas le contrôle, après que l'incidence de toutes les activités poursuivies et de toutes les activités abandonnées a été présentée.

Rapprochement des PCGR du Canada et des IFRS

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS pour notre bilan et nos capitaux propres consolidés au 31 juillet 2011 et pour nos comptes consolidés de résultat, nos états consolidés du résultat global et nos tableaux consolidés des flux de trésorerie pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2011.

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Bilan et capitaux propres consolidés au 31 juillet 2011

	Choix aux termes d'IFRS 1			Autres différences au titre des conventions comptables							IFRS
	PCGR du Canada	Classement des instruments financiers (renvoi 1)	Avantages du personnel (renvoi 2)	Écarts de change cumulés (renvoi 3)	Goodwill (renvoi 4)	Titrisation (décomptabilisation) (renvoi 5)	Entités ad hoc (renvoi 6)	Contrats d'assurance (renvoi 7)	Couverture et autres (renvoi 9) (1)	Incidence totale	
(en millions de dollars canadiens)											
Actif											
Trésorerie et montants à recevoir de banques	12 510 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(51) \$	– \$	(790) \$	(841) \$	11 669 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 548	–	–	–	–	–	–	–	(4 843)	(4 843)	6 705
Valeurs mobilières											
Titres détenus à des fins de transaction	161 877	(4 036)	–	–	–	(11 482)	664	–	–	(14 854)	147 023
Titres disponibles à la vente	31 183	4 010	–	–	–	763	623	–	168	5 564	36 747
	193 060	(26)	–	–	–	(10 719)	1 287	–	168	(9 290)	183 770
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés											
	76 900	–	–	–	–	–	–	–	–	–	76 900
Prêts											
Prêts de détail	225 564	–	–	–	–	50 273	1 803	–	(133)	51 943	277 507
Prêts de gros	65 655	(29)	–	–	–	–	(1 019)	–	(3 811)	(4 859)	60 796
	291 219	(29)	–	–	–	50 273	784	–	(3 944)	47 084	338 303
Provision pour pertes sur prêts	(1 973)	42	–	–	–	–	–	–	(53)	(11)	(1 984)
	289 246	13	–	–	–	50 273	784	–	(3 997)	47 073	336 319
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts											
	–	–	–	–	–	–	–	312	–	312	312
Autres											
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 333	–	–	–	–	–	–	–	–	–	7 333
Dérivés	85 228	–	–	–	–	(8)	(37)	–	–	(45)	85 183
Locaux et matériel, montant net	2 340	–	–	–	–	–	–	–	1	1	2 341
Goodwill	7 636	–	–	–	21	–	–	–	(115)	(94)	7 542
Autres immobilisations incorporelles	1 963	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 963
Actifs liés aux activités abandonnées	26 103	9	(16)	–	–	–	–	–	(2)	(9)	26 094
Participations dans des entreprises associées	222	–	–	–	–	–	–	–	(82)	(82)	140
Coût des prestations de retraite payé d'avance	1 770	–	(1 472)	–	–	–	–	–	–	(1 472)	298
Autres actifs	14 711	–	423	–	–	32	31	648	9 727	10 861	25 572
Total de l'actif	730 570 \$	(4) \$	(1 065) \$	– \$	21 \$	39 578 \$	2 014 \$	960 \$	67 \$	41 571 \$	772 141 \$
Passif											
Dépôts											
Particuliers	160 665 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	160 665 \$
Entreprises et gouvernements	253 063	–	–	–	–	45 310	1 040	–	(5 547)	40 803	293 866
Banques	24 047	–	–	–	–	–	–	–	(4 811)	(4 811)	19 236
	437 775	–	–	–	–	45 310	1 040	–	(10 358)	35 992	473 767
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts											
	–	–	–	–	–	–	–	312	–	312	312
Autres											
Acceptations	7 333	–	–	–	–	–	–	–	–	–	7 333
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 566	–	–	–	–	–	–	–	–	–	50 566
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	42 401	–	–	–	–	(5 281)	–	–	–	(5 281)	37 120
Dérivés	88 117	–	–	–	–	(619)	–	–	–	(619)	87 498
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 727	–	–	–	–	–	–	644	–	644	7 371
Passifs liés aux activités abandonnées	19 301	11	2	–	–	–	–	–	–	13	19 314
Charge à payer au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi constitués	1 496	–	107	–	–	–	–	–	–	107	1 603
Autres passifs	27 106	(12)	(14)	–	–	581	(511)	4	10 607	10 655	37 761
	243 047	(1)	95	–	–	(5 319)	(511)	648	10 607	5 519	248 566
Déventures subordonnées	7 617	–	–	–	–	–	997	–	–	997	8 614
Titres de fiducie de capital	–	–	–	–	–	–	900	–	–	900	900
Total du passif	688 439 \$	(1) \$	95 \$	– \$	– \$	39 991 \$	2 426 \$	960 \$	249 \$	43 720 \$	732 159 \$
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	1 920	–	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Capitaux propres attribuables aux actionnaires											
Actions privilégiées	4 813	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4 813
Actions ordinaires	13 948	–	–	–	–	–	–	–	(7)	(7)	13 941
Actions propres – privilégiées	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
– ordinaires	(62)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(62)
Bénéfices non distribués	23 748	(6)	(1 165)	(1 638)	21	(397)	(211)	–	(683)	(4 079)	19 669
Autres composantes des capitaux propres	(2 237)	3	5	1 638	–	(16)	(30)	–	508	2 108	(129)
	40 211	(3)	(1 160)	–	21	(413)	(241)	–	(182)	(1 978)	38 233
Participations ne donnant pas le contrôle	s.o.	–	–	–	–	–	(171)	–	–	(171)	1 749
Total des capitaux propres	s.o.	(3)	(1 160)	–	21	(413)	(412)	–	(182)	(2 149)	39 982
Total du passif et des capitaux propres	730 570 \$	(4) \$	(1 065) \$	– \$	21 \$	39 578 \$	2 014 \$	960 \$	67 \$	41 571 \$	772 141 \$

(1) Comme il est mentionné aux notes 10 et 12, au cours du trimestre clos le 30 avril 2012, nous avons reclassé rétrospectivement les garanties en espèces versées des postes Dépôts productifs d'intérêts à des banques et Prêts – prêts de gros au poste Autres actifs, et les garanties en espèces reçues du poste Dépôts au poste Autres passifs. Aux fins de ce rapprochement, tous les changements rétrospectifs sont présentés dans la colonne Couverture et autres.

s.o. En vertu des IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle sont présentées comme une composante du total des capitaux propres.

Note 3 Première application des IFRS (suite)**Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Compte consolidé de résultat pour le trimestre clos le 31 juillet 2011**

	Choix aux termes d'IFRS 1			Autres différences au titre des conventions comptables					Incidence totale	IFRS
	PCGR du Canada	Classement des instruments financiers (renvoi 1)	Avantages du personnel (renvoi 2)	Écarts de change cumulés (renvoi 3)	Goodwill (renvoi 4)	Titrisation (décomptabilisation) (renvoi 5)	Entités ad hoc (renvoi 6)	Couverture et autres (renvoi 9)		
(en millions de dollars canadiens)										
Revenu d'intérêt										
Prêts	3 216 \$	3 \$	– \$	– \$	– \$	457 \$	87 \$	16 \$	563 \$	3 779 \$
Valeurs mobilières	1 345	(1)	–	–	–	(86)	(1)	2	(86)	1 259
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	192	–	–	–	–	–	–	–	–	192
Dépôts à des banques	20	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	19
	4 773	2	–	–	–	371	86	17	476	5 249
Frais d'intérêt										
Dépôts	1 257	–	–	–	–	326	6	(52)	280	1 537
Autres passifs	724	–	–	–	–	(10)	13	(1)	2	726
Débitures subordonnées	85	–	–	–	–	–	12	–	12	97
	2 066	–	–	–	–	316	31	(53)	294	2 360
Revenu net d'intérêt	2 707	2	–	–	–	55	55	70	182	2 889
Revenus autres que d'intérêt										
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 351	–	(1)	–	–	–	–	(1)	(2)	1 349
Revenus tirés des activités de négociation	(135)	2	–	–	–	44	(44)	1	3	(132)
Commissions de gestion de placements et de services de garde	508	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	507
Revenus tirés des fonds communs de placement	518	–	–	–	–	–	–	1	1	519
Commissions de courtage en valeurs mobilières	305	–	–	–	–	1	–	1	2	307
Frais bancaires	330	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	329
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	363	–	–	–	–	–	(3)	1	(2)	361
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	160	–	–	–	–	–	1	–	1	161
Revenus sur cartes	173	–	–	–	–	–	67	(15)	52	225
Commissions de crédit	197	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	196
Revenus tirés de la titrisation	205	–	–	–	–	(103)	(103)	–	(206)	(1)
Profit net sur les titres disponibles à la vente	45	–	–	–	–	19	–	–	19	64
Quote-part des bénéfices des entreprises associées	–	–	–	–	–	–	–	3	3	3
Autres	60	(1)	–	–	–	71	(2)	(8)	60	120
Revenus autres que d'intérêt	4 080	1	(1)	–	–	32	(84)	(20)	(72)	4 008
Total des revenus	6 787	3	(1)	–	–	87	(29)	50	110	6 897
Dotation à la provision pour pertes sur créances	275	4	–	–	–	–	22	19	45	320
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 082	–	(1)	–	–	–	–	–	(1)	1 081
Frais autres que d'intérêt										
Ressources humaines	2 112	–	(85)	–	–	–	–	2	(83)	2 029
Matériel	249	–	–	–	–	–	–	–	–	249
Frais d'occupation	263	–	–	–	–	–	–	(2)	(2)	261
Communications	195	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	194
Honoraires	162	–	–	–	–	1	(3)	(1)	(3)	159
Impartition de services de traitement	63	–	–	–	–	–	–	–	–	63
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	123	–	–	–	–	–	–	–	–	123
Autres	330	(1)	–	–	–	(1)	3	8	9	339
	3 497	(1)	(85)	–	–	–	–	6	(80)	3 417
Bénéfice avant impôt	1 933	–	85	–	–	87	(51)	25	146	2 079
Impôt sur le résultat	347	–	24	–	–	19	(13)	19	49	396
Bénéfice net avant participations ne donnant pas le contrôle	1 586									s.o.
Participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales	22									s.o.
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 564	–	61	–	–	68	(38)	6	97	1 683
Perte nette liée aux activités abandonnées	(1 656)	13	–	–	1 254	–	–	–	1 267	(389)
(Perte nette) bénéfice net	(92)\$	13 \$	61 \$	– \$	1 254 \$	68 \$	(38)\$	6 \$	1 364 \$	1 294 \$
Bénéfice net attribuable aux :										
Actionnaires										1 269 \$
Participations ne donnant pas le contrôle										25
Bénéfice net										1 294 \$

s.o. En vertu des IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales sont comprises dans le calcul du bénéfice net.

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Compte consolidé de résultat pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011

	Choix aux termes d'IFRS 1				Autres différences au titre des conventions comptables					IFRS
	PCGR du Canada	Classement des instruments financiers (renvoi 1)	Avantages du personnel (renvoi 2)	Écarts de change cumulés (renvoi 3)	Goodwill (renvoi 4)	Titrisation (décomptabilisation) (renvoi 5)	Entités ad hoc (renvoi 6)	Couverture et autres (renvoi 9)	Incidence totale	
(en millions de dollars canadiens)										
Revenu d'intérêt										
Prêts	9 681 \$	4 \$	– \$	– \$	– \$	1 374 \$	247 \$	56 \$	1 681 \$	11 362 \$
Valeurs mobilières	3 907	(5)	–	–	–	(275)	(9)	8	(281)	3 626
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	536	–	–	–	–	–	–	–	–	536
Dépôts à des banques	73	–	–	–	–	–	–	–	–	73
	14 197	(1)	–	–	–	1 099	238	64	1 400	15 597
Frais d'intérêt										
Dépôts	3 979	–	–	–	–	987	17	(176)	828	4 807
Autres passifs	2 093	–	–	–	–	(43)	39	(1)	(5)	2 088
Débitures subordonnées	267	–	–	–	–	–	36	(1)	35	302
	6 339	–	–	–	–	944	92	(178)	858	7 197
Revenu net d'intérêt	7 858	(1)	–	–	–	155	146	242	542	8 400
Revenus autres que d'intérêt										
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	3 263	–	(1)	–	–	–	–	(2)	(3)	3 260
Revenus tirés des activités de négociation	894	9	–	–	–	(42)	12	1	(20)	874
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 502	–	–	–	–	1	(1)	–	–	1 502
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 470	–	–	–	–	–	–	–	–	1 470
Commissions de courtage en valeurs mobilières	997	–	–	–	–	2	–	1	3	1 000
Frais bancaires	982	–	–	–	–	–	–	(2)	(2)	980
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	1 210	–	–	–	–	–	(3)	1	(2)	1 208
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	500	–	–	–	–	–	–	3	3	503
Revenus sur cartes	494	–	–	–	–	–	177	(10)	167	661
Commissions de crédit	533	–	–	–	–	–	–	1	1	534
Revenus tirés de la titrisation	529	–	–	–	–	(267)	(262)	1	(528)	1
Profit net sur les titres disponibles à la vente	122	9	–	–	–	(6)	(1)	(18)	(16)	106
Quote-part des bénéfices des entreprises associées	–	–	–	–	–	–	–	5	5	5
Autres	278	1	–	5	–	179	10	(31)	164	442
Revenus autres que d'intérêt	12 774	19	(1)	5	–	(133)	(68)	(50)	(228)	12 546
Total des revenus	20 632	18	(1)	5	–	22	78	192	314	20 946
Dotation à la provision pour pertes sur créances	740	1	–	–	–	–	62	54	117	857
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 492	–	(1)	–	–	–	–	–	(1)	2 491
Frais autres que d'intérêt										
Ressources humaines	6 853	–	(250)	–	–	–	–	26	(224)	6 629
Matériel	747	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	746
Frais d'occupation	760	–	–	–	–	–	–	(2)	(2)	758
Communications	543	–	–	–	–	–	–	–	–	543
Honoraires	476	–	–	–	–	4	(6)	5	3	479
Impartition de services de traitement	204	–	–	–	–	–	–	(2)	(2)	202
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	354	–	–	–	–	–	–	1	1	355
Autres	912	(3)	–	–	–	(3)	3	16	13	925
	10 849	(3)	(250)	–	–	1	(3)	43	(212)	10 637
Bénéfice avant impôt	6 551	20	250	5	–	21	19	95	410	6 961
Impôt sur le résultat	1 454	(5)	67	3	–	5	6	70	146	1 600
Bénéfice net avant participations ne donnant pas le contrôle	5 097									s.o.
Participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales	78									s.o.
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	5 019	25	183	2	–	16	13	25	264	5 361
Perte nette liée aux activités abandonnées	(1 766)	25	–	–	1 254	–	–	(1)	1 278	(488)
Bénéfice net	3 253 \$	50 \$	183 \$	2 \$	1 254 \$	16 \$	13 \$	24 \$	1 542 \$	4 873 \$
Bénéfice net attribuable aux :										
Actionnaires										4 797 \$
Participations ne donnant pas le contrôle										76
Bénéfice net										4 873 \$

s.o. En vertu des IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net des filiales sont comprises dans le calcul du bénéfice net.

Ajustements importants aux tableaux des flux de trésorerie

Lors de la transition aux IFRS, les postes suivants ont été reclassés des activités d'investissement aux activités opérationnelles dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie : Variation des prêts, déduction faite de la titrisation, Produit de la titrisation et Variation des biens achetés en vertu de conventions de vente et des titres empruntés. De plus, les postes suivants ont été reclassés des activités de financement aux activités opérationnelles : Variation des dépôts, Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés et Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert. L'incidence de ces reclassements sur nos flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles, d'investissement et de financement est présentée dans le tableau ci-dessous.

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Tableau consolidé des flux de trésorerie pour le trimestre clos le 31 juillet 2011

(en millions de dollars canadiens)	PCGR du Canada	Ajustements de reclassement	Autres incidences de la transition	IFRS
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	10 567 \$	(6 764)\$	(242)\$	3 561 \$
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(5 636)	8 238	97	2 699
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement	(39)	(1 474)	–	(1 513)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(2)	–	(11)	(13)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	4 890	–	(156)	4 734
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début ⁽¹⁾	8 949	–	(685)	8 264
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	13 839 \$	– \$	(841)\$	12 998 \$

Rapprochement entre les PCGR du Canada et les IFRS – Tableau consolidé des flux de trésorerie pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011

(en millions de dollars canadiens)	PCGR du Canada	Ajustements de reclassement	Autres incidences de la transition	IFRS
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités opérationnelles	(5 143)\$	5 806 \$	2 704 \$	3 367 \$
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(15 317)	21 864	(2 770)	3 777
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	25 164	(27 670)	23	(2 483)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(195)	–	(6)	(201)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	4 509	–	(49)	4 460
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début ⁽¹⁾	9 330	–	(792)	8 538
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	13 839 \$	– \$	(841)\$	12 998 \$

(1) La trésorerie et les équivalents de trésorerie se rapportent au total de notre trésorerie et aux montants à recevoir de banques liés aux activités poursuivies, tels qu'ils sont présentés dans nos bilans consolidés, ainsi qu'à la trésorerie et aux montants à recevoir de banques liés aux activités abandonnées.

Note 4 Juste valeur des instruments financiers**Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier.

	Au 31 juillet 2012							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		
	Instruments financiers devant être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net en raison de leur nature	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'option de la juste valeur	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction	106 857 \$	10 193 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	117 050 \$	117 050 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	40 833	–	–	507	41 340	41 340
Total des valeurs mobilières	106 857	10 193	40 833	–	–	507	158 390	158 390
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	81 861	–	25 980	25 980	–	107 841	107 841
Prêts								
Prêts de détail	–	–	–	296 461	293 332	–	296 461	293 332
Prêts de gros	49	1 169	–	75 537	74 312	–	76 755	75 530
Total des prêts	49	1 169	–	371 998	367 644	–	373 216	368 862
Autres								
Dérivés	103 257	–	–	–	–	–	103 257	103 257
Autres actifs	–	599	–	38 102	38 102	–	38 701	38 701
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	– \$	6 331 \$	– \$	170 367 \$	170 721 \$	– \$	176 698 \$	177 052 \$
Entreprises et gouvernements (1)	–	50 561	–	257 700	257 907	–	308 261	308 468
Banques (2)	–	4 278	–	13 567	13 567	–	17 845	17 845
Total des dépôts	–	61 170	–	441 634	442 195	–	502 804	503 365
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	43 562	–	–	–	–	–	43 562	43 562
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	50 209	–	5 699	5 699	–	55 908	55 908
Dérivés (3)	108 819	–	–	–	–	–	108 819	108 819
Autres passifs	126	25	–	46 847	46 847	–	46 998	46 998
Débitures subordonnées	–	123	–	7 523	7 422	–	7 646	7 545
Titres de fiducie de capital	–	–	–	900	946	–	900	946

	Au 30 avril 2012							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur		Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers devant être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net en raison de leur nature	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'option de la juste valeur	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction			
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction	114 991 \$	10 055 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	125 046 \$	125 046 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	38 870	–	–	526	39 396	39 396
Total des valeurs mobilières	114 991	10 055	38 870	–	–	526	164 442	164 442
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	89 462	–	19 138	19 138	–	108 600	108 600
Prêts								
Prêts de détail	–	–	–	290 584	287 993	–	290 584	287 993
Prêts de gros	16	1 289	–	70 830	69 640	–	72 135	70 945
Total des prêts	16	1 289	–	361 414	357 633	–	362 719	358 938
Autres								
Dérivés	87 863	–	–	–	–	–	87 863	87 863
Autres actifs	–	568	–	34 930	34 930	–	35 498	35 498
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	– \$	5 458 \$	– \$	167 893 \$	168 213 \$	– \$	173 351 \$	173 671 \$
Entreprises et gouvernements (1)	–	49 323	–	253 624	253 350	–	302 947	302 673
Banques (2)	–	3 718	–	15 859	15 859	–	19 577	19 577
Total des dépôts	–	58 499	–	437 376	437 422	–	495 875	495 921
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 150	–	–	–	–	–	50 150	50 150
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	47 632	–	7 537	7 537	–	55 169	55 169
Dérivés (3)	92 104	–	–	–	–	–	92 104	92 104
Autres passifs	78	13	–	43 011	43 012	–	43 102	43 103
Débiteures subordonnées	–	113	–	7 440	7 320	–	7 553	7 433
Titres de fiducie de capital	–	–	–	895	945	–	895	945

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2011								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers devant être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net en raison de leur nature	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'option de la juste valeur	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti			
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	117 986 \$	10 142 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	128 128 \$	128 128 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	38 433	–	–	461	38 894	38 894	
Total des valeurs mobilières	117 986	10 142	38 433	–	–	461	167 022	167 022	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	74 860	–	10 087	10 087	–	84 947	84 947	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	283 586	282 277	–	283 586	282 277	
Prêts de gros	139	1 375	–	62 430	60 735	–	63 944	62 249	
Total des prêts	139	1 375	–	346 016	343 012	–	347 530	344 526	
Autres									
Dérivés	99 650	–	–	–	–	–	99 650	99 650	
Autres actifs	–	516	–	29 074	29 074	–	29 590	29 590	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	3 615 \$	– \$	162 415 \$	162 949 \$	– \$	166 030 \$	166 564 \$	
Entreprises et gouvernements (1)	–	55 452	–	242 059	242 460	–	297 511	297 912	
Banques (2)	–	3 777	–	11 784	11 784	–	15 561	15 561	
Total des dépôts	–	62 844	–	416 258	417 193	–	479 102	480 037	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	44 284	–	–	–	–	–	44 284	44 284	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	35 442	–	7 293	7 293	–	42 735	42 735	
Dérivés (3)	100 522	–	–	–	–	–	100 522	100 522	
Autres passifs	68	12	–	43 309	43 309	–	43 389	43 389	
Débiteures subordonnées	–	111	–	8 638	8 514	–	8 749	8 625	
Titres de fiducie de capital	–	–	–	894	958	–	894	958	

	Au 31 juillet 2011							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur		Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers devant être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net en raison de leur nature	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'option de la juste valeur	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction			
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction	136 118 \$	10 905 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	147 023 \$	147 023 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	36 260	–	–	487	36 747	36 747
Total des valeurs mobilières	136 118	10 905	36 260	–	–	487	183 770	183 770
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	66 150	–	10 750	10 750	–	76 900	76 900
Prêts								
Prêts de détail	–	–	–	276 345	274 800	–	276 345	274 800
Prêts de gros	–	1 730	–	58 244	57 104	–	59 974	58 834
Total des prêts	–	1 730	–	334 589	331 904	–	336 319	333 634
Autres								
Dérivés	85 183	–	–	–	–	–	85 183	85 183
Autres actifs	–	526	–	25 770	25 770	–	26 296	26 296
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	– \$	3 271 \$	– \$	157 394 \$	157 811 \$	– \$	160 665 \$	161 082 \$
Entreprises et gouvernements (1)	–	54 425	–	239 441	240 265	–	293 866	294 690
Banques (2)	–	6 130	–	13 106	13 106	–	19 236	19 236
Total des dépôts	–	63 826	–	409 941	411 182	–	473 767	475 008
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 566	–	–	–	–	–	50 566	50 566
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	29 315	–	7 805	7 805	–	37 120	37 120
Dérivés (3)	87 498	–	–	–	–	–	87 498	87 498
Autres passifs	(11)	9	–	41 803	41 803	–	41 801	41 801
Débiteures subordonnées	–	119	–	8 495	8 485	–	8 614	8 604
Titres de fiducie de capital	–	–	–	900	971	–	900	971

(1) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(2) Les banques désignent les banques réglementées.

(3) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques d'un montant de 307 millions de dollars (319 millions au 30 avril 2012; 283 millions au 31 octobre 2011; 238 millions au 31 juillet 2011) et des contrats à valeur stable visant des régimes 401(k) d'un montant négligeable (un montant négligeable au 30 avril 2012; 1 million de dollars au 31 octobre 2011; néant au 31 juillet 2011).

Les tableaux suivants présentent des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les dérivés de crédit et des instruments semblables ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs.

Prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

	Au 31 juillet 2012						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur pour le trimestre attribuables aux variations du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux variations du risque de crédit (1)	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables pour le trimestre	Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	101 \$	101 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	81 861	81 861	–	–	–	–	–
Prêts – Prêts de gros	1 169	1 169	(9)	(17)	285	2	2
Autres actifs	235	235	–	–	–	–	–
Total	83 366 \$	83 366 \$	(9)\$	(17)\$	285 \$	2 \$	2 \$

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 30 avril 2012						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur pour le trimestre attribuables aux variations du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux variations du risque de crédit (1)	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables pour le trimestre	Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
(en millions de dollars canadiens)							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 263 \$	4 263 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	89 462	89 462	–	–	–	–	–
Prêts – Prêts de gros	1 289	1 289	4	(8)	283	(2)	–
Autres actifs	172	172	–	–	–	–	–
Total	95 186 \$	95 186 \$	4 \$	(8)\$	283 \$	(2)\$	– \$

	Au 31 octobre 2011						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur pour le trimestre attribuables aux variations du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux variations du risque de crédit (1)	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables pour le trimestre	Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
(en millions de dollars canadiens)							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	666 \$	666 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	74 860	74 860	–	–	–	–	–
Prêts – Prêts de gros	1 375	1 375	(5)	(15)	300	(1)	3
Autres actifs	176	176	–	–	–	–	–
Total	77 077 \$	77 077 \$	(5)\$	(15)\$	300 \$	(1)\$	3 \$

	Au 31 juillet 2011						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur pour le trimestre attribuables aux variations du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux variations du risque de crédit (1)	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables pour le trimestre	Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
(en millions de dollars canadiens)							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	411 \$	411 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	66 150	66 150	–	–	–	–	–
Prêts – Prêts de gros	1 730	1 730	(8)	(10)	306	2	4
Autres actifs	144	144	–	–	–	–	–
Total	68 435 \$	68 435 \$	(8)\$	(10)\$	306 \$	2 \$	4 \$

(1) La variation cumulative est mesurée depuis le 1^{er} novembre 2010 ou depuis la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée des deux dates.

Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur de nos passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable.

Passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2012			Variations de la juste valeur pour le trimestre attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Dépôts à terme					
Particuliers	6 369 \$	6 331 \$	(38)\$	(8)\$	(19)\$
Entreprises et gouvernements (2)	50 507	50 561	54	(35)	(55)
Banques (3)	4 279	4 278	(1)	–	–
Total des dépôts à terme	61 155	61 170	15	(43)	(74)
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	50 210	50 209	(1)	–	–
Autres passifs	25	25	–	–	–
Débiteures subordonnées	128	123	(5)	2	(7)
Total	111 518 \$	111 527 \$	9 \$	(41)\$	(81)\$

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2012			Variations de la juste valeur pour le trimestre attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Dépôts à terme					
Particuliers	5 490 \$	5 458 \$	(32)\$	5 \$	(11)\$
Entreprises et gouvernements (2)	49 230	49 323	93	31	(20)
Banques (3)	3 717	3 718	1	–	–
Total des dépôts à terme	58 437	58 499	62	36	(31)
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	47 633	47 632	(1)	–	–
Autres passifs	13	13	–	–	–
Débiteures subordonnées	124	113	(11)	(2)	(9)
Total	106 207 \$	106 257 \$	50 \$	34 \$	(40)\$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2011			Variations de la juste valeur pour le trimestre attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Dépôts à terme					
Particuliers	3 598 \$	3 615 \$	17 \$	(12)\$	(14)\$
Entreprises et gouvernements (2)	55 623	55 452	(171)	(46)	(45)
Banques (3)	3 777	3 777	–	–	–
Total des dépôts à terme	62 998	62 844	(154)	(58)	(59)
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	35 444	35 442	(2)	–	–
Autres passifs	12	12	–	–	–
Débiteures subordonnées	128	111	(17)	(12)	(7)
Total	98 582 \$	98 409 \$	(173)\$	(70)\$	(66)\$

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2011			Variations de la juste valeur pour le trimestre attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Dépôts à terme					
Particuliers	3 246 \$	3 271 \$	25 \$	(3)\$	(2)\$
Entreprises et gouvernements (2)	54 518	54 425	(93)	5	1
Banques (3)	6 130	6 130	–	–	–
Total des dépôts à terme	63 894	63 826	(68)	2	(1)
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	29 318	29 315	(3)	–	–
Autres passifs	9	9	–	–	–
Débitures subordonnées	124	119	(5)	1	5
Total	93 345 \$	93 269 \$	(76)\$	3 \$	4 \$

(1) La variation cumulative est mesurée depuis le 1^{er} novembre 2010 ou depuis la comptabilisation initiale des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, selon la plus rapprochée des deux dates.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

Juste valeur des actifs et des passifs classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Le tableau suivant présente les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 7. IFRS 7 exige que tous les instruments financiers évalués à la juste valeur soient classés dans l'un des trois niveaux de la hiérarchie décrite ci-dessous aux fins de la présentation d'informations. Chaque niveau correspond à un degré de transparence des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs :

- Niveau 1 – Les données correspondent à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – Une ou plusieurs données importantes utilisées dans la technique d'évaluation sont non observables aux fins du calcul de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	Au												
	31 juillet 2012						30 avril 2012						
	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3					
Actifs financiers													
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	- \$	101 \$	- \$	101 \$		101 \$	- \$	4 263 \$	- \$	4 263 \$		4 263 \$	
Valeurs mobilières													
Titres détenus à des fins de transaction													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)													
Gouvernement fédéral	9 548	7 012	-	16 560		16 560	8 096	8 833	-	16 929		16 929	
Provinces et municipalités	-	9 121	3	9 124		9 124	-	8 531	-	8 531		8 531	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	4 625	16 982	52	21 659		21 659	8 232	15 134	30	23 396		23 396	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	4 934	6 406	-	11 340		11 340	6 768	7 566	-	14 334		14 334	
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	-	477	38	515		515	-	489	40	529		529	
Titres adossés à des actifs TGC (4)	-	-	88	88		88	-	-	124	124		124	
Titres non garantis par des créances	-	793	41	834		834	-	690	23	713		713	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	413	19 318	716	20 447		20 447	1 198	19 831	426	21 455		21 455	
Titres de participation	34 033	2 162	288	36 483		36 483	36 542	2 181	312	39 035		39 035	
	53 553	62 271	1 226	117 050		117 050	60 836	63 255	955	125 046		125 046	
Titres disponibles à la vente (5)													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)													
Gouvernement fédéral	387	10 817	-	11 204		11 204	196	10 774	-	10 970		10 970	
Provinces et municipalités	-	1 760	-	1 760		1 760	-	1 187	-	1 187		1 187	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	23	3 833	2 270	6 126		6 126	25	2 879	2 845	5 749		5 749	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	5 795	2 968	-	8 763		8 763	5 805	2 263	-	8 068		8 068	
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	-	275	-	275		275	-	155	167	322		322	
Titres adossés à des actifs TGC	-	-	2 009	2 009		2 009	-	-	2 071	2 071		2 071	
Titres non garantis par des créances	-	189	665	854		854	-	182	659	841		841	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	6 187	1 632	7 819		7 819	-	6 466	1 483	7 949		7 949	
Titres de participation	276	580	940	1 796		1 796	142	364	970	1 476		1 476	
Titres de substitut de prêt	187	25	-	212		212	199	26	-	225		225	
	6 668	26 634	7 516	40 818		40 818	6 367	24 296	8 195	38 858		38 858	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	-	81 861	-	81 861		81 861	-	89 462	-	89 462		89 462	
Prêts	-	763	455	1 218		1 218	-	887	418	1 305		1 305	
Autres													
Dérivés													
Contrats de taux d'intérêt	7	103 884	923	104 814		104 814	3	86 213	532	86 748		86 748	
Contrats de change	-	23 870	120	23 990		23 990	-	18 992	62	19 054		19 054	
Dérivés de crédit	-	222	174	396		396	-	257	199	456		456	
Autres contrats	1 853	2 273	435	4 561		4 561	1 656	3 333	423	5 412		5 412	
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement	(30)	(320)	(299)	(649)		(649)	(35)	(293)	(264)	(592)		(592)	
Total des dérivés, montant brut	1 830	129 929	1 353	133 112		133 112	1 624	108 502	952	111 078		111 078	
Ajustements de compensation						(29 855)						(23 215)	
Total des dérivés						103 257						87 863	
Autres actifs	364	222	13	599		599	396	172	-	568		568	
	62 415 \$	301 781 \$	10 563 \$	374 759 \$		(29 855)\$	344 904 \$	69 223 \$	290 837 \$	10 520 \$	370 580 \$	(23 215)\$	347 365 \$
Passifs financiers													
Dépôts													
Particuliers	- \$	372 \$	5 959 \$	6 331 \$		6 331 \$	- \$	322 \$	5 136 \$	5 458 \$		5 458 \$	
Entreprises et gouvernements	-	48 011	2 550	50 561		50 561	-	46 602	2 721	49 323		49 323	
Banques	-	4 278	-	4 278		4 278	-	3 718	-	3 718		3 718	
Autres													
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	29 961	13 601	-	43 562		43 562	35 635	14 515	-	50 150		50 150	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	50 209	-	50 209		50 209	-	47 632	-	47 632		47 632	
Dérivés													
Contrats de taux d'intérêt	-	95 353	1 384	96 737		96 737	12	79 596	745	80 353		80 353	
Contrats de change	-	33 065	325	33 390		33 390	-	26 717	41	26 758		26 758	
Dérivés de crédit	-	209	216	425		425	-	217	243	460		460	
Autres contrats	1 718	4 466	1 516	7 700		7 700	1 345	4 830	1 538	7 713		7 713	
Total des dérivés, montant brut	1 718	133 093	3 441	138 252		138 252	1 357	111 360	2 567	115 284		115 284	
Ajustements de compensation						(29 433)						(23 180)	
Total des dérivés						108 819						92 104	
Autres passifs	-	25	126	151		151	-	13	78	91		91	
Débitures subordonnées	-	-	123	123		123	-	-	113	113		113	
	31 679 \$	249 589 \$	12 199 \$	293 467 \$		(29 433)\$	264 034 \$	36 992 \$	224 162 \$	10 615 \$	271 769 \$	(23 180)\$	248 589 \$

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 octobre 2011					31 juillet 2011						
	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3				Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3				
Actifs financiers												
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	666 \$	– \$	666 \$		666 \$	– \$	411 \$	– \$	411 \$		411 \$
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)												
Gouvernement	8 165	9 267	–	17 432		17 432	8 995	10 862	–	19 857		19 857
Provinces et municipalités	–	6 929	4	6 933		6 933	–	7 547	5	7 552		7 552
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	2 270	17 195	86	19 551		19 551	1 951	12 864	128	14 943		14 943
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	6 204	11 854	47	18 105		18 105	8 133	11 660	50	19 843		19 843
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	371	45	416		416	–	601	146	747		747
Titres adossés à des actifs												
TGC (4)	–	–	371	371		371	–	–	2 154	2 154		2 154
Titres non garantis par des créances	–	780	138	918		918	–	751	385	1 136		1 136
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 126	24 182	720	26 028		26 028	1 018	32 672	1 454	35 144		35 144
Titres de participation	35 406	2 616	352	38 374		38 374	42 429	2 855	363	45 647		45 647
	53 171	73 194	1 763	128 128		128 128	62 526	79 812	4 685	147 023		147 023
Titres disponibles à la vente (5)												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)												
Gouvernement fédéral	1 058	8 473	–	9 531		9 531	999	8 682	–	9 681		9 681
Provinces et municipalités	–	1 561	–	1 561		1 561	–	1 661	–	1 661		1 661
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	119	2 083	2 691	4 893		4 893	303	1 205	3 154	4 662		4 662
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	4 017	3 016	–	7 033		7 033	3 899	2 754	–	6 653		6 653
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	126	184	310		310	–	236	75	311		311
Titres adossés à des actifs												
TGC	–	–	1 932	1 932		1 932	–	–	191	191		191
Titres non garantis par des créances	–	322	673	995		995	–	321	660	981		981
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	9 080	1 478	10 558		10 558	–	9 306	1 359	10 665		10 665
Titres de participation	158	372	863	1 393		1 393	168	193	847	1 208		1 208
Titres de substitut de prêt	187	35	–	222		222	207	36	–	243		243
	5 539	25 068	7 821	38 428		38 428	5 576	24 394	6 286	36 256		36 256
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés												
Prêts	–	74 860	–	74 860		74 860	–	66 150	–	66 150		66 150
Autres	–	951	563	1 514		1 514	–	1 325	405	1 730		1 730
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	5	85 149	666	85 820		85 820	8	60 927	647	61 582		61 582
Contrats de change	–	27 068	81	27 149		27 149	–	29 385	85	29 470		29 470
Dérivés de crédit	–	349	291	640		640	–	310	373	683		683
Autres contrats	1 671	4 129	428	6 228		6 228	1 472	3 866	473	5 811		5 811
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement	(48)	(248)	(451)	(747)		(747)	(56)	(213)	(393)	(662)		(662)
Total des dérivés, montant brut	1 628	116 447	1 015	119 090		119 090	1 424	94 275	1 185	96 884		96 884
Ajustements de compensation					(19 440)	(19 440)					(11 701)	(11 701)
Total des dérivés						99 650						85 183
Autres actifs	340	176	–	516		516	382	144	–	526		526
	60 678 \$	291 362 \$	11 162 \$	363 202 \$	(19 440) \$	343 762 \$	69 908 \$	266 511 \$	12 561 \$	348 980 \$	(11 701) \$	337 279 \$
Passifs financiers												
Dépôts												
Particuliers	– \$	– \$	3 615 \$	3 615 \$		3 615 \$	– \$	– \$	3 271 \$	3 271 \$		3 271 \$
Entreprises et gouvernements	–	52 017	3 435	55 452		55 452	–	50 976	3 449	54 425		54 425
Banques	–	3 777	–	3 777		3 777	–	6 130	–	6 130		6 130
Autres												
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 416	12 868	–	44 284		44 284	33 986	16 580	–	50 566		50 566
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	35 442	–	35 442		35 442	–	29 315	–	29 315		29 315
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	2	78 274	841	79 117		79 117	3	55 771	669	56 443		56 443
Contrats de change	–	30 975	41	31 016		31 016	–	33 836	43	33 879		33 879
Dérivés de crédit	–	260	573	833		833	–	303	434	737		737
Autres contrats	1 824	5 149	1 496	8 469		8 469	1 595	4 694	1 459	7 748		7 748
Total des dérivés, montant brut	1 826	114 658	2 951	119 435		119 435	1 598	94 604	2 605	98 807		98 807
Ajustements de compensation					(18 913)	(18 913)					(11 309)	(11 309)
Total des dérivés						100 522						87 498
Autres passifs	–	12	68	80		80	–	9	(11)	(2)		(2)
Débitures subordonnées	–	–	111	111		111	–	–	119	119		119
	33 242 \$	218 774 \$	10 180 \$	262 196 \$	(18 913) \$	243 283 \$	35 584 \$	197 614 \$	9 433 \$	242 631 \$	(11 309) \$	231 322 \$

(1) Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués si la juste valeur est obtenue au moyen des cours du marché sur les marchés actifs. Au 31 juillet 2012, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 371 millions de dollars et de 113 millions, présentées au poste Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction et au poste Engagements afférents à des titres vendus à découvert, respectivement, étaient classées dans le niveau 2, alors qu'elles étaient classées dans le niveau 1 au 30 avril 2012. Au 30 avril 2012, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 445 millions de dollars, présentées aux postes Créances d'entités gouvernementales canadiennes – Gouvernement fédéral et Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains des catégories des titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente, et un montant de 138 millions présentés dans les engagements afférents à des titres vendus à découvert, étaient classés dans le niveau 2, alors qu'ils étaient classés dans le niveau 1 au 31 octobre 2011. De plus, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 179 millions de dollars, présentées aux postes Créances d'entités gouvernementales canadiennes – Gouvernement fédéral de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction, et un montant de 802 millions présentés dans les engagements afférents à des titres vendus à découvert, étaient classés dans le niveau 1 au 31 janvier 2012, alors qu'ils étaient classés dans le niveau 2 au 31 octobre 2011. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2011, notre transfert le plus important vers le niveau 1 a été le transfert à partir du niveau 2, au cours du premier trimestre de 2011, de 20 milliards de dollars de titres d'emprunt émis par des pays du G7, inclus dans les postes

Créances d'entités gouvernementales canadiennes – Gouvernement fédéral, Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains, et Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE des catégories des titres détenus à des fins de transaction et des titres disponibles à la vente.

- (2) Au 31 juillet 2012, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans les titres détenus à des fins de transaction étaient de 6 794 millions de dollars et de 72 millions, respectivement (6 210 millions et 90 millions au 30 avril 2012, 7 190 millions et 43 millions au 31 octobre 2011, 6 372 millions et 130 millions au 31 juillet 2011), et ceux inclus dans les titres disponibles à la vente se chiffraient à 3 546 millions et à 48 millions, respectivement (3 410 millions et 50 millions au 30 avril 2012, 740 millions et 54 millions au 31 octobre 2011, 748 millions et 75 millions au 31 juillet 2011).
- (3) OCDE signifie « Organisation de coopération et de développement économiques ».
- (4) TGC signifie « titres garantis par des créances ».
- (5) Ne comprend pas les titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 15 millions de dollars et de 507 millions, respectivement (12 millions et 526 millions au 30 avril 2012, 5 millions et 461 millions au 31 octobre 2011, 4 millions et 487 millions au 31 juillet 2011), qui sont comptabilisés au coût.

Variations de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments classés dans le niveau 3

Le tableau suivant présente les variations des évaluations à la juste valeur comprises dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur. Dans les tableaux suivants, les transferts d'instruments dans le niveau 3 et les sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat du tableau de rapprochement, alors que pour les sorties du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette colonne du tableau de rapprochement.

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2012
	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2012	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts d'instruments dans le niveau 3	Sorties d'instruments du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2012	
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Gouvernement fédéral	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	–	–	–	–	2	1	–	3	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	30	–	–	41	(22)	7	(4)	52	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	40	1	–	19	(22)	–	–	38	–
Titres adossés à des actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
TGC	124	2	1	–	(39)	–	–	88	2
Titres non garantis par des créances	23	(2)	–	543	(548)	27	(2)	41	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	426	5	(3)	314	(15)	–	(11)	716	1
Titres de participation	312	–	–	2	(26)	–	–	288	1
	955	6	(2)	919	(670)	35	(17)	1 226	4
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 845	2	32	–	(360)	–	(249)	2 270	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	167	(1)	7	–	(17)	–	(156)	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	2 071	6	24	–	(92)	–	–	2 009	s.o.
Titres non garantis par des créances	659	–	9	–	(3)	–	–	665	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 483	–	14	199	(64)	–	–	1 632	s.o.
Titres de participation	970	19	62	–	(75)	–	(36)	940	s.o.
	8 195	26	148	199	(611)	–	(441)	7 516	s.o.
Prêts – Prêts de gros	418	–	3	53	(19)	–	–	455	–
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 615)	(266)	(16)	10	(209)	1	7	(2 088)	(247)
Autres actifs	–	1	–	–	12	–	–	13	1
	7 953 \$	(233) \$	133 \$	1 181 \$	(1 497) \$	36 \$	(451) \$	7 122 \$	(242) \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(5 136) \$	83 \$	15 \$	(1 629) \$	714 \$	(6) \$	– \$	(5 959) \$	85 \$
Entreprises et gouvernements	(2 721)	(30)	(16)	2	206	–	9	(2 550)	–
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(78)	(48)	–	–	–	–	–	(126)	(48)
Déventures subordonnées	(113)	(5)	(5)	–	–	–	–	(123)	(5)
	(8 048) \$	– \$	(6) \$	(1 627) \$	920 \$	(6) \$	9 \$	(8 758) \$	32 \$

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2012

	Juste valeur au 1 ^{er} février 2012	Total des profits (pertes) latents réalisés/compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts d'instruments dans le niveau 3	Sorties d'instruments du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2012	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2012
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Gouvernement fédéral	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	3	–	–	–	(3)	–	–	–	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	38	–	(1)	3	(26)	16	–	30	(1)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	42	–	(1)	–	(1)	–	–	40	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	150	1	(2)	–	(25)	–	–	124	1
Titres non garantis par des créances	102	–	–	498	(577)	–	–	23	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	504	(5)	–	204	(292)	20	(5)	426	(3)
Titres de participation	292	19	(4)	20	(34)	19	–	312	19
	1 131	15	(8)	725	(958)	55	(5)	955	16
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 537	–	(23)	348	(17)	–	–	2 845	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	177	–	1	–	(11)	–	–	167	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	2 161	–	(12)	–	(78)	–	–	2 071	s.o.
Titres non garantis par des créances	664	–	(7)	–	2	–	–	659	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 467	–	(23)	198	(159)	–	–	1 483	s.o.
Titres de participation	845	(4)	4	68	(7)	69	(5)	970	s.o.
	7 851	(4)	(60)	614	(270)	69	(5)	8 195	s.o.
Prêts – Prêts de gros	732	1	(5)	–	(310)	–	–	418	(1)
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 717)	28	14	24	28	(2)	10	(1 615)	64
	7 997 \$	40 \$	(59) \$	1 363 \$	(1 510) \$	122 \$	– \$	7 953 \$	79 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(4 981) \$	(52) \$	85 \$	(1 522) \$	1 279 \$	– \$	55 \$	(5 136) \$	(3) \$
Entreprises et gouvernements	(2 288)	(21)	38	(555)	85	–	20	(2 721)	(31)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(84)	5	1	–	–	–	–	(78)	6
Débitures subordonnées	(115)	(5)	7	–	–	–	–	(113)	(5)
	(7 468) \$	(73) \$	131 \$	(2 077) \$	1 364 \$	– \$	75 \$	(8 048) \$	(33) \$

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2011

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2011	Moins les actifs du niveau 3 liés aux activités abandonnées	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts d'instruments dans le niveau 3	Sorties d'instruments du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2011	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2011
Actifs										
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction										
Créances d'entités gouvernementales canadiennes										
Gouvernement fédéral	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	7	–	–	–	–	(1)	–	(1)	5	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains										
	162	–	–	2	125	(161)	10	(10)	128	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE										
	–	–	–	–	–	50	–	–	50	–
Titres adossés à des créances hypothécaires										
	88	–	–	–	–	3	55	–	146	(3)
Titres adossés à des actifs TGC										
	1 987	–	5	8	–	154	–	–	2 154	10
Titres non garantis par des créances										
	170	–	(1)	–	874	(650)	–	(8)	385	1
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances										
	1 456	–	(45)	2	196	(147)	17	(25)	1 454	(44)
Titres de participation	403	–	(6)	4	9	(47)	–	–	363	(5)
	4 273	–	(47)	16	1 204	(799)	82	(44)	4 685	(41)
Titres disponibles à la vente										
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains										
	4 028 \$	(87)\$	1 \$	(38)\$	150 \$	(390)\$	– \$	(510)\$	3 154 \$	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE										
	–	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires										
	110	–	3	–	–	(38)	–	–	75	s.o.
Titres adossés à des actifs TGC										
	171	–	–	24	–	(4)	–	–	191	s.o.
Titres non garantis par des créances										
	862	(32)	(3)	5	15	(25)	–	(162)	660	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances										
	1 639	(92)	–	16	160	(383)	19	–	1 359	s.o.
Titres de participation	1 050	(27)	(5)	27	12	(109)	–	(101)	847	s.o.
	7 860	(238)	(4)	34	337	(949)	19	(773)	6 286	s.o.
Prêts – Prêts de gros	473	–	4	4	–	(76)	–	–	405	1
Autres										
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)										
	(1 091)	(42)	(289)	(7)	(20)	36	(34)	27	(1 420)	(185)
	11 515 \$	(280)\$	(336)\$	47 \$	1 521 \$	(1 788)\$	67 \$	(790)\$	9 956 \$	(225)\$
Passifs										
Dépôts										
Particuliers										
	(3 091)\$	– \$	98 \$	(42)\$	(732)\$	496 \$	– \$	– \$	(3 271)\$	77 \$
Entreprises et gouvernements										
	(3 505)	–	(9)	(28)	(307)	400	–	–	(3 449)	36
Banques										
	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert										
	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs										
	(18)	–	(32)	1	–	50	–	10	11	(32)
Débentures subordonnées										
	(105)	–	(8)	(6)	–	–	–	–	(119)	(8)
	(6 719)\$	– \$	49 \$	(75)\$	(1 039)\$	946 \$	– \$	10 \$	(6 828)\$	73 \$

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2012
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2011	Total des profits (pertes) latents réalisés/ compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/ émissions de passifs	Ventes d'actifs/ règlements de passifs et autres (2)	Transferts d'instruments dans le niveau 3	Sorties d'instruments du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2012	
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Gouvernement fédéral	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	4	–	–	1	(3)	1	–	3	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	86	(6)	–	98	(103)	23	(46)	52	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	47	–	–	–	–	–	(47)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	45	(1)	(1)	19	(24)	–	–	38	(1)
Titres adossés à des actifs									
TGC	371	3	1	–	(287)	–	–	88	1
Titres non garantis par des créances	138	(2)	–	1 678	(1 807)	46	(12)	41	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	720	39	(5)	679	(729)	70	(58)	716	16
Titres de participation	352	(29)	(1)	24	(69)	20	(9)	288	7
	1 763	4	(6)	2 499	(3 022)	160	(172)	1 226	23
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 691	2	20	418	(505)	–	(356)	2 270	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	184	(1)	11	–	(38)	–	(156)	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 932	6	36	–	35	–	–	2 009	s.o.
Titres non garantis par des créances	673	(5)	4	–	(7)	–	–	665	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 478	–	(4)	501	(343)	–	–	1 632	s.o.
Titres de participation	863	10	45	85	(86)	69	(46)	940	s.o.
	7 821	12	112	1 004	(944)	69	(558)	7 516	s.o.
Prêts – Prêts de gros	563	(35)	(1)	271	(343)	–	–	455	1
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 936)	(254)	(11)	(24)	88	(1)	50	(2 088)	(431)
Autres actifs	–	1	–	–	12	–	–	13	10
	8 211 \$	(272) \$	94 \$	3 750 \$	(4 209) \$	228 \$	(680) \$	7 122 \$	(397) \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(3 615) \$	(74) \$	73 \$	(4 426) \$	2 034 \$	(6) \$	55 \$	(5 959) \$	36 \$
Entreprises et gouvernements	(3 435)	(66)	17	(685)	861	(324)	1 082	(2 550)	(31)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(68)	(60)	1	–	1	–	–	(126)	(58)
Débitures subordonnées	(111)	(11)	(1)	–	–	–	–	(123)	(10)
	(7 229) \$	(211) \$	90 \$	(5 111) \$	2 896 \$	(330) \$	1 137 \$	(8 758) \$	(63) \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2010	Moins les actifs du niveau 3 liés aux activités abandonnées	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts d'instruments dans le niveau 3	Sorties d'instruments du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2011	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2011
Actifs										
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction										
Créances d'entités gouvernementales canadiennes										
Gouvernement fédéral	14 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(10)\$	– \$	(4)\$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	5	–	–	–	–	(1)	7	(6)	5	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	41	–	2	(6)	125	(178)	154	(10)	128	1
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	42	–	–	–	–	50	–	(42)	50	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	416	–	(42)	(11)	1 191	(517)	55	(946)	146	(8)
Titres adossés à des actifs										
TGC	2 460	–	(48)	(146)	21	(133)	–	–	2 154	(30)
Titres non garantis par des créances	541	–	(2)	(7)	2 169	(1 864)	45	(497)	385	1
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 482	–	21	(28)	558	(434)	177	(322)	1 454	(16)
Titres de participation	2 373	–	66	(56)	538	(46)	–	(2 512)	363	5
	7 374	–	(3)	(254)	4 602	(3 133)	438	(4 339)	4 685	(47)
Titres disponibles à la vente										
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	3 277	(97)	6	(357)	278	557	–	(510)	3 154	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 545	(1 039)	4	(1)	4	(114)	–	(324)	75	s.o.
Titres adossés à des actifs										
TGC	224	–	–	(15)	–	(18)	–	–	191	s.o.
Titres non garantis par des créances	736	(46)	(21)	11	27	(43)	158	(162)	660	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	2 350	(76)	–	(127)	829	(1 629)	70	(58)	1 359	s.o.
Titres de participation	1 265	(27)	(17)	4	61	(300)	23	(162)	847	s.o.
	9 397	(1 285)	(28)	(485)	1 199	(1 547)	251	(1 216)	6 286	s.o.
Prêts – Prêts de gros	592	–	8	(30)	53	(301)	85	(2)	405	3
Autres										
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 372)	(67)	(242)	122	(42)	256	(367)	292	(1 420)	74
	15 991 \$	(1 352)\$	(265)\$	(647)\$	5 812 \$	(4 725)\$	407 \$	(5 265)\$	9 956 \$	30 \$
Passifs										
Dépôts										
Particuliers	(3 237)\$	– \$	(52)\$	117 \$	(2 187)\$	2 088 \$	– \$	– \$	(3 271)\$	22 \$
Entreprises et gouvernements	(3 380)	–	53	142	(1 544)	1 222	–	58	(3 449)	(1)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(240)	–	(5)	1	–	58	–	186	–	–
Autres passifs	382	–	(3)	(18)	(2)	(358)	–	10	11	26
Débitures subordonnées	(119)	–	(3)	4	–	(1)	–	–	(119)	(3)
	(6 594)\$	– \$	(10)\$	246 \$	(3 733)\$	3 009 \$	– \$	254 \$	(6 828)\$	44 \$

(1) Comprend les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres disponibles à la vente se sont établis à 36 millions de dollars et à 68 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 (profits de 55 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2012, pertes de 35 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2011; profits de 24 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011), à l'exclusion des profits ou des pertes de change.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2012 comprend des actifs dérivés de 1 353 millions de dollars (952 millions au 30 avril 2012; 1 015 millions au 31 octobre 2011, 1 185 millions au 31 juillet 2011) et des passifs dérivés de 3 441 millions (2 567 millions au 30 avril 2012, 2 951 millions au 31 octobre 2011; 2 605 millions au 31 juillet 2011).

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012, des actifs totalisant 36 millions de dollars ont été transférés dans le niveau 3. Les transferts importants (les transferts de plus de 20 millions de dollars) dans le niveau 3 comprenaient : un montant de 27 millions en titres garantis par des obligations et en titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles non garantis par une agence aux États-Unis inclus dans les titres non garantis par des créances détenus à des fins de transaction, pour lesquels les données d'établissement des prix ne sont plus observables. Au cours de la même période, des actifs totalisant 451 millions de dollars ont été sortis du niveau 3, notamment des obligations encaissables par anticipation de 249 millions incluses dans les créances d'États, de municipalités et d'organismes américains disponibles à la vente et des titres adossés à des créances hypothécaires disponibles à la vente aux États-Unis de 156 millions, en raison de la transparence accrue des prix. Les sorties importantes du niveau 3 au cours de la période comprenaient également des titres de placements privés de 36 millions de dollars qui sont devenus des titres de sociétés ouvertes ou pour lesquels les données sur les prix sont devenues observables.

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2012, des actifs totalisant 122 millions de dollars ont été transférés dans le niveau 3. Les transferts importants dans le niveau 3 comprenaient : des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 20 millions inclus dans les titres détenus à des fins de transaction liés à une obligation de société, dont la juste valeur n'était plus disponible auprès des services d'établissement des prix, et des titres de participation de 69 millions inclus dans les titres disponibles à la vente, dont la juste valeur a été déterminée selon un modèle utilisant des données qui ne sont plus observables. Au cours de la même période, des passifs totalisant 75 millions de dollars ont été sortis du niveau 3. Les transferts comprenaient : des dépôts des particuliers de 55 millions de dollars composés d'obligations structurées liées à des titres de participation, dont les données sont observables, et des dépôts d'entreprises et de gouvernements de 20 millions composés d'obligations structurées liées à des taux d'intérêt de durées jusqu'à l'échéance qui sont maintenant assez courtes pour faire en sorte que les données soient observables.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012, des actifs et des passifs totalisant 70 millions de dollars et 324 millions, respectivement, ont été transférés dans le niveau 3. Les transferts importants dans le niveau 3 comprenaient : des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 50 millions de dollars composés d'obligations de sociétés, dont les prix n'étaient plus observables, et des dépôts d'entreprises et de gouvernements de 324 millions composés d'obligations structurées et de billets de dépôt assortis de longues échéances. De plus, des actifs de 228 millions de dollars et des passifs de 1 053 millions ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 en raison de l'amélioration de la transparence concernant les cours et de l'accroissement des activités sur le marché ainsi que de durées jusqu'à l'échéance plus courtes. Les transferts importants liés à l'amélioration de la transparence concernant les cours comprenaient : des titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence de 42 millions de dollars présentés au poste Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains, des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 47 millions, des billets à taux variable et obligations de sociétés de 42 millions inclus dans les titres d'emprunt de sociétés et autres créances et des obligations encaissables par anticipation de 107 millions incluses dans les créances d'États, de municipalités et d'organismes américains disponibles à la vente. Les transferts importants en raison de durées jusqu'à l'échéance plus courtes comprennent des dépôts d'entreprises et de gouvernements de 1 053 millions de dollars et des dérivés de 33 millions composés principalement de dérivés sur marchandises. Les variations des actifs de niveau 3 décrites ci-dessous ne tiennent pas compte de l'incidence des activités abandonnées.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2011, des actifs totalisant 67 millions de dollars ont été transférés dans le niveau 3. Les transferts importants dans les titres détenus à des fins de transaction de niveau 3 comprenaient des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles non garantis par une agence aux États-Unis de 55 millions de dollars, en raison d'un manque de transparence des prix. Des passifs dérivés d'un montant net de 34 millions de dollars, qui comprennent des dérivés basés sur des fonds de couverture, ont été transférés dans le niveau 3 en raison d'une diminution des valeurs liquidatives observables utilisées lors de l'évaluation. Au cours de la même période, des actifs totalisant 790 millions de dollars ont été sortis du niveau 3. Les transferts importants découlant de la transparence accrue des prix comprenaient : des obligations de sociétés de 25 millions de dollars incluses dans les titres d'emprunt de sociétés et autres créances, des obligations encaissables par anticipation de 510 millions de dollars incluses dans les créances d'États, de municipalités et d'organismes américains disponibles à la vente, des prêts aux étudiants non garantis de 162 millions inclus dans les titres non garantis par des créances disponibles à la vente et des actions privilégiées à enchères de 101 millions incluses dans les titres de participation disponibles à la vente. Des dérivés d'un montant net de 27 millions de dollars ont été sortis au cours de la période, puisque certaines options sur marchandises assorties de durées à l'échéance plus longues sont devenues observables.

Pour le trimestre clos le 30 avril 2011, des actifs totalisant (29) millions de dollars ont été transférés dans le niveau 3. Les transferts importants dans le niveau 3 comprenaient : des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 38 millions de dollars compris dans les titres détenus à des fins de transaction, des titres non garantis par des créances de 45 millions compris dans les titres détenus à des fins de transaction, des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 102 millions compris dans les titres détenus à des fins de transaction, des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 51 millions compris dans les titres disponibles à la vente et des titres de participation de 23 millions compris dans les titres disponibles à la vente. Les transferts importants de dérivés dans le niveau 3 comprenaient : des swaps sur inflation de 295 millions de dollars en raison du caractère non observable de l'indice d'inflation sous-jacent. Des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 35 millions de dollars inclus dans les titres détenus à des fins de transaction, des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 58 millions inclus dans les titres disponibles à la vente et des dépôts d'entreprises et de gouvernements de 58 millions ont été sortis du niveau 3. Des dérivés sur actions (actifs liés aux dérivés de 23 millions de dollars et passifs liés aux dérivés de 338 millions) dont les valeurs sont basées sur la valeur liquidative observable des fonds de couverture sous-jacents ont également été transférés du niveau 3 au niveau 2.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2011, des actifs de 369 millions de dollars ont été transférés dans le niveau 3. Les transferts importants au niveau 3 comprenaient : des titres disponibles à la vente de 158 millions de dollars composés de prêts aux étudiants non garantis, des obligations sur le marché municipal américain et des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 164 millions inclus dans les titres détenus à des fins de transaction, des prêts de gros de 85 millions et des dérivés de 38 millions composés de swaps sur défaillance. Les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient : des titres adossés à des créances hypothécaires de 946 millions de dollars et de 1 310 millions inclus dans les titres détenus à des fins de transaction et les titres disponibles à la vente, respectivement, des titres non garantis par des créances de 489 millions inclus dans les titres détenus à des fins de transaction, certains placements dans des fonds de couverture de 2 512 millions rachetables à leur valeur liquidative inclus dans les Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction, des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 42 millions et des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 262 millions inclus dans les titres détenus à des fins de transaction et des titres de participation de 54 millions inclus dans les titres disponibles à la vente, ainsi que des dérivés de 100 millions liés aux dérivés sur marchandises et aux dérivés de crédit.

Variation de la juste valeur positive et négative des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé dans le niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peut avoir une incidence importante sur l'évaluation de la juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons pris en considération les soldes de compensation lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation compensait la juste valeur positive et négative, ii) les deux éléments de compensation étaient classés dans le niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

	Au					
	31 juillet 2012			30 avril 2012		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
Valeurs mobilières ⁽¹⁾						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	52 \$	– \$	– \$	30 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	38	–	–	40	–	–
Titres adossés à des actifs	129	5	(5)	147	4	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	716	38	(31)	426	31	(27)
Titres de participation	288	2	(2)	312	1	(3)
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 270	28	(57)	2 845	30	(63)
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	167	11	(11)
Titres adossés à des actifs	2 674	35	(45)	2 730	34	(43)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 632	17	(15)	1 483	16	(13)
Titres de participation	940	45	(42)	970	20	(36)
Prêts	455	5	(5)	418	5	(6)
Dérivés	1 353	98	(115)	952	108	(128)
Autres actifs	13	–	–	–	–	–
Total	10 560 \$	273 \$	(317)\$	10 520 \$	260 \$	(333)\$
Dépôts	(8 509)	86	(82)	(7 857)	85	(87)
Dérivés	(3 441)	75	(101)	(2 567)	77	(104)
Autres, autres passifs et débetures subordonnées	(249)	4	(4)	(191)	4	(4)
Total	(12 199)\$	165 \$	(187)\$	(10 615)\$	166 \$	(195)\$

Note 4 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au					
	31 octobre 2011			31 juillet 2011		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
Valeurs mobilières (1)						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	86 \$	– \$	– \$	128 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	47	–	–	50	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	45	–	–	146	–	–
Titres adossés à des actifs	509	3	(3)	2 539	31	(31)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	720	20	(17)	1 454	17	(16)
Titres de participation	352	–	–	363	–	–
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 691	36	(78)	3 154	41	(99)
Titres adossés à des créances hypothécaires	184	3	(3)	75	1	(1)
Titres adossés à des actifs	2 605	36	(50)	851	27	(40)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 478	12	(11)	1 359	14	(13)
Titres de participation	863	3	(2)	847	13	(12)
Prêts	563	9	(11)	405	5	(5)
Dérivés	1 015	171	(151)	1 185	166	(118)
Total	11 158 \$	293 \$	(326)\$	12 556 \$	315 \$	(335)\$
Dépôts	(7 050)	61	(59)	(6 720)	62	(52)
Dérivés	(2 951)	119	(133)	(2 605)	84	(124)
Autres, autres passifs et débetures subordonnées	(179)	1	(1)	(108)	1	(1)
Total	(10 180)\$	181 \$	(193)\$	(9 433)\$	147 \$	(177)\$

(1) Ne comprend pas les titres détenus à des fins de transaction en ce qui a trait aux créances d'entités gouvernementales canadiennes, car leurs soldes de niveau 3 n'étaient pas importants pour les périodes.

Sensibilité

Au 31 juillet 2012, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 273 millions de dollars et une diminution de 317 millions de la juste valeur des positions d'actif de niveau 3, dont une tranche de 125 millions et une tranche de 159 millions seraient inscrites dans les autres composantes des capitaux propres, et par une diminution de 165 millions et une augmentation de 187 millions de la juste valeur des positions de passif de niveau 3. Au cours du trimestre, les variations positive et négative de la juste valeur de nos actifs de niveau 3 n'ont pas changé de façon importante par suite des modifications d'une autre hypothèse raisonnablement possible.

Données utilisées lors de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approche utilisée pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles

Les instruments de niveau 3 se composent principalement de titres adossés à des actifs, y compris des titres adossés à des prêts avec flux groupés et des titres garantis par des créances, des titres à enchères, des obligations encaissables par anticipation, des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, des titres d'emprunt de pays non membres de l'OCDE et de sociétés assortis de longues échéances et comportant des écarts importants non observables, des placements dans des fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains titres d'emprunt structurés, des titres de placements privés, des dérivés liés à la performance de certains titres garantis par des créances, des dérivés sur marchandises, des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt et des billets de dépôt assortis de longues échéances et comportant des écarts importants non observables.

Les données non observables utilisées pour les instruments de niveau 3 et l'approche adoptée pour l'élaboration des autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous.

Dans nos portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente, les titres adossés à des créances hypothécaires (à risque, Alt-A et de bonne qualité), les titres adossés à des actifs [titres adossés à des prêts avec flux groupés, titres garantis par des créances (TGC)], les titres d'emprunt de sociétés et autres créances (obligations et prêts de sociétés, billets à taux variable, titres d'emprunt de gouvernements de pays non membres de l'OCDE), les créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (obligations encaissables par anticipation) et les prêts (obligations et prêts de sociétés) sont évalués selon les prix fournis par des services d'établissement des prix. Ces titres sont classés dans le niveau 3 en raison d'un manque de prix observables sur le marché. Les sensibilités positives et négatives sont déterminées en utilisant un écart type positif ou négatif des prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix sont relevés, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.

La juste valeur de certains titres à enchères liés aux prêts aux étudiants et municipaux contenus dans le portefeuille de titres disponibles à la vente est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie liés aux actifs sous-jacents aux titres à enchères sont estimés d'après des paramètres non observables, tels que les manquements, les paiements anticipés et les arriérés, et sont actualisés

selon un taux d'intérêt observable sur le marché et une marge d'escompte non observable. En calculant la sensibilité de ces titres à enchères, nous avons diminué la marge d'escompte pour l'établir entre 0,2 % et 1,2 % et l'avons augmentée pour l'établir entre 0,5 % et 2,0 %, en fonction de la fourchette raisonnable d'incertitude liée à la juste valeur pour chaque marché relatif à un instrument financier en particulier.

Les titres de participation détenus à des fins de transaction de niveau 3 comprennent des parts de fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives. Puisque ces fonds de couverture ne peuvent être rachetés à la valeur liquidative durant une certaine période suivant la fin de la période, les valeurs liquidatives des fonds et les dérivés sur actions correspondants inclus au poste Dérivés (passifs) liés aux valeurs liquidatives ne sont pas considérés comme observables. Les valeurs liquidatives des titres de placements privés disponibles à la vente sont également non observables en raison du nombre peu élevé de transactions récentes sur le marché pour soutenir leurs valeurs. Nous n'avons pas appliqué d'autre hypothèse raisonnablement possible à ces positions de titres de placements privés, car les valeurs liquidatives sont fournies par le gestionnaire du fonds. Cette approche s'applique aussi à nos dérivés liés aux fonds de couverture et à nos dérivés sur actions.

Nos actifs et passifs dérivés de niveau 3 comprennent des dérivés liés aux TGC, des dérivés sur marchandises, des dérivés liés aux taux d'intérêt (y compris les dérivés structurés et les swaps sur devises), des swaps liés aux fonds de couverture et des contrats d'assurance vie détenus par des banques. Les données des TGC sont basées sur la corrélation des défaillances. Les données des dérivés sur marchandises correspondent aux prix des contrats et aux prix de certains contrats à long terme pour lesquels les prix ne sont pas observables. Dans le cas de la sensibilité de nos dérivés sur marchandises, nous avons appliqué un écart type aux prix des marchandises. Les swaps et les options de taux d'intérêt ont été classés dans le niveau 3 si leurs échéances excèdent certaines périodes observables ou comportent des caractéristiques particulières, respectivement. La sensibilité des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des options est dérivée au moyen d'une combinaison de modèles et de paramètres d'ajustements de l'évaluation de l'incertitude. Dans le cas des contrats d'assurance vie détenus par des banques, les données non observables comprennent les taux de manquement et les taux de paiement anticipé, de même que leur ampleur, et l'indice du prix du logement. Pour la sensibilité, une fourchette de valeurs a été déterminée comme autre hypothèse raisonnablement possible en ajustant ces paramètres de 10,0 % et l'indice du prix du logement selon l'écart type. La sensibilité de l'ajustement au titre de l'évaluation des dérivés de crédit a été calculée en combinant une hausse de l'écart de crédit relatif de 7,8 % et un montant pour l'incertitude du modèle.

Les dépôts comprennent des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt, ainsi que des billets comportant des écarts importants non observables et pour lesquels les activités sur le marché sont limitées. Dans le cas des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt, les paramètres du modèle comprennent le taux de volatilité, le taux de dividende, la corrélation et le taux de change. Pour dériver les sensibilités, les paramètres du modèle sont ajustés selon un écart type positif ou négatif et les courbes de taux d'intérêt, selon certains points de base.

Note 5 Valeurs mobilières

Le tableau suivant présente les profits bruts latents et les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente (1), (2).

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2012				30 avril 2012			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	10 829 \$	539 \$	(5)\$	11 363 \$	10 696 \$	443 \$	(9)\$	11 130 \$
Provinces et municipalités	1 747	13	–	1 760	1 170	17	–	1 187
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	6 273	15	(162)	6 126	5 885	15	(151)	5 749
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	8 795	23	(7)	8 811	8 113	23	(19)	8 117
Titres adossés à des créances hypothécaires	285	7	(17)	275	326	17	(21)	322
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 994	27	(12)	2 009	2 049	36	(14)	2 071
Titres non garantis par des créances	976	8	(130)	854	961	7	(127)	841
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	8 135	50	(66)	8 119	8 287	48	(69)	8 266
Titres de participation	1 561	265	(15)	1 811	1 310	210	(32)	1 488
Titres de substitut de prêt	211	1	–	212	212	13	–	225
	40 806 \$	948 \$	(414)\$	41 340 \$	39 009 \$	829 \$	(442)\$	39 396 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2011				31 juillet 2011			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	9 172 \$	492 \$	(1)\$	9 663 \$	9 432 \$	357 \$	– \$	9 789 \$
Provinces et municipalités	1 537	25	(1)	1 561	1 633	28	–	1 661
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	5 038	11	(156)	4 893	4 794	18	(150)	4 662
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	7 091	26	(33)	7 084	6 712	17	(21)	6 708
Titres adossés à des créances hypothécaires	314	19	(23)	310	308	20	(17)	311
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 941	4	(13)	1 932	1 96	4	(9)	1 91
Titres non garantis par des créances	1 119	4	(128)	995	1 083	11	(113)	981
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	10 882	59	(105)	10 836	10 996	69	(76)	10 989
Titres de participation	1 219	206	(27)	1 398	985	243	(16)	1 212
Titres de substitut de prêt	222	–	–	222	228	15	–	243
	38 535 \$	846 \$	(487)\$	38 894 \$	36 367 \$	782 \$	(402)\$	36 747 \$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à leur échéance de 507 millions de dollars au 31 juillet 2012 (526 millions au 30 avril 2012; 461 millions au 31 octobre 2011; 487 millions au 31 juillet 2011).

Note 5 Valeurs mobilières (suite)

- (2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se sont chiffrés à 46 millions de dollars, à 2 millions, à néant et à 48 millions, respectivement, au 31 juillet 2012 (48 millions, 2 millions, néant et 50 millions au 30 avril 2012; 52 millions, 2 millions, néant et 54 millions au 31 octobre 2011; 72 millions, 3 millions, néant et 75 millions au 31 juillet 2011).
- (3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, ainsi que des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Profit net et perte nette sur les titres disponibles à la vente (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
Profits réalisés	59 \$	53 \$	84 \$	150 \$	277 \$
Pertes réalisées et réductions de valeur	(17)	(69)	(13)	(103)	(169)
Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente	42 \$	(16)\$	71 \$	47 \$	108 \$

- (1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils sont constatés au poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des comptes consolidés de résultat : profits réalisés – néant pour le trimestre clos le 31 juillet 2012; 7 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012 (1 million pour le trimestre clos le 30 avril 2012; 8 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2011; 18 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011). Pertes réalisées et réductions de valeur – néant pour le trimestre clos le 31 juillet 2012; néant pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012 (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2012; 1 million de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2011; 16 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011).

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature du titre faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût amorti du titre pourrait être recouvré. Au 31 juillet 2012, les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 414 millions de dollars (442 millions au 30 avril 2012; 487 millions au 31 octobre 2011; 402 millions au 31 juillet 2011).

Lorsque nous évaluons la perte de valeur des titres d'emprunt, nous étudions principalement les notations des contreparties et les facteurs propres aux titres, notamment les garanties, les notes externes, la priorité de rang et d'autres facteurs de marché. Pour évaluer les titres d'emprunt complexes, y compris les titres adossés à des actifs, les titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis et d'autres produits structurés, nous utilisons également des modèles de prévision des flux de trésorerie qui tiennent compte des flux de trésorerie réels et prévus pour chaque titre et d'un certain nombre d'hypothèses et de données fondées sur des facteurs propres à chaque titre. Les hypothèses et les données utilisées, notamment les défaillances, le remboursement anticipé et les taux de recouvrement, se fondent sur les données de marché à jour. En outre, nous tenons compte de la structure des transactions et des rehaussements de crédit en ce qui concerne les titres structurés. Si l'évaluation effectuée au moyen du modèle indique qu'il sera impossible de recouvrer entièrement la somme du capital et des intérêts courus à l'égard d'un titre, le titre est soumis à une analyse plus approfondie afin de déterminer si une perte sera ultérieurement réalisée. Les titres considérés comme ayant subi une perte de valeur sont ramenés à leur juste valeur.

Puisque les titres de participation ne sont pas assortis de flux de trésorerie contractuels, ils sont évalués différemment des titres d'emprunt. En ce qui a trait aux titres de participation comportant des pertes latentes, nous évaluons s'il existe une indication objective que le titre a subi une perte de valeur. Les facteurs pris en compte dans notre évaluation comprennent la durée au cours de laquelle et la mesure dans laquelle la juste valeur a été inférieure au coût, ainsi que la situation financière et les perspectives à court terme de l'émetteur. Les titres de participation qui ont subi une perte latente durant une longue période ou une perte latente d'un montant important sont considérés comme ayant subi une perte de valeur et sont ramenés à leur juste valeur.

Au 31 juillet 2012, le total du coût amorti du portefeuille de titres disponibles à la vente a augmenté de 1,8 milliard de dollars par rapport au 30 avril 2012. Cette augmentation tient essentiellement à la hausse des créances d'entités gouvernementales canadiennes et des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE en raison de l'acquisition de la participation additionnelle de 50 % dans RBC Dexia (se reporter à la note 8). Par rapport au 31 octobre 2011, le total du coût amorti a augmenté de 2,3 milliards de dollars, principalement en raison de l'acquisition de créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE à court terme et de titres adossés à des créances hypothécaires garantis par des entités gouvernementales canadiennes et américaines, compensée en partie par les ventes et les échéances de titres d'emprunt de sociétés et autres créances à court terme. Le total du coût amorti a augmenté de 4,4 milliards de dollars par rapport au 31 juillet 2011, ce qui reflète principalement le reclassement de certains TGC des titres désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net aux titres disponibles à la vente et les acquisitions de créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE à court terme et de titres adossés à des créances hypothécaires garantis par des entités gouvernementales canadiennes et américaines, facteurs compensés en partie par les ventes et les échéances de titres d'emprunt de sociétés et autres créances à court terme.

Au 31 juillet 2012, les profits bruts latents, qui se sont établis à 948 millions de dollars, ont augmenté de 119 millions, soit 14 %, par rapport au 30 avril 2012, de 102 millions, soit 12 %, par rapport au 31 octobre 2011 et de 166 millions, soit 21 %, par rapport au 31 juillet 2011. Ces augmentations reflètent essentiellement une augmentation de la juste valeur des créances garanties par des entités gouvernementales canadiennes, qui s'explique principalement par la diminution des taux d'intérêt. Une hausse de la juste valeur de certains titres de placements privés a également contribué à ces augmentations.

Les pertes brutes latentes ont diminué de 28 millions de dollars, soit 6 %, pour s'établir à 414 millions au 31 juillet 2012, principalement en raison des réductions de valeurs comptabilisées pour certains titres de participation. Par rapport au 31 octobre 2011, les pertes brutes latentes ont diminué de 73 millions de dollars, soit 15 %, principalement en raison des pertes réalisées à la vente de titres par RBC Dexia par suite de l'acquisition. Par rapport au 31 juillet 2011, les pertes brutes latentes ont légèrement augmenté, soit de 12 millions de dollars, ou 3 %.

La direction est d'avis que les pertes latentes sur les titres mentionnés ci-dessus au 31 juillet 2012 ne sont associées à aucune indication objective de perte de valeur.

Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance comptabilisés au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme ayant subi une perte de valeur lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. La direction est d'avis que les placements détenus jusqu'à leur échéance n'avaient subi aucune perte de valeur au 31 juillet 2012.

Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente

Lorsque nous déterminons qu'un titre a subi une perte de valeur, la perte brute latente comptabilisée dans les autres composantes des capitaux propres est reclassée au poste Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente dans les revenus autres que d'intérêt. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012, des profits nets de 42 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt. En comparaison, des pertes nettes de 16 millions de dollars ont été constatées pour le trimestre clos le 30 avril 2012 et des profits nets de 71 millions ont été constatés pour le trimestre clos le 31 juillet 2011. Le profit net de la période considérée reflète principalement le profit à la vente de certaines actions privilégiées et les distributions reçues relativement à certains placements privés, ainsi que le profit à la vente de certains titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis. Ces facteurs ont été compensés en partie par des réductions de valeur de 14 millions de dollars de titres considérés comme ayant subi une perte de valeur. Pour le trimestre clos le 30 avril 2012, la perte nette globale de 16 millions de dollars se compose d'une perte nette à la vente de 8 millions et de réductions de valeur de 8 millions. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2011, le profit net global de 71 millions de dollars se compose d'un profit net à la vente de 81 millions, compensé en partie par des réductions de valeur de 10 millions.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, des profits nets de 47 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 108 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011. Les résultats de la période considérée reflètent surtout des profits nets réalisés de 80 millions de dollars, qui sont principalement liés aux distributions reçues relativement à certains titres de placements privés ainsi qu'au profit à la vente de créances d'entités gouvernementales canadiennes, compensés par des pertes à la vente de titres par RBC Dexia par suite de l'acquisition. Les profits nets sont compensés en partie par des réductions de valeur de 33 millions de dollars de titres considérés comme ayant subi une perte de valeur, principalement des titres de participation. En comparaison, un profit net lié à la vente de 218 millions de dollars a été constaté pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011, lequel a été compensé en partie par des réductions de valeur de 110 millions.

Reclassement d'instruments financiers

Le tableau suivant présente des données sur certains titres que nous avons reclassés au cours de périodes de présentation de l'information financière antérieures :

Instruments financiers reclassés au cours de périodes antérieures (1)

	Au		
	31 juillet 2012	30 avril 2012 (2)	31 octobre 2011 (2)
	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Total de la valeur comptable et de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)			
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net reclassés dans les titres disponibles à la vente			
TGC	1 818 \$	1 877 \$	1 738 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	67	69	31
	1 885 \$	1 946 \$	1 769 \$

	Pour les trimestres clos				Pour la période de neuf mois close (2)	
	le 31 juillet 2012		le 30 avril 2012		le 31 juillet 2012	
	Variation de la juste valeur au cours de la période (3)	Revenu d'intérêt/profits (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période	Variation de la juste valeur au cours de la période (3)	Revenu d'intérêt/profits (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période	Variation de la juste valeur au cours de la période (3)	Revenu d'intérêt/profits (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période
(en millions de dollars canadiens)						
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net reclassés dans les titres disponibles à la vente						
TGC	(4)\$	20 \$	18 \$	21 \$	24 \$	60 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	(1)	1	(3)	2	(6)	6
	(5)\$	21 \$	15 \$	23 \$	18 \$	66 \$

(1) Aucun reclassement n'a été fait le 31 juillet 2011 ou avant.

(2) Le 1^{er} octobre 2011 et le 1^{er} novembre 2011, nous avons reclassé un montant de 1 872 millions de dollars et de 255 millions, respectivement, des titres à la juste valeur par le biais du résultat net aux titres disponibles à la vente relativement à certains TGC et titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis.

(3) Cette variation représente le profit ou la perte à la juste valeur qui aurait été comptabilisé en résultat net si les actifs n'avaient pas été reclassés.

Note 6 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012						Solde à la fin
	Solde au début	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	135 \$	19 \$	(11)\$	– \$	(8)\$	5 \$	140 \$
Prêts aux particuliers	543	109	(127)	21	(6)	1	541
Prêts sur cartes de crédit	415	105	(123)	26	–	(1)	422
Prêts aux petites entreprises	74	9	(11)	2	–	(1)	73
	1 167	242	(272)	49	(14)	4	1 176
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	819	82	(145)	10	(6)	(1)	759
Prêts aux banques (2)	33	–	(32)	–	–	1	2
	852	82	(177)	10	(6)	–	761
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 019	324	(449)	59	(20)	4	1 937
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 110 \$	324 \$	(449)\$	59 \$	(20)\$	4 \$	2 028 \$
Évaluées individuellement	313 \$	56 \$	(136) \$	3 \$	1 \$	(5)\$	232 \$
Évaluées collectivement	1 797	268	(313)	56	(21)	9	1 796
Total de la provision pour pertes sur créances	2 110 \$	324 \$	(449)\$	59 \$	(20)\$	4 \$	2 028 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2012						Solde à la fin
	Solde au début	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	112 \$	16 \$	(6)\$	1 \$	(9)\$	21 \$	135 \$
Prêts aux particuliers	563	114	(130)	21	(7)	(18)	543
Prêts sur cartes de crédit	415	104	(129)	25	–	–	415
Prêts aux petites entreprises	76	15	(18)	2	(1)	–	74
	1 166	249	(283)	49	(17)	3	1 167
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	766	99	(36)	10	(15)	(5)	819
Prêts aux banques (2)	33	–	–	–	–	–	33
	799	99	(36)	10	(15)	(5)	852
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 965	348	(319)	59	(32)	(2)	2 019
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 056 \$	348 \$	(319)\$	59 \$	(32)\$	(2)\$	2 110 \$
Évaluées individuellement	253 \$	75 \$	(10)\$	6 \$	(9)\$	(2)\$	313 \$
Évaluées collectivement	1 803	273	(309)	53	(23)	–	1 797
Total de la provision pour pertes sur créances	2 056 \$	348 \$	(319)\$	59 \$	(32)\$	(2)\$	2 110 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2011							Solde à la fin
	Solde au début	Moins les provisions liées aux activités abandonnées	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
Prêts de détail								
Prêts hypothécaires résidentiels	190 \$	(79)\$	8 \$	(6)\$	1 \$	(8)\$	5 \$	111 \$
Prêts aux particuliers	783	(225)	114	(127)	20	(3)	(2)	560
Prêts sur cartes de crédit	434	(17)	112	(140)	26	–	(1)	414
Prêts aux petites entreprises	78	–	8	(11)	2	–	–	77
	1 485	(321)	242	(284)	49	(11)	2	1 162
Prêts de gros								
Prêts aux entreprises (1)	1 141	(397)	78	(43)	11	(11)	12	791
Prêts aux banques (2)	32	–	–	–	–	–	(1)	31
	1 173	(397)	78	(43)	11	(11)	11	822
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 658	(718)	320	(327)	60	(22)	13	1 984
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	103	(12)	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 761 \$	(730)\$	320 \$	(327)\$	60 \$	(22)\$	13 \$	2 075 \$
Évaluées individuellement	298 \$	(80)\$	38 \$	(12)\$	9 \$	(3)\$	3 \$	253 \$
Évaluées collectivement	2 463	(650)	282	(315)	51	(19)	10	1 822
Total de la provision pour pertes sur créances	2 761 \$	(730)\$	320 \$	(327)\$	60 \$	(22)\$	13 \$	2 075 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012						
	Solde au début	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	112 \$	44 \$	(20)\$	1 \$	(26)\$	29 \$	140 \$
Prêts aux particuliers	557	334	(377)	62	(17)	(18)	541
Prêts sur cartes de crédit	415	313	(381)	76	–	(1)	422
Prêts aux petites entreprises	75	32	(37)	6	(1)	(2)	73
	1 159	723	(815)	145	(44)	8	1 176
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	775	216	(226)	31	(30)	(7)	759
Prêts aux banques (2)	33	–	(32)	–	–	1	2
	808	216	(258)	31	(30)	(6)	761
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 967	939	(1 073)	176	(74)	2	1 937
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 058 \$	939 \$	(1 073)\$	176 \$	(74)\$	2 \$	2 028 \$
Évaluées individuellement	252 \$	151 \$	(172)\$	16 \$	(11)\$	(4)\$	232 \$
Évaluées collectivement	1 806	788	(901)	160	(63)	6	1 796
Total de la provision pour pertes sur créances	2 058 \$	939 \$	(1 073)\$	176 \$	(74)\$	2 \$	2 028 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012							
	Solde au début	Moins les provisions liées aux activités abandonnées	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin
Prêts de détail								
Prêts hypothécaires résidentiels	154 \$	(63)\$	34 \$	(10)\$	1 \$	(23)\$	18 \$	111 \$
Prêts aux particuliers	891	(258)	329	(381)	60	(8)	(73)	560
Prêts sur cartes de crédit	434	(19)	346	(419)	72	–	–	414
Prêts aux petites entreprises	78	–	29	(35)	5	(1)	1	77
	1 557	(340)	738	(845)	138	(32)	(54)	1 162
Prêts de gros								
Prêts aux entreprises (1)	1 267	(503)	119	(157)	50	(28)	43	791
Prêts aux organismes souverains (4)	9	–	–	(9)	–	–	–	–
Prêts aux banques (2)	34	–	–	–	–	–	(3)	31
	1 310	(503)	119	(166)	50	(28)	40	822
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 867	(843)	857	(1 011)	188	(60)	(14)	1 984
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	99	(11)	–	–	–	–	3	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 966 \$	(854)\$	857 \$	(1 011)\$	188 \$	(60)\$	(11)\$	2 075 \$
Évaluées individuellement	415 \$	(130)\$	33 \$	(90)\$	38 \$	(7)\$	(6)\$	253 \$
Évaluées collectivement	2 551	(724)	824	(921)	150	(53)	(5)	1 822
Total de la provision pour pertes sur créances	2 966 \$	(854)\$	857 \$	(1 011)\$	188 \$	(60)\$	(11)\$	2 075 \$

- (1) Comprend une provision pour pertes sur créances de 4 millions de dollars relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevées par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) au 31 juillet 2012 (4 millions au 30 avril 2012; 4 millions au 31 octobre 2011; 4 millions au 31 juillet 2011).
- (2) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.
- (3) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.
- (4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2012				30 avril 2012			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 990 \$	1 239 \$	385 \$	4 614 \$	2 758 \$	1 220 \$	431 \$	4 409 \$
Prêts de gros	446	199	–	645	494	209	–	703
Total	3 436 \$	1 438 \$	385 \$	5 259 \$	3 252 \$	1 429 \$	431 \$	5 112 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2011				31 juillet 2011			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 180 \$	1 416 \$	525 \$	5 121 \$	3 112 \$	1 392 \$	570 \$	5 074 \$
Prêts de gros	417	241	–	658	483	293	–	776
Total	3 597 \$	1 657 \$	525 \$	5 779 \$	3 595 \$	1 685 \$	570 \$	5 850 \$

Note 6 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)**Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises (2)	821 \$	971 \$	907 \$	861 \$
Prêts aux organismes souverains (3)	–	–	–	–
Prêts aux banques (4)	2	33	33	32
Total	823 \$	1 004 \$	940 \$	893 \$

- (1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 918 millions de dollars pour la période (949 millions au 30 avril 2012; 917 millions au 31 octobre 2011; 911 millions au 31 juillet 2011).
- (2) Comprend des soldes de prêts douteux évalués individuellement d'un montant brut de 51 millions de dollars (51 millions au 30 avril 2012; 53 millions au 31 octobre 2011; 51 millions au 31 juillet 2011) et d'un montant net de 47 millions (47 millions au 30 avril 2012; 49 millions au 31 octobre 2011; 47 millions au 31 juillet 2011), relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevées par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de PCAA.
- (3) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
- (4) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Note 7 Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2012				Au 30 avril 2012			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs								
Instruments dérivés	952 \$	1 926 \$	192 \$	100 187 \$	792 \$	1 960 \$	49 \$	85 062 \$
Passifs								
Instruments dérivés	767	337	26	107 689	716	312	85	90 991
Instruments non dérivés	–	–	16 835	–	–	–	16 989	–

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2011				Au 31 juillet 2011			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs								
Instruments dérivés	1 089 \$	2 271 \$	85 \$	96 205 \$	876 \$	1 512 \$	188 \$	82 607 \$
Passifs								
Instruments dérivés	1 072	370	125	98 955	1 052	35	70	86 341
Instruments non dérivés	–	–	17 211	–	–	–	16 457	–

- (1) Les passifs dérivés comprennent des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques d'un montant de 307 millions de dollars (319 millions au 30 avril 2012; 283 millions au 31 octobre 2011; 238 millions au 31 juillet 2011) et des contrats à valeur stable visant des régimes 401(k) d'un montant négligeable (montant négligeable au 30 avril 2012; 1 million au 31 octobre 2011; néant au 31 juillet 2011).

Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat global

	Pour les trimestres clos								
	le 31 juillet 2012			le 30 avril 2012			le 31 juillet 2011		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
(en millions de dollars canadiens)									
Couvertures de la juste valeur									
(Pertes) profits sur les instruments de couverture	(222)\$	s.o. \$	s.o. \$	(364)\$	s.o. \$	s.o. \$	425 \$	s.o. \$	s.o. \$
Profits (pertes) sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	231	s.o.	s.o.	347	s.o.	s.o.	(417)	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	9	s.o.	s.o.	(17)	s.o.	s.o.	8	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie									
Tranche inefficace	–	s.o.	s.o.	(7)	s.o.	s.o.	(2)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	49	s.o.	s.o.	(64)	s.o.	s.o.	98
Reclassées en résultat au cours de la période (1)	s.o.	(12)	s.o.	s.o.	(11)	s.o.	s.o.	(54)	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Tranche inefficace	–	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.
Profits (pertes) de change	s.o.	s.o.	244	s.o.	s.o.	(326)	s.o.	s.o.	141
(Pertes) profits liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(124)	s.o.	s.o.	216	s.o.	s.o.	(63)
	9 \$	(12)\$	169 \$	(24)\$	(11)\$	(174)\$	6 \$	(54)\$	176 \$

	Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2012			le 31 juillet 2011		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
(en millions de dollars canadiens)						
Couvertures de la juste valeur						
(Pertes) sur les instruments de couverture	(451)\$	s.o. \$	s.o. \$	(231)\$	s.o. \$	s.o. \$
Profits sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	456	s.o.	s.o.	227	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	5	s.o.	s.o.	(4)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie						
Tranche inefficace	(4)	s.o.	s.o.	6	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	52	s.o.	s.o.	156
Reclassées en résultat au cours de la période (1)	s.o.	(50)	s.o.	s.o.	(115)	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
Tranche inefficace	–	s.o.	s.o.	4	s.o.	s.o.
Pertes de change	s.o.	s.o.	(31)	s.o.	s.o.	(1 757)
Profits liés aux couvertures	s.o.	s.o.	89	s.o.	s.o.	1 364
	1 \$	(50)\$	110 \$	6 \$	(115)\$	(237)\$

(1) Des pertes après impôt de 9 millions de dollars et de 36 millions ont été reclassées des autres composantes des capitaux propres au résultat pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012, respectivement (8 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2012; 41 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2011; 85 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011).

s.o. sans objet.

Note 7 Instruments financiers dérivés et activités de couverture (suite)**Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à leur échéance**

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2012				30 avril 2012			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés (1)	17 300 \$	32 247 \$	53 710 \$	103 257 \$	15 320 \$	27 768 \$	44 775 \$	87 863 \$
Passifs dérivés (2)	18 801	38 335	51 683	108 819	16 164	32 761	43 179	92 104

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2011				31 juillet 2011			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés (1)	20 711 \$	34 035 \$	44 904 \$	99 650 \$	18 586 \$	33 744 \$	32 853 \$	85 183 \$
Passifs dérivés (2)	20 943	35 899	43 680	100 522	20 418	34 768	32 312	87 498

(1) Comprend les ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit, qui ont été déterminés collectivement.

(2) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques d'un montant de 307 millions de dollars (319 millions au 30 avril 2012; 283 millions au 31 octobre 2011; 238 millions au 31 juillet 2011) et des contrats à valeur stable visant des régimes 401(k) d'un montant négligeable (montant négligeable au 30 avril 2012; 1 million au 31 octobre 2011; néant au 31 juillet 2011).

Note 8 Acquisitions et cessions importantes**Acquisitions***Services bancaires internationaux*

Le 27 juillet 2012, nous avons conclu l'acquisition de la participation de 50 % que nous ne détenions pas déjà dans RBC Dexia Investor Services Limited (RBC Dexia), pour une contrepartie en espèces de 837,5 millions d'euros (1 milliard de dollars), et nous avons renommé l'entité RBC Services aux investisseurs (RBCSI). L'acquisition de la participation restante dans RBC Dexia nous permet d'accroître la stabilité des bénéfices tirés des services de garde d'actifs à l'échelle mondiale, lesquels sont en bonne position pour connaître une croissance.

Au moment d'annoncer l'accord définitif relatif à l'acquisition de la participation supplémentaire de 50 % dans RBC Dexia, le prix d'acquisition convenu pour cette participation était inférieur à la valeur comptable de notre participation existante de 50 %. Nous avons estimé qu'il s'agissait d'une indication que notre placement actuel dans RBC Dexia pouvait avoir subi une perte de valeur. En avril 2012, nous avons effectué un test de dépréciation selon IAS 36 à l'égard de notre unité génératrice de trésorerie Services aux investisseurs, qui était principalement constituée de notre placement direct dans RBC Dexia. Afin d'établir la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie, nous avons déterminé la valeur d'utilité au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, qui tenait compte spécifiquement de l'incidence de la transaction à venir, et nous avons considéré que le prix d'acquisition constituait une indication de la juste valeur aux fins de notre estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. D'après cette analyse, la juste valeur diminuée des coûts de la vente était plus élevée que la valeur d'utilité; elle a donc été considérée comme la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie. Par conséquent, au cours des deuxième et troisième trimestres, nous avons constaté des pertes de valeur relatives à l'unité génératrice de trésorerie d'un montant de 161 millions de dollars et de 7 millions (161 millions et 7 millions après impôt), respectivement, au poste Perte de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles. La perte enregistrée au deuxième trimestre était constituée d'une réduction de valeur de 142 millions de dollars relative au goodwill et de 19 millions relative aux autres immobilisations incorporelles, tandis que la perte du troisième trimestre était constituée d'une réduction de valeur relative aux autres immobilisations incorporelles. Nous avons comptabilisé des pertes de valeur au cours du trimestre considéré étant donné que nous avons continué à réduire la valeur comptable de notre unité génératrice de trésorerie Services aux investisseurs pour la ramener à sa valeur recouvrable entre la date de l'annonce et la date de clôture, aux fins de la comptabilisation de notre quote-part dans le résultat de RBC Dexia.

Parallèlement à l'accord relatif à l'acquisition, RBC Dexia a vendu des titres à revenu fixe disponibles à la vente émis par le groupe Dexia (notre coentrepreneur) d'une juste valeur de 1,4 milliard d'euros (1,9 milliard de dollars) au groupe Dexia, et elle a acquis des titres libellés en dollars américains d'une valeur quasi équivalente, principalement émis par d'importantes institutions financières mondiales. La vente des titres du groupe Dexia et les pertes de négociation subséquentes sur les titres acquis ont entraîné des pertes de 52 millions de dollars (après impôt) pour RBC Dexia. Notre quote-part de la perte totale, qui s'est élevée à 36 millions de dollars (26 millions après impôt), a été comptabilisée au cours du deuxième trimestre de 2012.

Selon IFRS 3, dans le cas d'un regroupement d'entreprises effectué par étapes (acquisition par étapes), au moment de la clôture, il y a cession réputée de notre placement existant à la juste valeur, puis comptabilisation de la totalité du placement à sa juste valeur à la date d'acquisition. L'écart entre la valeur comptable et la juste valeur de notre participation existante à la date de clôture est comptabilisé en résultat. Aucun profit ni aucune perte n'a été comptabilisé au titre de la cession réputée puisque nous avions auparavant réduit la valeur de notre placement à sa juste valeur. Nous avons ensuite comptabilisé la totalité du placement dans RBCSI à sa juste valeur à la date d'acquisition, laquelle s'établissait à 2,1 milliards de dollars, ce qui représente la contrepartie en espèces de 1 milliard versée au groupe Dexia et la juste valeur de notre participation de 50 % antérieurement détenue de 1 milliard. Notre répartition préliminaire du prix d'acquisition comprend l'attribution de 28,9 milliards de dollars aux actifs, dont 304 millions aux autres immobilisations incorporelles, et de 26,8 milliards aux passifs à la date d'acquisition.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons également engagé des coûts de 5 millions de dollars (4 millions après impôt), lesquels ont été comptabilisés au poste Frais autres que d'intérêt. Le tableau ci-dessous présente les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pourcentage des actions acquises	50 %
Contrepartie en espèces transférée aux fins de l'acquisition de la participation de 50 %	837,5 millions €
Juste valeur de la participation de 50 % antérieurement détenue	837,5 millions €
Juste valeur de la participation de 100 %	1 675 millions €
Juste valeur de la participation de 100 % en dollars canadiens	2 084 \$
Juste valeur des actifs identifiables acquis (participation de 100 %)	
Trésorerie et dépôts à des banques	9 086
Valeurs mobilières	5 177
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	11 913
Prêts	1 455
Autres actifs (1)	1 288
Juste valeur des passifs repris (participation de 100 %)	
Dépôts	(25 629)
Autres passifs	(1 206)
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis (participation de 100 %)	2 084 \$

(1) Les autres actifs comprennent 304 millions de dollars de listes de clients et de relations-clients qui sont amorties selon le mode linéaire sur une durée d'utilité estimative moyenne de 15 ans.

Si l'acquisition du contrôle total avait pris effet le 1^{er} novembre 2011, nos revenus et notre bénéfice net consolidés pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012 auraient augmenté de 428 millions de dollars et de 7 millions, respectivement, compte tenu des pertes découlant de la vente des titres du groupe Dexia, comme il a été décrit précédemment.

Tous les résultats des activités et les pertes de valeur dont il est question ci-dessus sont inclus dans notre secteur Services bancaires internationaux.

Gestion de patrimoine

Le 17 décembre 2010, nous avons conclu l'acquisition de BlueBay Asset Management plc (BlueBay), une société de gestion d'actifs ayant son siège social à Londres dont les actions sont négociées sur le marché, spécialisée dans les placements dans des titres à revenu fixe, dont les biens sous gestion se chiffraient à environ 39,1 milliards de dollars à la date d'acquisition. Les détails du coût final de l'acquisition sont présentés dans le tableau ci-dessous. Il y a un décalage de un mois dans la présentation des résultats de BlueBay dans notre secteur Gestion de patrimoine.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pourcentage des actions acquises	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition dans la monnaie de la transaction	Paieement total en espèces de 955 millions de livres sterling
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 503 \$
Juste valeur des actifs identifiables acquis (1)	689 \$
Juste valeur des passifs repris (2)	(286)
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	403 \$
Goodwill	1 100
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 503 \$

(1) Les actifs identifiables acquis comprennent un montant de 280 millions de dollars au titre des listes de clients et des relations-clients, lesquelles sont amorties selon le mode linéaire sur une durée d'utilité estimative moyenne de 12 ans.

(2) Comprend un passif d'impôt différé de 79 millions de dollars lié aux immobilisations incorporelles acquises.

Le 31 mai 2012, nous avons conclu l'acquisition des activités de banque privée en Amérique latine, dans les Antilles et en Afrique de Coutts, la division de gestion de patrimoine du groupe Royal Bank of Scotland, qui gère des actifs de clients d'environ 2 milliards de dollars US, pour un prix d'acquisition estimatif de 38 millions de dollars. Le prix d'acquisition sera ajusté en fonction du montant net réel des actifs de clients qui seront transférés au cours de la période de douze mois suivant la clôture.

Cessions

Services bancaires internationaux

Le 2 mars 2012, nous avons conclu la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis à PNC Financial Services Group, Inc. (PNC). Une perte à la vente estimative après impôt de 304 millions de dollars a été comptabilisée au poste Perte nette liée aux activités abandonnées de nos comptes consolidés de résultat de 2011. Une réduction de la perte à la vente de 7 millions de dollars après impôt a été comptabilisée au premier trimestre de 2012. Lors de la clôture de la vente, nous avons révisé le montant de notre perte à la vente, qui se chiffre maintenant à 294 millions de dollars après impôt. L'écart de 3 millions de dollars a été porté en diminution du poste Perte nette liée aux activités abandonnées au cours du deuxième trimestre de 2012.

Par ailleurs, nous avons auparavant classé certains de nos actifs liés aux services bancaires régionaux aux États-Unis dans les activités abandonnées, car nous nous étions engagés à les vendre à l'intérieur de un an. Certains de ces actifs qui n'ont pas été cédés au cours de cette période de un an ont été reclassés ce trimestre, dans les activités poursuivies de notre secteur Services de soutien généraux. Les actifs ne sont pas significatifs pour nos Services bancaires internationaux ni pour nos Services de soutien généraux.

Les résultats des activités vendues à PNC et les actifs que nous nous sommes engagés à vendre ont été présentés à titre d'activités abandonnées dans nos bilans consolidés à compter du troisième trimestre de 2011 et dans nos comptes consolidés de résultat pour toutes les périodes visées. Les principales données financières liées à ces activités sont présentées dans les tableaux ci-dessous.

Note 8 Acquisitions et cessions importantes (suite)**Assurances**

Le 29 avril 2011, nous avons conclu la vente de Liberty Life, notre unité d'assurance vie aux États-Unis, à Athene Holding Ltd. La perte à la vente après impôt s'est élevée à 104 millions de dollars. Les résultats des activités de Liberty Life vendues à Athene Holding Ltd. ont été présentés dans nos états financiers consolidés résumés à titre d'activités abandonnées pour toutes les périodes présentées. Les principales données financières liées à ces activités sont présentées dans les tableaux ci-dessous.

Activités abandonnées – Bilans

(en millions de dollars canadiens)	Total des activités abandonnées (1)			
	Au			
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011
Total de l'actif (2)				
Valeurs mobilières	– \$	– \$	5 253 \$	6 198 \$
Prêts	–	77	16 593	16 186
Autres (3)	–	200	5 306	3 710
	– \$	277 \$	27 152 \$	26 094 \$
Total du passif				
Dépôts	– \$	– \$	18 470 \$	17 650 \$
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	–	–	–	–
Autres	–	34	1 606	1 664
	– \$	34 \$	20 076 \$	19 314 \$

(1) Le total des actifs et des passifs liés à Liberty Life est de néant pour toutes les périodes présentées.

(2) Le total des autres actifs liés aux services bancaires régionaux aux États-Unis classés dans les activités abandonnées s'élève à néant (277 millions de dollars au 30 avril 2012; 331 millions au 31 octobre 2011; 383 millions au 31 juillet 2011).

(3) Comprend des actifs d'impôt différé classés dans les activités abandonnées d'un montant de néant (34 millions de dollars au 30 avril 2012; 1 029 millions au 31 octobre 2011; 821 millions au 31 juillet 2011).

Activités abandonnées – Comptes de résultat

(en millions de dollars canadiens)	Total des activités abandonnées				
	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
Revenu net d'intérêt	– \$	46 \$	161 \$	200 \$	523 \$
Revenus autres que d'intérêt	–	10	3	68	338
Total des revenus	–	56	164	268	861
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	34	92	117	311
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance et charges actuarielles	–	–	–	–	240
Frais autres que d'intérêt	–	73	206	258	635
(Perte nette) bénéfice net avant impôt	–	(51)	(134)	(107)	(325)
(Perte nette) bénéfice net	–	(33)	(82)	(61)	(190)
Profit (perte) à la vente	–	3	(307)	10	(298)
(Perte nette) profit net lié aux activités abandonnées					
Services bancaires de détail régionaux aux États-Unis vendus à PNC	–	(25)	(373)	(36)	(463)
Autres actifs liés aux services bancaires régionaux aux États-Unis	–	(5)	(18)	(15)	(55)
Activités de Liberty Life vendues à Athene Holding Ltd.	–	–	2	–	30
Total	– \$	(30)\$	(389)\$	(51)\$	(488)\$

Activités abandonnées – Tableaux des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens)	Total des activités abandonnées (1)				
	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités opérationnelles	– \$	(6 057)\$	683 \$	– \$	1 063 \$
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	–	3 150	(49)	–	(606)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement	–	(11)	107	–	27
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	–	(33)	–	–	(45)
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	–	(2 951)	741	–	439
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début	–	2 955	588	–	890
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin	– \$	4 \$	1 329 \$	– \$	1 329 \$

(1) La variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques de Liberty Life pour les trimestres clos le 30 avril 2012 et le 31 juillet 2011 s'est établie à néant [(2) millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011].

Note 9 Goodwill et autres immobilisations incorporelles**Perte de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles**

Au cours du trimestre précédent clos le 30 avril 2012, nous avons conclu un accord relatif à l'acquisition de la participation restante de 50 % dans RBC Dexia. Par suite de cet événement, nous avons effectué un test de dépréciation de l'unité génératrice de trésorerie Services aux investisseurs. Les résultats de ce test ont indiqué que l'unité génératrice de trésorerie avait subi une dépréciation, ce qui a entraîné des pertes de valeur de 142 millions de dollars du goodwill et de 19 millions des autres immobilisations incorporelles au cours du deuxième trimestre, ainsi qu'une perte de valeur additionnelle de 7 millions des autres immobilisations incorporelles au cours du trimestre considéré. Se reporter à la note 8.

Goodwill

Le tableau suivant présente la variation de la valeur comptable du goodwill par unité génératrice de trésorerie pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 et pour les trimestres clos le 30 avril 2012 et le 31 juillet 2012.

(en millions de dollars canadiens)	Services financiers – Canada	Gestion de patrimoine – Canada	Gestion mondiale d'actifs	Gestion de patrimoine – États-Unis	Gestion de patrimoine – International	Assurances	Services bancaires – Antilles	Services aux investisseurs	Marché des Capitaux	Total
Solde au 1^{er} novembre 2010	1 931 \$	545 \$	765 \$	528 \$	119 \$	126 \$	1 492 \$	146 \$	901 \$	6 553 \$
Goodwill acquis au cours de l'exercice	11	–	1 099	–	–	–	–	–	2	1 112
Conversions en devises	–	(3)	17	(12)	(1)	(8)	(41)	(2)	(16)	(66)
Autres variations	11	–	–	–	–	–	–	–	–	11
Solde au 31 octobre 2011	1 953 \$	542 \$	1 881 \$	516 \$	118 \$	118 \$	1 451 \$	144 \$	887 \$	7 610 \$
Conversions en devises	–	–	(14)	3	(2)	–	8	(2)	4	(3)
Autres variations	(1)	1	–	–	1	–	–	–	–	1
Solde au 31 janvier 2012	1 952 \$	543 \$	1 867 \$	519 \$	117 \$	118 \$	1 459 \$	142 \$	891 \$	7 608 \$
Pertes de valeur	–	–	–	–	–	–	–	(142)	–	(142)
Conversions en devises	–	(2)	14	(8)	2	–	(22)	–	(10)	(26)
Solde au 30 avril 2012	1 952 \$	541 \$	1 881 \$	511 \$	119 \$	118 \$	1 437 \$	– \$	881 \$	7 440 \$
Goodwill acquis au cours de la période	–	–	–	–	10	–	–	–	–	10
Conversions en devises	–	2	(19)	8	(3)	–	18	–	10	16
Solde au 31 juillet 2012	1 952 \$	543 \$	1 862 \$	519 \$	126 \$	118 \$	1 455 \$	– \$	891 \$	7 466 \$

Lors de notre plus récent test de dépréciation annuel, effectué au 1^{er} août 2011, et de notre test de dépréciation du goodwill, effectué lors de la transition aux IFRS au 1^{er} novembre 2010, la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie était établie selon le calcul de la valeur d'utilité au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie se fonde sur les projections du bénéfice disponible pour les actionnaires, qui sont actualisées à leur valeur actualisée. Le bénéfice disponible pour les actionnaires est fondé sur les prévisions financières établies par la direction pour une période de cinq ans, lesquelles sont estimées en fonction des résultats prévus, des initiatives d'affaires ainsi que des dépenses d'investissement et des rendements pour les actionnaires prévus. Quant au bénéfice prévu postérieur à la période initiale de cinq ans, il est établi en supposant une augmentation constante, selon un taux de croissance nominal à long terme. Les taux finaux de croissance sont établis en fonction de l'appréciation courante du marché du produit intérieur brut et de l'inflation dans les pays où l'unité génératrice de trésorerie exerce ses activités. Les taux finaux de croissance utilisés dans le cadre de notre test de dépréciation annuel effectué au 1^{er} août 2011 s'établissaient entre 3,0 % et 4,0 % (entre 3,0 % et 4,0 % au 1^{er} novembre 2010).

Le taux d'actualisation utilisé est établi selon le coût du capital à l'échelle des banques, ajusté en fonction des risques auxquels chaque unité génératrice de trésorerie est exposée. Les risques propres aux unités génératrices de trésorerie comprennent le risque souverain, le risque commercial/opérationnel, le risque géographique (y compris le risque politique, le risque de dévaluation et la réglementation gouvernementale), le risque de change et le risque de prix (y compris le risque lié à l'établissement des prix et l'inflation). Les taux d'actualisation utilisés dans le cadre de notre test de dépréciation annuel effectué au 1^{er} août 2011 s'établissaient entre 9,0 % et 11,5 % (entre 9,5 % et 11,5 % au 1^{er} novembre 2010).

Autres immobilisations incorporelles

Le tableau suivant présente la valeur comptable de nos autres immobilisations incorporelles :

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 juillet 2012			30 avril 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011
	Valeur comptable brute	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Logiciels générés en interne	2 887 \$	(1 511)\$	1 376 \$	1 149 \$	1 050 \$	976 \$
Autres logiciels	1 036	(800)	236	160	165	168
Immobilisations incorporelles liées à des dépôts de base	150	(85)	65	70	82	83
Listes de clients et relations-clients (1)	1 358	(386)	972	753	818	736
	5 431 \$	(2 782)\$	2 649 \$	2 132 \$	2 115 \$	1 963 \$

(1) L'amortissement cumulé au 31 juillet 2012 comprend une perte de valeur de 26 millions de dollars comptabilisée au cours de l'exercice. Se reporter à la note 8.

Note 10 Autres actifs

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011
Garanties en espèces et dépôts de garantie	19 710 \$	15 910 \$	10 093 \$	8 965 \$
Sommes à recevoir des courtiers, des contrepartistes et des clients	3 075	4 577	3 935	3 117
Débiteurs et montants prépayés	3 771	3 286	3 172	3 249
Actifs liés aux activités d'assurance	2 099	1 956	1 821	2 227
Actif d'impôt différé	1 648	1 582	1 894	1 753
Intérêts courus à recevoir	1 301	1 350	1 434	1 461
Impôt à recevoir	1 066	1 422	675	793
Métaux précieux	1 020	658	753	764
Autres	2 622	2 431	4 190	3 243
	36 312 \$	33 172 \$	27 967 \$	25 572 \$

Note 11 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts.

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2012				30 avril 2012			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	101 758 \$	13 497 \$	61 443 \$	176 698 \$	99 634 \$	13 364 \$	60 353 \$	173 351 \$
Entreprises et gouvernements	125 984	1 335	180 942	308 261	111 179	1 452	190 316	302 947
Banques	4 305	7	13 533	17 845	4 536	17	15 024	19 577
	232 047 \$	14 839 \$	255 918 \$	502 804 \$	215 349 \$	14 833 \$	265 693 \$	495 875 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada (5)	56 110 \$	48 \$	– \$	56 158 \$	55 300 \$	144 \$	– \$	55 444 \$
États-Unis	1 198	4	–	1 202	820	21	–	841
Europe (5), (6)	3 021	1	–	3 022	2 124	2	–	2 126
Autres pays	3 311	351	–	3 662	3 056	272	–	3 328
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada (5)	133 043	10 666	202 261	345 970	127 114	10 520	213 784	351 418
États-Unis	3 630	588	34 746	38 964	3 451	775	31 818	36 044
Europe (5), (6)	27 944	43	10 853	38 840	18 829	42	10 999	29 870
Autres pays	3 790	3 138	8 058	14 986	4 655	3 057	9 092	16 804
	232 047 \$	14 839 \$	255 918 \$	502 804 \$	215 349 \$	14 833 \$	265 693 \$	495 875 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2011				31 juillet 2011			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	96 233 \$	11 938 \$	57 859 \$	166 030 \$	91 429 \$	11 249 \$	57 987 \$	160 665 \$
Entreprises et gouvernements	109 454	1 709	186 348	297 511	106 388	1 713	185 765	293 866
Banques	4 139	17	11 405	15 561	3 536	19	15 681	19 236
	209 826 \$	13 664 \$	255 612 \$	479 102 \$	201 353 \$	12 981 \$	259 433 \$	473 767 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada (5)	50 876 \$	86 \$	– \$	50 962 \$	49 346 \$	52 \$	– \$	49 398 \$
États-Unis	1 160	6	–	1 166	1 314	31	–	1 345
Europe (5), (6)	2 365	2	–	2 367	1 976	2	–	1 978
Autres pays	2 767	266	–	3 033	2 747	271	–	3 018
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada (5)	125 887	9 325	199 402	334 614	120 817	8 772	191 734	321 323
États-Unis	3 196	960	34 778	38 934	2 634	920	41 903	45 457
Europe (5), (6)	19 159	35	12 913	32 107	18 556	35	16 682	35 273
Autres pays	4 416	2 984	8 519	15 919	3 963	2 898	9 114	15 975
	209 826 \$	13 664 \$	255 612 \$	479 102 \$	201 353 \$	12 981 \$	259 433 \$	473 767 \$

(1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.

(2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.

(3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 31 juillet 2012, le solde des dépôts à terme comprenait aussi des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis pour fournir un financement à long terme de 106 milliards de dollars (108 milliards au 30 avril 2012; 104 milliards au 31 octobre 2011; 101 milliards au 31 juillet 2011).

(4) Les divisions géographiques des dépôts sont fondées sur l'origine des dépôts et le pays où les produits et les charges connexes sont comptabilisés.

(5) Les montants comparatifs présentés ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(6) L'Europe comprend le Royaume-Uni, la Suisse et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011
Moins de 1 an :				
Moins de 3 mois	56 561 \$	72 291 \$	61 108 \$	72 615 \$
De 3 à 6 mois	22 937	17 840	27 982	15 766
De 6 à 12 mois	39 167	38 344	26 552	33 837
De 1 an à 2 ans	50 071	51 996	50 403	49 429
De 2 à 3 ans	24 717	24 478	28 605	30 286
De 3 à 4 ans	28 238	23 855	21 300	18 498
De 4 à 5 ans	14 652	18 908	21 198	21 106
Plus de 5 ans	19 575	17 981	18 464	17 896
	255 918 \$	265 693 \$	255 612 \$	259 433 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	223 000 \$	230 000 \$	221 000 \$	224 000 \$

Note 12 Autres passifs

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011
Garanties en espèces	12 779 \$	10 010 \$	10 589 \$	10 353 \$
Paie et rémunération connexe	4 200	3 894	4 266	3 943
Créditeurs et charges à payer	4 186	4 013	3 954	2 796
Sommes à payer aux courtiers, aux contrepartistes et aux clients	3 260	3 103	3 209	3 842
Instruments négociables	2 376	2 386	2 355	1 938
Intérêts courus à payer	1 588	1 789	2 019	1 772
Revenu différé	1 574	1 558	1 512	1 497
Impôt à payer	1 111	1 269	1 331	1 278
Certificats au titre des métaux précieux	900	910	1 125	1 022
Dividendes à payer	888	887	841	840
Passifs liés aux activités d'assurance	540	514	556	527
Impôt différé	282	249	265	217
Autres	7 078	6 504	7 219	7 736
	40 762 \$	37 086 \$	39 241 \$	37 761 \$

Note 13 Avantages du personnel – prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations ou à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Au cours du trimestre précédent, nous avons augmenté nos cotisations prévues aux régimes de retraite pour 2012, et pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, nous avons contribué à hauteur d'environ 850 millions de dollars à ces régimes de retraite. Les charges au titre de ces régimes d'avantages sont présentées dans le tableau suivant :

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite (1)			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)		
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011
Coût des services rendus	57 \$	54 \$	50 \$	8 \$	8 \$	4 \$
Coût financier	103	103	105	19	19	18
Rendement prévu de l'actif des régimes	(121)	(121)	(125)	–	–	–
Amortissement de la perte actuarielle nette	–	–	–	1	–	–
Réduction du régime	–	–	–	–	(5)	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	39	36	30	28	22	22
Charge au titre des régimes à cotisations définies	15	23	20	–	–	–
	54 \$	59 \$	50 \$	28 \$	22 \$	22 \$

(1) Le cumul des gains et pertes actuariels au 1^{er} novembre 2010 pour ces régimes a été comptabilisé au poste Bénéfices non distribués lors de la transition aux IFRS.

Note 13 Avantages du personnel – prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite (1)		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)	
	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
Coût des services rendus	167 \$	153 \$	20 \$	18 \$
Coût financier	310	314	57	55
Rendement prévu de l'actif des régimes	(364)	(366)	–	–
Amortissement de la perte actuarielle nette	–	–	1	–
Réduction du régime	–	–	(5)	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	113	101	73	73
Charge au titre des régimes à cotisations définies	66	65	–	–
	179 \$	166 \$	73 \$	73 \$

(1) Le cumul des gains et pertes actuariels au 1^{er} novembre 2010 pour ces régimes a été comptabilisé au poste Bénéfices non distribués lors de la transition aux IFRS.

Note 14 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Le 30 avril 2012, RBC a racheté tous les billets secondaires de fiducie, série A, à 4,58 % d'une valeur de 1 milliard de dollars échéant le 30 avril 2017 en circulation pour un montant équivalant à la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus à la date de rachat.

Le tableau suivant présente les actions ordinaires émises au cours des périodes présentées :

Actions ordinaires émises

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos					
	le 31 juillet 2012		le 30 avril 2012		le 31 juillet 2011	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Acquisition d'entreprise connexe (1)	–	– \$	–	– \$	6 412	317 \$
Régime de réinvestissement de dividendes (2)	1 270	66	1 153	62	893	54
Options sur actions exercées (3)	188	7	832	31	622	20
Régimes d'épargne et d'actionariat des employés (4)	–	–	–	–	–	–
	1 458	73 \$	1 985	93 \$	7 927	391 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	le 31 juillet 2012		le 31 juillet 2011	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Acquisition d'entreprise connexe (1)	–	– \$	6 412	317 \$
Régime de réinvestissement de dividendes (2)	3 752	187	1 820	106
Options sur actions exercées (3)	2 172	82	2 465	77
Régimes d'épargne et d'actionariat des employés (4)	–	–	1 138	63
	5 924	269 \$	11 835	563 \$

(1) Représente les actions émises aux porteurs d'actions échangeables de Phillips, Hager & North gestion de placements ltée (PH&N).

(2) Les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2012, le 30 avril 2012, le 31 janvier 2012, le 31 juillet 2011 et le 30 avril 2011, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'actions propres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2011, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.

(3) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et l'ajustement à la juste valeur des options sur actions.

(4) Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2012, le 30 avril 2012, le 31 janvier 2012 et le 31 juillet 2011, nous avons financé nos régimes d'épargne et d'actionariat des employés au moyen d'achats d'actions sur le marché libre. Au cours des trimestres clos le 30 avril 2011 et le 31 janvier 2011, nous avons financé nos régimes d'épargne et d'actionariat des employés au moyen de l'émission d'actions propres.

Note 15 Revenus tirés des activités de négociation et de certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction

Le total des revenus tirés des activités de négociation qui découlent d'instruments financiers classés et désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net comprend le revenu net d'intérêt tiré des activités de négociation et les revenus tirés des activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré du revenu d'intérêt et des dividendes comptabilisés relativement à l'actif et au passif des activités de négociation.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
Revenu net d'intérêt	365 \$	412 \$	391 \$	1 165 \$	991 \$
Revenus (charges) autres que d'intérêt	295	349	(132)	1 040	874
Total	660 \$	761 \$	259 \$	2 205 \$	1 865 \$
Par gamme de produits					
Taux d'intérêt et crédit	436 \$	495 \$	114 \$	1 467 \$	1 252 \$
Titres de participation	133	180	64	423	356
Contrats de change et sur marchandises	91	86	81	315	257
Total	660 \$	761 \$	259 \$	2 205 \$	1 865 \$

Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012, un profit net (une perte nette) de 97 millions de dollars, qui représente une augmentation (diminution) nette de la juste valeur de nos actifs et passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net a été comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêt, dans les revenus tirés des activités de négociation et dans le poste Autres (236 millions au 30 avril 2012; 384 millions au 31 juillet 2011). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, le profit net lié aux variations de la juste valeur de nos actifs et passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net se chiffrait à 833 millions de dollars (511 millions au 31 juillet 2011).

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012, un profit net (une perte nette) de 438 millions de dollars, qui représente une augmentation (diminution) nette de la juste valeur de nos actifs et passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net a été comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêt, dans les revenus tirés des activités de négociation et dans le poste Autres [(107) millions au 30 avril 2012; 459 millions au 31 juillet 2011]. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, le profit net lié aux variations de la juste valeur des actifs et passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net se chiffrait à 548 millions de dollars (348 millions au 31 juillet 2011).

Autres catégories d'instruments financiers

Le tableau suivant présente les éléments comptabilisés en résultat au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
(Pertes) nettes découlant d'instruments financiers évalués au coût amorti	– \$	– \$	– \$	(2)\$	– \$
Revenu net d'intérêt calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, excluant les intérêts sur les instruments financiers classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	2 924	2 619	2 498	8 158	7 409
Honoraires nets qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs financiers	1 003	867	887	2 774	2 629
Honoraires nets provenant des activités de fiducie et autres activités connexes	1 714	1 699	1 737	4 990	5 191
Total	5 641 \$	5 185 \$	5 122 \$	15 920 \$	15 229 \$

Note 16 Impôt sur le résultat**Recouvrabilité de l'actif d'impôt différé**

Nous revoyons trimestriellement notre actif d'impôt différé, lequel est inscrit au poste Autres actifs de nos bilans consolidés, afin de déterminer s'il est probable que les avantages liés à cet actif se réaliseront; dans le cadre de cet examen, nous évaluons les éléments probants positifs et négatifs. Notre actif d'impôt différé représente les différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains de nos actifs et passifs, ainsi que l'avantage fiscal lié aux reports en avant de pertes nettes opérationnelles. Dans l'ensemble, selon tous les éléments probants disponibles, nous sommes d'avis qu'il est probable que l'actif d'impôt différé consolidé se réalisera grâce à une combinaison de renversements futurs de différences temporelles et de bénéfice imposable.

Impôt sur le résultat lié aux composantes des autres éléments du résultat global

Le tableau suivant illustre la charge ou l'économie d'impôt attribuée à chaque composante des autres éléments du résultat global et des variations des capitaux propres :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
Autres éléments du résultat global					
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	34 \$	(13)\$	3 \$	36 \$	(58)\$
Reclassement en résultat de (profits) pertes sur les titres disponibles à la vente	(3)	9	20	(1)	41
(Pertes nettes) profits nets de change, déduction faite des activités de couverture	(31)	72	(29)	54	529
Profits nets (pertes nettes) latents sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	18	(23)	42	18	63
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	3	3	13	14	30
Total de la charge d'impôt	21 \$	48 \$	49 \$	121 \$	605 \$

Note 17 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2012	le 30 avril 2012	le 31 juillet 2011	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2011
Bénéfice (perte) de base par action					
Bénéfice net	2 240 \$	1 533 \$	1 294 \$	5 628 \$	4 873 \$
Perte nette découlant des activités abandonnées	–	(30)	(389)	(51)	(488)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 240	1 563	1 683	5 679	5 361
Dividendes sur actions privilégiées	(64)	(65)	(64)	(193)	(193)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(24)	(25)	(25)	(74)	(76)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	2 152	1 473	1 594	5 412	5 092
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 443 457	1 441 761	1 435 131	1 441 488	1 428 599
Bénéfice (perte) de base par action					
Activités poursuivies (en dollars)	1,49 \$	1,02 \$	1,11 \$	3,75 \$	3,56 \$
Activités abandonnées (en dollars)	–	(0,02)	(0,27)	(0,03)	(0,34)
Total	1,49 \$	1,00 \$	0,84 \$	3,72 \$	3,22 \$
Bénéfice (perte) dilué par action					
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	2 152 \$	1 473 \$	1 594 \$	5 412 \$	5 092 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	14	13	20	40	65
Bénéfice net lié aux activités poursuivies disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 166	1 486	1 614	5 452	5 157
Perte nette liée aux activités abandonnées disponible pour les actionnaires ordinaires	–	(30)	(389)	(51)	(488)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 443 457	1 441 761	1 435 131	1 441 488	1 428 599
Options sur actions (1)	1 352	2 165	2 936	1 631	3 455
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	405	407	1 009	447	1 132
Actions échangeables (2)	24 299	22 730	35 185	24 398	40 319
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 469 513	1 467 063	1 474 261	1 467 964	1 473 505
Bénéfice dilué par action					
Activités poursuivies (en dollars)	1,47 \$	1,01 \$	1,10 \$	3,71 \$	3,50 \$
Activités abandonnées (en dollars)	–	(0,02)	(0,27)	(0,03)	(0,33)
Total	1,47 \$	0,99 \$	0,83 \$	3,68 \$	3,17 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Les montants suivants ont été exclus du calcul du bénéfice dilué par action : pour le trimestre clos le 31 juillet 2012, un nombre moyen d'options en cours de 7 531 601 ayant un prix d'exercice de 53,97 \$; pour le trimestre clos le 30 avril 2012, un nombre moyen d'options en cours de 41 124 ayant un prix d'exercice de 57,90 \$; pour le trimestre clos le 31 juillet 2011, un nombre moyen d'options en cours de 41 124 ayant un prix d'exercice de 57,90 \$. Les montants suivants ont été exclus du calcul du bénéfice dilué par action pour la période de neuf mois : pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, un nombre moyen d'options en cours de 7 583 306 ayant un prix d'exercice de 53,97 \$; pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011, un nombre moyen d'options en cours de 41 124 ayant un prix d'exercice de 57,90 \$.
- (2) Les actions échangeables comprennent les actions privilégiées, les titres de fiducie de capital et les actions échangeables émises relativement à l'acquisition de PH&N en 2008. Les actions échangeables de PH&N ont été remplacées par 6,4 millions d'actions ordinaires de RBC le 2 mai 2011, lors du troisième anniversaire de la conclusion de l'acquisition.

Note 18 Garanties et engagements**Garanties**

Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie. Étant donné que la valeur comptable de ces garanties ne constitue pas une indication du montant maximal potentiel des paiements futurs, nous continuons de considérer les garanties comme des instruments de crédit hors bilan. Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers.

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2012		30 avril 2012		31 octobre 2011		31 juillet 2011	
	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options de vente position vendeur (1)	9 231 \$	916 \$	8 697 \$	769 \$	9 363 \$	316 \$	9 284 \$	214 \$
Facilités de garantie de liquidités (2), (3)	29 108	261	27 854	227	23 496	171	21 826	165
Produits à valeur stable (4)	18 084	307	18 169	319	18 438	284	17 725	238
Lettres de crédit de soutien et garanties de bonne fin (3)	18 946	163	17 973	188	16 794	184	17 176	162
Rehaussements de crédit (3)	3 607	75	3 561	76	3 330	68	3 124	67
Engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres (5)	54 626	–	55 709	–	52 607	–	51 495	–

- (1) La valeur comptable est comprise dans le poste Dérivés de nos bilans consolidés. Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.
- (2) Au cours d'exercices précédents, certains conduits multicédants administrés par RBC offrant des programmes de papier commercial adossé à des actifs ont prélevé des montants en vertu de certaines de nos facilités de garantie de liquidités. Au 31 juillet 2012, ces prêts totalisaient 1,4 milliard de dollars (1,4 milliard au 30 avril 2012; 1,4 milliard au 31 octobre 2011; 1,4 milliard au 31 juillet 2011) compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts de 4 millions (4 millions au 30 avril 2012; 4 millions au 31 octobre 2011; 4 millions au 31 juillet 2011) et sont compris dans les prêts aux entreprises au poste Prêts de gros de nos bilans consolidés.
- (3) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres passifs de nos bilans consolidés.
- (4) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 7,9 milliards de dollars (7,8 milliards au 30 avril 2012; 7,8 milliards au 31 octobre 2011; 7,4 milliards au 31 juillet 2011) au titre des polices d'assurance vie détenues par des banques et un montant de 10,2 milliards (10,4 milliards au 30 avril 2012; 10,7 milliards au 31 octobre 2011; 10,3 milliards au 31 juillet 2011) au titre des régimes de retraite aux termes de l'Employee Retirement Income Security Act of 1974 (ERISA) des États-Unis, tels que les régimes 401(k). Nous avons comptabilisé des profits latents d'environ 18 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 juillet 2012 et des pertes latentes de 20 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012 (profits de 3 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2012; pertes de 66 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2011; profits de 79 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011) au titre du contrat à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques.
- (5) Pour les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres avant le 31 juillet 2012, une tranche de 50 % représentait notre risque de perte par l'intermédiaire de notre ancienne coentreprise, RBC Dexia.

Actifs donnés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous donnons en garantie des actifs conformément à des modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt, d'emprunt et de négociation comptabilisées dans nos bilans consolidés. Voici des exemples des modalités générales liées aux actifs donnés en garantie :

- Les risques et les avantages liés aux actifs donnés en garantie reviennent à l'emprunteur.
- Les actifs donnés en garantie sont réattribués à l'emprunteur lorsque les modalités obligatoires ont été respectées.
- Le droit du créancier de vendre les actifs ou de les affecter de nouveau en garantie dépend de l'entente particulière en vertu de laquelle l'actif est donné en garantie.
- S'il n'y a eu aucun manquement, le créancier doit redonner un actif comparable à l'emprunteur lorsque les obligations ont été respectées.

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les actifs donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Par conséquent, le montant des actifs donnés en garantie n'est pas inclus dans le tableau ci-dessous. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,0 milliards de dollars (3,4 milliards au 30 avril 2012; 3,7 milliards au 31 juillet 2011) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,3 milliards de dollars (3,4 milliards au 31 juillet 2011) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalant aux actifs donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'avait été prise au 31 juillet 2012, au 30 avril 2012, au 31 octobre 2011 et au 31 juillet 2011.

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011
Trésorerie et montants à recevoir de banques	1 342 \$	1 412 \$	865 \$	485 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	305	423	6 340	5 400
Prêts	16 590	15 394	18 642	17 289
Valeurs mobilières (1)	40 059	42 177	42 502	51 363
Biens achetés en vertu de conventions de revente	66 320	73 278	52 032	44 770
Autres actifs	20 234	15 685	88	54
	144 850 \$	148 369 \$	120 469 \$	119 361 \$

- (1) Les montants comparatifs présentés ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Note 18 Garanties et engagements (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :				
Gouvernements étrangers et banques centrales	2 672 \$	2 770 \$	2 376 \$	2 625 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires (1)	3 587	3 960	1 839	2 363
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :				
Emprunts et prêts de titres	55 937	57 411	39 941	34 183
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	43 568	50 155	44 545	50 824
Transactions sur dérivés	21 709	17 617	16 620	15 600
Titrisation de créances sur cartes de crédit	6 139	4 923	3 930	3 063
Obligations couvertes	10 451	10 471	10 513	10 337
Autres	787	1 062	705	366
	144 850 \$	148 369 \$	120 469 \$	119 361 \$

(1) Les montants comparatifs présentés ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Les actifs donnés en garantie présentés dans le tableau ci-dessus comprennent des éléments présentés dans le bilan et ceux exclus du bilan.

Biens affectés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des conventions d'affectation de biens en garantie assorties de modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt et d'emprunt comptabilisées dans nos bilans consolidés. La rubrique Actifs donnés en garantie, ci-dessus, présente des exemples de modalités générales liées aux biens nantis que nous pouvons vendre, donner en garantie ou affecter de nouveau en garantie.

Au 31 juillet 2012, la juste valeur approximative des biens acceptés en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se chiffrait à 169,8 milliards de dollars (168,6 milliards au 30 avril 2012; 137,3 milliards au 31 octobre 2011; 130,6 milliards au 31 juillet 2011). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts et de prêts de titres et de transactions sur dérivés. De ce montant, une tranche de 83,6 milliards de dollars (80,8 milliards au 30 avril 2012; 64,4 milliards au 31 octobre 2011; 52 milliards au 31 juillet 2011) a été vendue ou donnée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie en vertu de conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert.

Litiges

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes. Par conséquent, la Banque Royale du Canada et ses filiales ont fait et font l'objet de différentes plaintes et enquêtes dans divers territoires. La direction revoit régulièrement l'état d'avancement de toutes les poursuites et exercera son jugement afin de les résoudre au mieux des intérêts de la Banque. Nos procédures judiciaires importantes sont décrites ci-dessous. Nous nous défendons vigoureusement dans chacun de ces litiges.

Enquêtes et litiges relatifs au LIBOR

Diverses autorités de réglementation et autorités en matière de concurrence et d'exécution de la loi dans le monde, y compris au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis, mènent des enquêtes liées à certaines soumissions effectuées dans le passé par un groupe de banques relativement à la fixation du taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) libellé en dollars américains. Étant donné que la Banque Royale du Canada est un membre de certains comités du LIBOR, y compris du comité du LIBOR libellé en dollars américains, nous avons fait l'objet de demandes d'information réglementaires et nous collaborons à ces enquêtes. En outre, la Banque Royale du Canada et d'autres banques du comité du LIBOR libellé en dollars américains ont été désignées comme défenderesses dans des litiges de droit privé engagés aux États-Unis concernant la fixation du LIBOR, y compris dans un certain nombre de recours collectifs qui ont été regroupés devant le tribunal de district des États-Unis du district sud de New York. Les plaintes dans ces actions font état de revendications à notre encontre et à l'encontre d'autres banques du comité en vertu de diverses lois américaines, y compris la législation antitrust américaine, la Commodities Exchange Act des États-Unis et la loi de l'État. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible pour le moment de prédire la résolution de ces enquêtes réglementaires et de ces litiges de droit privé, ni le moment auquel ils seront réglés et l'incidence éventuelle sur la Banque Royale du Canada.

Litiges relatifs à la CFTC

La Banque Royale du Canada est devenue défenderesse dans une poursuite en responsabilité intentée par la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis. Le libellé de la poursuite allègue que certaines transactions entre sociétés liées étaient en fait des transactions fictives inappropriées, qui ont été effectuées à l'abri de la concurrence. En outre, la plainte stipule que nous avons fait délibérément des déclarations fausses, fictives ou frauduleuses à la Chicago Mercantile Exchange quant à la manière dont nous prévoyions structurer ces transactions et à la manière dont nous l'avons fait. Il nous est impossible de prédire le dénouement de ces procédures, ni le moment auquel elles seront réglées. Nous réfutons totalement ces allégations. À l'heure actuelle, la direction estime que le règlement final de cette poursuite n'aura pas d'incidence défavorable importante sur notre situation financière ni sur nos résultats opérationnels consolidés.

Litiges relatifs aux districts scolaires du Wisconsin

La Banque Royale du Canada est défenderesse dans le cadre d'un recours relativement au rôle que nous avons joué dans des transactions portant sur des placements réalisés par un certain nombre de districts scolaires du Wisconsin dans certains titres garantis par des créances. Ces transactions ont également fait l'objet d'une enquête réglementaire. Bien que nous ayons conclu un accord avec la Securities and Exchange Commission, dont le montant a été versé aux districts scolaires par l'intermédiaire d'un fonds d'indemnisation, le recours se poursuit. Il nous est impossible de prédire le dénouement de ces procédures, ni le moment auquel elles seront réglées. La direction estime toutefois que le règlement final de ces poursuites n'aura pas d'incidence défavorable importante sur notre situation financière ni sur nos résultats opérationnels consolidés.

Autres litiges

Nous sommes défenderesse dans un certain nombre d'autres poursuites qui allèguent que certaines de nos pratiques et mesures sont inappropriées. Les poursuites portent sur diverses questions complexes, et le moment auquel elles seront réglées demeure variable et incertain. La direction est d'avis que nous parviendrons, à terme, à résoudre ces poursuites, dans la mesure où nous pouvons les évaluer, sans subir d'incidence financière importante. Il s'agit, toutefois, de questions qui font largement appel à l'exercice du jugement, et les obligations éventuelles pouvant découler de ces poursuites pourraient influencer de façon importante sur nos résultats opérationnels pour toute période donnée.

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos autres pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites, dans la mesure où nous pouvons l'évaluer, ne sera pas important à l'égard de notre situation financière ou de nos résultats opérationnels consolidés.

Note 19 Résultats par secteur d'exploitation**Résultats trimestriels**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012						Total
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 248 \$	98 \$	– \$	160 \$	766 \$	17 \$	3 289 \$
Revenus autres que d'intérêt	845	1 069	1 323	225	973	32	4 467
Total des revenus	3 093	1 167	1 323	385	1 739	49	7 756
Dotation à la provision pour pertes sur créances	234	–	–	66	24	–	324
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 000	–	–	–	1 000
Frais autres que d'intérêt	1 330	944	126	355	981	23	3 759
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 529	223	197	(36)	734	26	2 673
Charge (économie) d'impôt	402	67	18	(5)	248	(297)	433
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 127	156	179	(31)	486	323	2 240
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							–
Bénéfice net							2 240 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	47 \$	32 \$	4 \$	24 \$	7 \$	121 \$	235 \$
Perte de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	7	–	–	7
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	322 300 \$	22 400 \$	12 200 \$	38 300 \$	414 700 \$	14 500 \$	824 400 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total de l'actif							824 400 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	321 200 \$	22 400 \$	12 300 \$	38 300 \$	414 600 \$	(29 400)\$	779 400 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							779 400 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2012						Total
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 017 \$	98 \$	– \$	166 \$	807 \$	(57)\$	3 031 \$
Revenus autres que d'intérêt	800	1 121	926	173	903	(30)	3 893
Total des revenus	2 817	1 219	926	339	1 710	(87)	6 924
Dotation à la provision pour pertes sur créances	271	(1)	–	47	31	–	348
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	640	–	–	–	640
Frais autres que d'intérêt	1 277	941	126	499	1 014	–	3 857
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 269	279	160	(207)	665	(87)	2 079
Charge (économie) d'impôt	332	67	9	(11)	216	(97)	516
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	937	212	151	(196)	449	10	1 563
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							(30)
Bénéfice net							1 533 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	47 \$	32 \$	3 \$	21 \$	6 \$	118 \$	227 \$
Perte de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	161	–	–	161
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	315 700 \$	23 700 \$	11 900 \$	27 400 \$	405 900 \$	15 500 \$	800 100 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							300
Total de l'actif							800 400 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	314 500 \$	23 800 \$	11 900 \$	27 400 \$	405 800 \$	(26 200)\$	757 200 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							757 200 \$

Note 19 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2011						
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 000 \$	91 \$	– \$	149 \$	666 \$	(17) \$	2 889 \$
Revenus autres que d'intérêt	801	1 065	1 349	243	467	83	4 008
Total des revenus	2 801	1 156	1 349	392	1 133	66	6 897
Dotation à la provision pour pertes sur créances	267	–	–	44	9	–	320
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 081	–	–	–	1 081
Frais autres que d'intérêt	1 298	895	126	307	772	19	3 417
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 236	261	142	41	352	47	2 079
Charge (économie) d'impôt	348	69	1	23	93	(138)	396
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	888	192	141	18	259	185	1 683
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							(389)
Bénéfice net							1 294 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	43 \$	33 \$	4 \$	24 \$	6 \$	109 \$	219 \$
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	300 800 \$	22 500 \$	11 200 \$	26 100 \$	370 800 \$	14 600 \$	746 000 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							26 100
Total de l'actif							772 100 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	299 500 \$	22 600 \$	11 200 \$	26 100 \$	371 100 \$	(17 700) \$	712 800 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							19 300
Total du passif							732 100 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012						
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	6 329 \$	298 \$	– \$	485 \$	2 337 \$	(126) \$	9 323 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 466	3 276	3 799	612	2 728	50	12 931
Total des revenus	8 795	3 574	3 799	1 097	5 065	(76)	22 254
Dotation à la provision pour pertes sur créances	748	(1)	–	121	72	(1)	939
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	2 851	–	–	–	2 851
Frais autres que d'intérêt	3 901	2 824	381	1 180	2 973	28	11 287
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	4 146	751	567	(204)	2 020	(103)	7 177
Charge (économie) d'impôt	1 088	195	47	(1)	637	(468)	1 498
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	3 058	556	520	(203)	1 383	365	5 679
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							(51)
Bénéfice net							5 628 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	138 \$	95 \$	11 \$	77 \$	20 \$	351 \$	692 \$
Perte de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	168	–	–	168
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	322 300 \$	22 400 \$	12 200 \$	38 300 \$	414 700 \$	14 500 \$	824 400 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total de l'actif							824 400 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	321 200 \$	22 400 \$	12 300 \$	38 300 \$	414 600 \$	(29 400) \$	779 400 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							779 400 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	5 924 \$	269 \$	– \$	477 \$	1 985 \$	(255) \$	8 400 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 424	3 288	3 260	705	2 698	171	12 546
Total des revenus	8 348	3 557	3 260	1 182	4 683	(84)	20 946
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	799	–	–	73	(19)	4	857
Frais autres que d'intérêt	–	–	2 491	–	–	–	2 491
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	3 779	2 693	369	910	2 821	65	10 637
Charge (économie) d'impôt	3 770	864	400	199	1 881	(153)	6 961
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 054	232	–	67	579	(332)	1 600
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	2 716	632	400	132	1 302	179	5 361
							(488)
Bénéfice net							4 873 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	134 \$	92 \$	15 \$	74 \$	18 \$	307 \$	640 \$
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	300 800 \$	22 500 \$	11 200 \$	26 100 \$	370 800 \$	14 600 \$	746 000 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							26 100
Total de l'actif							772 100 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	299 500 \$	22 600 \$	11 200 \$	26 100 \$	371 100 \$	(17 700) \$	712 800 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							19 300
Total du passif							732 100 \$

(1) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement sur le revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Majoration au montant imposable équivalent.

Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de la gestion, nous sommes organisés en cinq secteurs d'exploitation, tels qu'ils sont décrits ci-dessous, selon les produits et services offerts.

Le secteur Services bancaires canadiens regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada, ainsi que certains services de placement s'adressant aux épargnants.

Le secteur Gestion de patrimoine offre des services aux clients fortunés et aux clients disposant d'un avoir net élevé au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Asie et en Amérique latine. Il regroupe une gamme complète de solutions de placement, des services de fiducie et d'autres solutions de gestion de patrimoine. Nous offrons également des produits et services de gestion d'actifs directement aux clients institutionnels et individuels, par l'intermédiaire d'autres réseaux de distribution de la Banque Royale du Canada et de tiers distributeurs.

Le secteur Assurances regroupe les secteurs d'activité Assurances – Canada et Assurances et autres activités – International. Au Canada, nous offrons nos produits et services par l'intermédiaire de nos propres réseaux en pleine expansion, notamment les succursales de vente au détail d'assurances, les centres d'appels et notre équipe de vente interne, ainsi que par l'intermédiaire des conseillers indépendants en assurance et des agences de voyages. En dehors de l'Amérique du Nord, nous exerçons des activités de réassurance dans le monde entier.

Le secteur Services bancaires internationaux regroupe l'unité des Services bancaires et RBCSI. L'unité des Services bancaires comprend nos services bancaires dans les Antilles, lesquels offrent une gamme de produits et services financiers aux particuliers, aux entreprises clientes et aux institutions publiques dans leurs marchés respectifs, ainsi que certains services bancaires transfrontaliers, qui répondent aux besoins de nos clients canadiens aux États-Unis. RBCSI offre une gamme de produits intégrés aux investisseurs institutionnels à l'échelle mondiale.

Le secteur Marchés des Capitaux se compose de nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il fournit un vaste choix de produits et services aux grandes entreprises, aux organismes du secteur public et aux institutions faisant partie de notre clientèle. En Amérique du Nord, nous offrons une gamme complète de produits et services. Nos capacités ailleurs dans le monde sont ciblées et diversifiées, et elles comprennent le montage et la distribution, des services de structuration et de négociation et des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement.

Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à ces cinq secteurs d'exploitation, notamment le financement de l'entreprise, la titrisation, les charges nettes liées au capital non attribué ainsi que les ajustements de consolidation, y compris les écritures d'élimination des résultats majorés au montant imposable équivalent inscrits, sont présentées dans le secteur Services de soutien généraux. Les ajustements liés au montant imposable équivalent font augmenter le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) au montant imposable équivalent effectif, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôt. La direction est d'avis que ces ajustements sont nécessaires pour refléter la manière dont le secteur Marchés des Capitaux est géré, car cela accroît la comparabilité des revenus de sources imposables et de sources présentant des avantages fiscaux. Il se pourrait toutefois que les majorations au montant imposable équivalent ne soient pas comparables à des majorations semblables effectuées par d'autres institutions financières. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012, l'ajustement au montant imposable équivalent s'est établi à 88 millions de dollars et à 327 millions, respectivement (118 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2012; 84 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2011; 374 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011).

Cadre d'information de gestion

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement individuel de nos secteurs d'exploitation comme s'ils exerçaient leurs activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette approche vise à faire en sorte que les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent toutes les données pertinentes quant aux revenus et aux charges liés à l'exercice de leurs activités. La direction surveille régulièrement les résultats de ces secteurs en vue de prendre des décisions quant à l'affectation des ressources et à l'évaluation du rendement. Ces éléments n'ont aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Note 19 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

Les charges de chaque secteur d'exploitation peuvent comprendre des coûts engagés ou des services fournis, directement au nom des secteurs d'exploitation, au niveau de l'entreprise. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à l'un de nos secteurs d'exploitation, nous utilisons un cadre d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'attribution des coûts indirects et des charges indirectes à nos secteurs d'exploitation. Ce cadre sert également à l'attribution du capital et à la fixation des prix de cession des fonds de nos secteurs d'exploitation, de manière à mesurer avec justesse et de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et sur les risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à nos cinq secteurs d'exploitation sont présentées dans le secteur Services de soutien généraux.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et les méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

Note 20 Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) établit des objectifs précis pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, selon ces objectifs, le ratio du capital de première catégorie doit être supérieur ou égal à 7 % et le ratio du capital total doit être supérieur ou égal à 10 %. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif-capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Notre coefficient actif-capital demeure inférieur au niveau maximal prescrit par le BSIF.

Incidence de l'adoption des IFRS

La présentation du capital réglementaire en vertu des IFRS a commencé lors de notre passage aux IFRS, le 1^{er} novembre 2011. Selon les lignes directrices du BSIF concernant l'adéquation des fonds propres, les institutions financières peuvent appliquer progressivement l'incidence de la conversion aux IFRS sur le capital réglementaire présenté. Nous avons choisi cette option et appliquons progressivement l'incidence de la conversion aux IFRS sur une période de cinq trimestres à compter du premier trimestre de 2012. Le montant de l'application progressive est comptabilisé de façon linéaire et a atténué l'incidence de la conversion aux IFRS sur notre capital de première catégorie, qui est passé de 2,2 milliards de dollars à 1,3 milliard, ce qui représente une incidence de 0,9 milliard pour le trimestre considéré.

	Déterminé en fonction des			
	IFRS		PCGR du Canada	
	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 octobre 2011	31 juillet 2011
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)				
Capital				
Capital de première catégorie	36 160 \$	35 151 \$	35 713 \$	34 371 \$
Capital total	41 698	40 599	41 021	39 578
Actif pondéré en fonction des risques				
Risque de crédit	208 826 \$	197 075 \$	205 182 \$	194 098 \$
Risque de marché	28 692	28 960	21 346	26 593
Risque opérationnel	40 900	39 699	40 283	40 324
Risque lié à l'ajustement transitoire prescrit par le BSIF ⁽¹⁾	–	1 404	969	–
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	278 418 \$	267 138 \$	267 780 \$	261 015 \$
Ratios de capital et coefficients				
Capital de première catégorie	13,0 %	13,2 %	13,3 %	13,2 %
Capital total	15,0 %	15,2 %	15,3 %	15,2 %
Coefficient actif-capital ⁽²⁾	16,7 X	16,8 X	16,1 X	16,4 X

(1) Conformément aux directives transitoires prévues par l'accord de Bâle II, le BSIF exige que le montant minimal du capital à risque corresponde à au moins 90 % des besoins de liquidités calculés en vertu des normes de l'accord de Bâle I. Si les besoins de liquidités sont inférieurs à 90 %, on doit procéder à un ajustement transitoire de l'actif pondéré en fonction des risques, comme il est indiqué à la rubrique 1.7 des lignes directrices du BSIF concernant l'adéquation des fonds propres.

(2) Dans le cadre de la transition aux IFRS et tel que le BSIF l'a approuvé, aux fins du calcul du coefficient actif-capital, le montant brut de l'actif ajusté ne tient pas compte des prêts hypothécaires titrisés jusqu'au 31 mars 2010 inclusivement en vertu du programme de la SCHL.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie
Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635 (au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts (Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 7NH Royaume-Uni



Inscriptions en Bourse

(Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635 (au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330 (au Canada et aux États-Unis) ou 416-263-9394 (appels internationaux)
Courriel : service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
4th Floor, North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ». À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2012

Premier trimestre 1^{er} mars
Deuxième trimestre 24 mai
Troisième trimestre 30 août
Quatrième trimestre 29 novembre

Assemblée annuelle pour 2013

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le jeudi 28 février 2013 au Hyatt Regency Calgary, 700 Centre Street SE, Calgary (Alberta) T2G 5P6 Canada.

Dates de paiement des dividendes pour 2012

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AH, AJ, AL, AN, AP, AR, AT, AV et AX	24 janvier 23 avril 24 juillet 23 octobre	26 janvier 25 avril 26 juillet 25 octobre	24 février 24 mai 24 août 23 novembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans ce rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC SERVICES AUX INVESTISSEURS et PH&N, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Avant l'acquisition, RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à Dexia utilisaient la désignation commerciale RBC sous licence.